

< Pour des raisons techniques >

L'Algérie a cessé de livrer du gaz à la France

LIRE PAGE 32

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2.20 F.

Algérie, 1,20 DA ; Arabie, 2 dr. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 74 sch. ; Belgique, 17 f. ; Canada, 6 1/10 ; Côte d'Ivoire, 225 F CFA ; Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grèce, 35 dr. ; Irlande, 25 sh. ; Israël, 125 fr. ; Italie, 600 L. ; Japon, 270 y. ; Luxembourg, 17 f. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 30 esc. ; Royaume-Uni, 225 F CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 35 cts ; Yougoslavie, 27 din.

Tout les abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4307 - 22 PARIS
Tél. Paris 01 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La Belgique de nouveau en crise

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans la lente détérioration des rapports entre Flamands et francophones en Belgique. Pour la cinquième fois en dix ans, l'échec d'une tentative de règlement, par la régionalisation, de ce contentieux provoque la chute d'un gouvernement.

Malgré la volonté du roi d'éviter, en de moins de différer la crise, M. Wilfried Martens n'a pu sauver son cabinet, qui, depuis qu'il avait été formé il y a un an, n'avait jamais véritablement trouvé son unité. Il n'a même pas pu rétablir la cohésion au sein de son propre parti, le C.V.P. (chrétiens - sociaux flamands), directement responsable de sa démission.

En cas de conflit persistant entre l'exécutif et le législatif, les électeurs sont généralement prêts à rendre un arbitrage et d'apporter une réponse claire qui, en bonne démocratie, s'impose à tous. Mais en va-t-il ainsi en Belgique ? L'expérience permet d'en douter. C'est pourquoi le roi, avant de renvoyer les Chambres devant lui, tente une fois encore de reconstruire une coalition capable de gouverner.

De crise en crise, d'appel aux électeurs en appel aux électeurs, s'est en effet développé dans l'opinion le sentiment qu'attendre ou attendre d'attendre des urnes le règlement de l'interminable querelle intercommunautaire, pour démocratique qu'elle soit, est une démarche, en soi, vaine. Une illusion, au plus une commodité qui confine à l'artifice.

Les partis le savent bien, qui pour la plupart répètent à l'envi une nouvelle campagne électorale. Certains dirigeants chrétiens-sociaux vont même jusqu'à suggérer une reconduction pure et simple de la coalition de centre-gauche. Ils font valoir qu'elle dispose d'une majorité confortable dans les deux Chambres, même si elle n'a pu atteindre le quorum des deux tiers requis pour la réforme qui devrait faire de Bruxelles une région - la troisième - au même titre que la Flandre et la Wallonie.

Les Flamands verraient d'un bon œil l'abandon de ce projet et la reconduction d'une coalition qui, enfin, pourrait se consacrer entièrement à la solution des problèmes économiques et sociaux de plus en plus urgents. Mais les francophones paraissent moins disposés que jamais à accepter le gel des problèmes communautaires pour satisfaire les exigences du nationalisme flamand.

L'élaboration, plus que jamais hypothétique, d'un compromis sur la régionalisation souffrirait-elle d'ailleurs pour venir à bout de tensions qui n'ont pu être niées ? L'interminable querelle culturelle des régions, ni la parité dans les instances dirigeantes de l'Etat, ni l'impressionnant échafaudage institutionnel mis en place pour garantir les droits respectifs des Flamands et des Wallons ? Rien n'est moins sûr.

Tandis que la Belgique est en train de devenir le champion européen de la récession économique, l'antagonisme entre les deux communautés fait écrouler une fois de plus à des problèmes dont la gravité menace aujourd'hui autant les Flamands que les francophones et qui appelleraient une réponse unitaire. Une fois de plus, il sert de prétexte aux manœuvres politiciennes : le groupe qui, au sein du C.V.P., a pris la responsabilité de déclencher la crise n'a pas été dissout par le président de M. Martens, M. Tindemans, qui ne semble pas avoir renoncé à la direction des affaires de l'Etat.

Autant que de la querelle linguistique, la Belgique souffre de l'isolement des partis qui le gouvernement en aspirant à la gouvernance. Qu'il y ait ou non des élections à l'horizon, le pays risque fort de vivre longtemps encore en état de crise.

(Lire nos informations page 7.)

Le sort des réfugiés cubains

Les pays du Pacte andin acceptent d'accueillir une partie des anticastistes regroupés à l'ambassade du Pérou à La Havane

Les ministres des affaires étrangères des pays membres du Pacte andin - Venezuela, Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie - ont décidé, le jeudi 10 avril, à l'issue de leur réunion extraordinaire à Lima, de prendre en charge une partie des dix mille Cubains réfugiés à l'ambassade du Pérou à La Havane. M. Carlos Robles Piquer, secrétaire d'Etat espagnol aux affaires étrangères, qui a participé à la réunion de Lima, a annoncé de son côté que l'Espagne était prête à faire un effort.

Les Etats-Unis ont précisé qu'ils soutenaient les projets d'aide des pays andins et qu'ils étudieraient - cas par cas - les éventuelles demandes présentées par les réfugiés cubains. Dans un discours récent, mais qui n'a pas été rendu public, M. Fidel Castro a longuement analysé les difficultés de l'économie cubaine et a annoncé de nouvelles restrictions.

La dépendance et la survie

Quelque chose est cassé à Cuba, mais quel ? Il ne s'agit pas, comme le fait la presse cubaine, de rejeter dans l'opprobre et l'infamie le régime des « castro-cubains » les quelques dix mille candidats à l'exil entassés sur le parc exigu de la chancellerie péruvienne à La Havane. Il faut, comme l'écrit l'« Iztis », organe du parti communiste italien, se poser des questions.

La première est : quel est le nombre exact de Cubains qui veulent quitter à tout prix leur pays après vingt ans de rationnement alimentaire, de difficultés de vie quotidiennes et de privations de libertés ? Le fait que les Cubains de toutes les couches de la population se soient précipités en quelques heures vers l'ambassade

du Pérou, en apprenant que les autorités accordaient désormais le libre départ de tous ceux qui le souhaitaient, met en évidence l'aggravation du malaise.

Il ne suffit pas davantage de décréter péremptoirement, comme le fait le gouvernement des Etats-Unis, que cet épisode spectaculaire confirme l'échec total de l'expérience cubaine.

Le bilan de vingt ans de castisme n'est pas ridicule, surtout si on le replace dans son vrai cadre, qui est celui de la lutte difficile des pays en voie de développement, et dans le contexte international.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 4.)

L'Europe des Neuf et l'Iran

Les ambassadeurs à Téhéran des pays membres de la C.E.E. vont demander la libération des otages

Les neuf ministres des affaires étrangères des pays membres de la C.E.E. se sont rencontrés, jeudi matin 10 avril, à l'ambassade d'Italie à Lisbonne. Ils participent à la session du Conseil de l'Europe qui se tient dans la capitale portugaise. Les Neuf ont décidé de prier leurs ambassadeurs à Téhéran d'intervenir auprès des autorités iraniennes pour demander la libération des otages.

Dans une déclaration publiée à l'issue de cette rencontre de Lisbonne et consacrée au problème des otages de Téhéran, les Neuf ont exprimé leur solidarité avec les Etats-Unis et le peuple américain, et ont manifesté leur très vive inquiétude devant cette atteinte grave et prolongée aux règles fondamentales du droit international. Ils ont rappelé que le Conseil de sécurité des Nations unies avait, dès le 25 novembre et le 4 décembre 1979, exigé que le gouvernement iranien libère immédiatement le personnel de l'ambassade des Etats-Unis retenu à Téhéran. Ils déplorent vivement que ces résolutions soient demeurées jusqu'à présent sans effet.

La déclaration dit encore ceci : « Les Neuf regrettent profondément que les négociations engagées à l'initiative et sous l'égide du secrétaire général des Nations unies n'aient pu aboutir, comme ils étaient fondés à s'y attendre, à la libération des otages. » Les ministres soulignent que l'attitude des autorités iraniennes est inacceptable et contraire aux principes dont se réclament les Neuf : page de la Communauté européenne et qui constituent le fondement de la société internationale.

(Lire la suite page 3.)

Les relations Moscou-Pékin

L'U.R.S.S. et la Chine n'ont pas renouvelé leur traité d'amitié

L'expiration, le 11 avril, du traité d'amitié entre la Chine et l'U.R.S.S., signé en 1950 pour trente ans, n'a, jusqu'à présent, dans aucun des deux pays, fait l'objet de commentaires particuliers. Ce traité n'a pas été renouvelé.

En dépit de la mise en cause récente par Pékin du fondement théorique de la condamnation du révisionnisme, les relations bilatérales avec Moscou, troublées par l'intervention soviétique en Afghanistan, paraissent actuellement au point mort. L'U.R.S.S. continue de souhaiter une contestation plus poussée du rôle de Mao et de l'héritage maoïste.

(Lire page 6 l'article de Daniel Vernet.)

L'État-théâtre

par PHILIPPE BOUCHER

Quelque appréciation que l'on porte sur le goût excessif de Jean de Broglie pour l'affairisme, seul l'économisme pouvait valoir de la machine à la fin par le maître à ses activités. Sans d'ailleurs que le quelconque ait jamais sérieusement tourné le nez, de son vivant, dans

des affaires dont on nous dit à présent, et à l'envi, qu'elles étaient si évidemment douteuses.

Mais entendre maintenant le ministre de l'Intérieur, au front de tous les députés, invoquer son honneur, sur un ton théâtral, pour jurer que la plupart des multiples chefs de la police ignoraient qu'un parlementaire était menacé de mort, c'est une véritable riposte. Qu'on nous pardonne la familiarité du propos, il répond à l'extravagance dont vient publiquement de faire preuve M. Christian Bonnet.

Il y a cependant trois freins à la franchise ripostée. D'abord, nous ne sommes pas au théâtre, mais devant la représentation nationale, dans l'une des rares occasions où l'on peut discuter des faits, à peu près librement - grâce à une question d'actualité - sans le carcan de la procédure parlementaire de 1958 ; ensuite, il y a eu morture, commis sur la personne d'un ancien ministre du général de Gaulle, négociateur des accords d'Évian sur l'indépendance de l'Algérie et féal déchu de l'actuel président de la République ; enfin, il s'agit d'une affaire d'État. Les deux premiers points ne souffrent pas de discussion ; voyons le troisième, qui est une combinaison des deux autres.

Où, l'État est partout dans ce dossier, en raison des personnalités directement ou indirectement citées. Il l'est aussi, au-delà des hommes, qu'ils soient vivants ou qu'ils soient morts. Car l'on m'a beaucoup appris Jean de Broglie, nous ce septennat-ci, que l'on ait ou non été proche dudit : les deux anciens ministres, Robert Boulin, qui se suicide dans des remugles de haines intra-gouvernementales, Joseph Fontanet, qui l'on dit à vue, Charles Sigman, qui vient si inopinément grossir les statistiques des accidents de la circulation. Et on ne sait qu'en dire. Il n'y a assurément pas de lien entre tous, mais quelle ambiance !

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

Les vilains mots

Nous savions déjà que les « boat-people » du Vietnam, qui n'hésitent pas à braver les requins et les pirates, pour changer d'atmosphère, sont des indigents, des parasites et des faibles. Nous apprenons aujourd'hui, par le biais des manifestants « spontanés » venus saluer de l'ambassade du Pérou à La Havane, que les dix mille hommes, femmes et enfants entassés là-bas sont « des perles, des délinquants, des homosexuels, des lumps » et même « carrément » des merdes.

Les qualificatifs distingués de l'insulte au malheur sont-ils donc constitués la base de ce qu'on pourrait appeler l'idéologie du payer hygiène : paradoxalement, elle sait ceux qui la pratiquent.

BERNARD CHAPUIS.

LES ATTENTATS DE TOULOUSE

Un signal d'alarme

par PIERRE DROUIN

Le terrorisme technologique vient de frapper deux fois. Dans la même ville, Toulouse, comme pour remuer davantage les esprits. Quand un « corbeau » envoie des lettres de menaces ou de sabotage, il s'efforce de circonvenir son champ de méfaits pour que les ondes de choc soient plus puissantes.

Quels que soient les responsables de ces actions, ils peuvent émettre une bonne publicité. Si la fraude à l'ordinateur avait déjà ses champions, le sabotage brutal n'était pas encore passé dans les mœurs. Bien qu'il fût évidemment envisagé par les gouvernements, les producteurs, les utilisateurs et les compagnies d'assurances, sans que la parade ait été aisément trouvée.

Plus une société devient complexe, plus elle est vulnérable.

Le coefficient de risques est encore accru si cette société est très centralisée. Par chance, si l'on peut dire, les cibles de Toulouse étaient de petit format. Mais gare à la contagion ! Que le CLODO (Comité liquidant et démantelant les ordinateurs) soit à l'origine de ces attentats ou qu'il les utilise, le communisme qu'il a diffusé n'est pas moins le fait de la peur. Le mobile n'est pas celui des briseurs de métiers Jacquard au dix-neuvième siècle. « Nous ne voulons pas nous enfermer dans un ghetto des programmes et des ghettos-formes organisationnelles », est-il écrit. Lutter contre toutes les dominations est notre objectif.

La peur de Big Brother, le héros de 1984 d'Orwell, n'a toujours pas été vaincue. Son fantôme est même évoqué dans le texte du CLODO. Le refus de concentration du pouvoir est décidément à la mode. Pour certains de ceux qui luttent contre les centrales nucléaires, le mot « centrale » fait encore plus peur, on le sait, que le terme « nucléaire ». Les dimensions des installations, les normes de sécurité, la surveillance contre des

sabotages qui pourraient avoir des répercussions autrement tragiques que ceux de Toulouse, mobiliseront, par la force des choses, à mesure que l'énergie atomique se développera, une police de plus en plus tatillonne et puissante.

L'information, cet autre moteur d'une société développée, son système nerveux, conduira-t-elle au même phénomène ? La tentation est forte, pour un État, de contrôler le maximum de gros réseaux, pour une multinationale de faire fond sur un cerveau central pour un établissement financier et ses filiales étrangères d'avoir à portée de la main l'instrument qui rassemble tous les fils pour une banque de données d'être la championne de sa catégorie, etc.

Pour prix d'une efficacité, au reste contestable, car il y a des pertes en lignes dues à la taille, quelle tentation pour les amateurs de subversion, les bricoleurs de la désintégration sociale !

(Lire la suite page 12.)

Lire page 12 l'article de Bertrand LE GENDRE :


« LA PEUR DE L'ORDINATEUR »

et le reportage de Philippe BOGGIO.

La plus petite et la plus grande des héroïnes de Troyat.

HENRI TROYAT

Violette



ROMAN. 216 pages.

FLAMMARION

DEUX ENQUÊTES

Page 5 :

En égrenant

les Petites Antilles

Aujourd'hui : Grenade

Page 8 :

Les municipalités

à mi-parcours

Aujourd'hui : Saint-Etienne, Poissy et La Clotat

< LE DÉSAMOUR > PAR LA COMÉDIE DE CAEN

Tout sur le couple

La Comédie de Caen présente du 16 au 20 avril à la Maison de la culture de Créteil, « le Désamour », scènes de vie, de mort et de mariage, autrement dit le couple, la solitude, la difficulté d'être, vaste thème.

Les scènes d'approche, de feinte, de rupture, de violence, d'attente sont articulées les unes aux autres selon le procédé déjà bien connu du collage. Ont péré leur concours une trentaine d'acteurs contemporains ou non, très hétéroclites en tout cas, Michel Dubois, ordonnateur du spectacle, a voulu confronter des écritures : par exemple, un passage du « Médecin malgré lui », dont les héros sont devenus des clochards beckettians avec une scène de « Fin de

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 21.)

Le Monde

idées

CORSE

Le malaise que nous partageons tous

par LUCIEN SFEZ (*)

La Corse, c'est nous tous. Bretons ou « pieds-noirs », Alsaciens ou immigrés. Mais nous ne le savons pas. Atomisés comme nous le sommes, nous croyons un malaise que nous croyons personnel, non partageable : les élites parisiennes déracinées se sentent coupables, les anciens d'outre-mer mal assimilés, les Bretons se croient perdus dans leurs presqu'îles, les immigrés se voient rejetés, les jeunes chômeurs s'estiment exclus de la société de travail et d'abondance. Malaise. Il existe peut-être bien un lien entre ces éléments. Tentons d'en esquisser la trame.

Depuis Aléria, les événements se succèdent avec une rigoureuse monotonie. Alternances d'expulsions et de répressions. Répétition de deuils. Partout, parmi les gendarmes et C.R.S., ou parmi les militants, villes mortes. Grèves générales. Occupation de maires, d'administrations, de propriétés, lieux publics et privés confondus. La population corse ne comprend pas toujours les objectifs autonomistes, réformistes ou radicaux. Mais elle est excédée par le pourrissement du climat et constate que le gouvernement entend pour la Corse et ne se manifeste clairement que dans la répression. Cette répression atteint les familles, la communauté.

Dans ce tissu-là, même les parlementaires sont contraints de réagir. Ils se situent aux antipodes des autres, par le volontarisme de gauche ou de droite. Mais ils disent au gouvernement leur désaccord. Ils sentent bien, à trop l'approuver, qu'ils perdent de vue. Pourquoi cette contestation, ces violences, ce climat ? Plusieurs données convergent ici, fruits empoisonnés d'une politique vieillotte. Ni la majorité actuelle, ni l'opposition, ni Georges Pompidou, ni le général de Gaulle, ni la IV^e République, ni la III^e, ne sont particulièrement responsables. Tous à la fois et toutes Républiques confondues ont parachuté en Corse l'œuvre de la Révolution française. Le pays est pauvre ? Eh bien, nous accablons tous les Corses méritants, leurs docteurs, leurs travailleurs, des possibilités d'ascension sociale. Et d'ailleurs, depuis deux cents ans, n'en ont-ils pas profité ? Des douzaines aux ins-

tituteurs, des préfets aux ministres ?

Sans doute, mais à quel prix pour la Corse ? Mépris pour sa culture et pour sa langue considérées comme inutiles. Parles français, pense-t-on, c'est-à-dire « l'île-de-France ». Politique de 1789 qui sacrifie tous les localismes sur l'autel de l'unité française. Mort des cultures, de richesses imperceptibles à la raison, de nuances fines qui font mouche, fin des vies communautaires locales qui donnaient pourtant leur chaleur à la collectivité nationale, composée d'individus atomisés, devenue froide, anonyme.

Une forme de colonialisme

Colonialisme pur et simple ? Ce serait vite pensé et dit. Les « pieds-noirs » ne sont pas installés en Corse comme ils l'étaient en Algérie. Les Corses ne sont pas privés de l'accès à la fonction publique métropolitaine, comme l'étaient la plupart des Algériens. Ils ont largement profité de leur « exil » en métropole et dans les colonies.

Sur un point important, cependant, l'attitude étatique s'apparente au colonialisme. Le refus de la culture corse et sa transformation en folklore commercial, le refoulement de la langue, la non-création d'emplois pour les jeunes qui voudraient bien continuer à vivre sur leur sol, relèvent du dédain, du racisme de la pensée rationaliste.

Les Corses se sentent alors dépossédés de leurs origines. Et ce peuple arraché cherche ses réponses. Dans telle « nuit bleue » d'Alajaccio, seize attentats. Sont visés : les agences bancaires, car elles ont pour but seulement la rentabilité : des commerces d'« étrangers » à l'île ; le recteur d'une université toujours remise aux lendemains ; F.R.S. qui ouvre peu ses micros aux autonomistes ; la direction départementale de l'équipement, qui pratique une politique immobilière et touristique défavorable aux autochtones ; la gendarmerie, qui réprime toutes ses effusions politiques. Les leaders sont partagés. Les uns souhaitent l'autonomie et les réformes ; les autres, l'indépendance. Les pouvoirs centraux

abstraite. Cette politique-là revêt des aspects économiques : « La Corse est pauvre en son sol. Inutile d'exploiter. Ce ne serait pas rentable. Et d'ailleurs les Corses sont paresseux. Mieux vaut aider l'installation des « pieds-noirs ». Car le racisme accompagne toujours une politique dominatrice. Résultat : une population en diminution constante, des jeunes Corses qui ne peuvent rester ou revenir au pays faute d'emplois pour eux : 6 000 départs de Corse, 9 000 arrivées d'étrangers chaque année. Comment retrouver le sol, l'enracinement dans la terre, la mer et le ciel de l'île ?

n'entendent toujours pas. Ils ne veulent écouter que la parole sèche et dure de leurs raisons technocratiques.

Toute revendication de dignité est aussitôt traduite en raison technocratique : des mesures économiques, des sortes de plan de Constantine, qui échouent toujours, faute de mobilisation populaire. A la mémoire, l'administration répond par l'argent. Tandis que l'opinion française, déjà lasse, admettrait la sécession (43 % des Français, disent les sondages).

Or l'indépendance ne serait pas la solution. Les Corses, dans leur plus grande majorité, se sentent Corses et Français. Deux affirmations d'identité qui seraient compatibles sans les exots centralisateurs de la raison technocratique, qui préfère l'uniforme à la diversité.

Alors, pourquoi pas une région autonome, à l'italienne, prenant pour exemple (et non pour modèle) la Sicile ou la Sardaigne ? De nouvelles idées viendraient le jour. La culture et la langue corse renaîtraient. L'université formerait sur le terrain les jeunes prêts à rester au pays ou à y revenir. On faciliterait davantage les deserts aériennes et maritimes avec la métropole. On aiderait les petits épargnants locaux à investir, on soutiendrait les jeunes agriculteurs. On créerait des emplois, préférentiellement pour les Corses, sans exotisme des étrangers qui alimenteraient le pays, car il conviendrait d'écrire toute

forme de racisme. On pourrait aussi développer des expériences socio-économiques communautaires, fort utiles pour l'ensemble de la nation, et qu'il serait fécond de généraliser en métropole.

Déjà, de telles communautés existent. Ainsi, d'une pompe à énergie solaire, à 5 kilomètres de Propriano, qui produit une eau d'irrigation et de consommation courante. Autour d'elle, demain, un hameau de trente familles peut y vivre. Ou encore une ferme marine, dans une des innombrables criques de l'île, où un cheptel marin peut proliférer, gérée par une coopérative de pêcheurs.

Voilà deux exemples de subversion du vieux système. Pour la pompe solaire, remise en cause des latifundia désertés par leurs propriétaires, et enfin cultivées. Pour la ferme marine, contestation des compagnies de pêche et des pollueurs. Le « gouvernement de la Corse », cher à Rousseau, semble ici tracer les voies modernes de la démocratie. Contre lui : l'ensemble des raisonnements, ceux de la vieille raison analytique, les politiciens de tout poil. M. Maurizio Valenzi, maire communiste de Naples, disait un jour : « Je ne comprends pas les camarades français. Ils pourraient revendiquer une autonomie relative de la Corse. Ils seraient stupides, connaissant la population... »

L'esquisse d'une nouvelle politique

Oui, bien sûr, mais les politiciens français ne comprennent pas encore. Aucun d'entre eux ne veut courir le risque de trahir la nation. Erreur historique : ils croient voir fédéralistes et chômeurs, alors que les « locaux » expriment seulement leur identité en péril. Les centralistes ne savent pas encore s'appuyer sur le local pour combattre le transnational. Mais qui veut réellement le combattre ? Voilà, en tout cas, l'esquisse d'une nouvelle politique, à l'écoute du local spontané, chaleureux, intégré dans la République, et lui prêtant sa vie. A l'écoute de la parole vive des Corses et non-Corses que nous sommes.

(*) Professeur à l'université de Paris-Dauphine.

UN LIVRE D'ALEXANDRE SANGUINETTI

ALEXANDRE SANGUINETTI réunit un tempérament explosif, un robuste bon sens et quelques parités. La combinaison est rarement enroulée. Elle devient passionnante quand les partis pris sont contradictoires. L'auteur de la Lettre ouverte à mes compatriotes corsés est déchiré entre deux amours : celui de la grande patrie et celui de la petite. Le gaulliste a souvent manifesté le premier, en termes chaleureux et percutants. Le descendant d'Andrea Cossu, qui fut compagnon de Paoli, exprime aujourd'hui le second avec la même ferveur. Il entremêle d'abord sa propre histoire et celle de son île, qu'il découvre à huit ans, en quittant son Égypte natale pour le lycée de Bastia. A travers la description de la vieille maison familiale au village de Vescovato et l'évocation des ancêtres, on entrevoit le destin complexe d'une des plus belles terres de l'homme, peut-être la plus belle sur un si petit espace. Tour à tour phénicienne, grecque, romaine, vandale, byzantine, sarrazine, pisane, gnoise, aragonaise, de nouveau génoise, puis française, anglaise, de nouveau française, elle n'a été indépendante que pendant quatorze ans, sous Pascal Paoli, de 1755 à 1769. Évincé par la France et réfugié à Londres, celui-ci se rallie ensuite à la Révolution de 1789 et accepte que la Corse devienne partie intégrante de la nation française, comme l'ont demandé ses députés à la Constituante. Président du conseil général, il se brouille avec la Convention montagnarde et appelle les Anglais, qui établissent leur protectorat de 1794 à 1796, avant d'être chassés par nos soldats venant d'Italie.

Sanguinetti reconnaît sans embages que la Corse n'est pas

devenue française par prédestination. Elle aurait pu tomber sous une autre allégeance, par exemple celle de l'Italie ou de la Grande-Bretagne. Mais elle se trouve rattachée à notre Hexagone depuis plus de deux siècles. Elle s'y rallie par le cœur depuis Napoléon I^{er}, et plus encore peut-être depuis Napoléon III, qui a réparé les négligences de son oncle à l'égard de la terre natale en réalisant d'énormes travaux publics, notamment dans les communications et les ports. De son côté, la Troisième République a développé l'instruction, de sorte que l'île atteignait en 1914 le plus fort pourcentage de bacheliers par département.

Sa population a-t-elle doublé dans les cent vingt ans précédents, comme l'affirme Sanguinetti sans donner l'origine de la statistique, précision nécessaire dans une région où les recensements sont sujets à caution ? Celui de 1968 attribuait à la Corse deux cent soixante-neuf mille habitants, que des études de l'INSEE ont ramené à une fourchette comprise entre cent cinquante-quatre mille et cent quatre-vingt-dix mille.

N'insistons pas sur les conséquences électorales de ces divergences. Constatons seulement que l'émigration s'est développée en même temps que la croissance de la population et qu'un progrès économique tendant à l'abandon des cultures difficiles et pauvres d'un pays de montagne. Une sorte d'équilibre s'est alors établi, les insulaires colonisant l'administration de la France continentale, et plus encore celle de ses territoires d'outre-mer. Une fois à la retraite, ils revenaient dans leur petite patrie où existait une curieuse pyramide des âges creusée dans les générations interné-

diaires, avec seulement 28 % de population active.

La perte de l'empire a détruit le système, cependant que l'arrivée des pieds-noirs en Corse a suscité une agriculture moderne dans les plaines de l'est et donné aux autochtones l'impression d'être colonisés à leur tour. Le tourisme de masse n'a pas arrangé les choses en provoquant chaque été une invasion de « sauterelles septentrionales ». De là vient le malaise actuel de l'île, qui a provoqué l'agitation des nationalistes.

Alexandre Sanguinetti se montre féroce à l'égard des séparatistes. « Ridicules », « bornés », « stupides », ils ont des « prétentions dérisoires » et font « une querelle médiocre » : « On n'est pas plus bête. » Ce n'est pas la France qu'ils refusent, mais le monde moderne. A vouloir un « Etat d'opérette », ils auraient les plus grandes chances de favoriser dans leur pays l'installation d'une base américaine et de « le transformer en quelque Monaco agrandi de Las Vegas ». Leurs actions sont « criminelles et enfantines à la fois ». Ils n'ont pas d'autres perspectives que revenir un jour sur leur aveuglement, « pour constituer enfin cette communauté unie que la Corse n'a jamais connue ».

Les partisans de l'autonomie sont un peu mieux traités, bien qu'ils ne soient pas plus réalistes. Elle finit toujours par devenir l'antichambre du séparatisme. Elle en est plus ou moins le masque, actuellement. Elle demeure, illusoire quand on n'a pas des ressources équivalentes à celle de l'ensemble auquel on appartient. Dire à la France : « Donnez-nous les moyens, nous les distribuons nous-mêmes », cela n'est pas sérieux. Surtout quand on accuse en même temps les

élus de trahir leur mandat par fidélité à leurs clientèles propres. A quel sert d'accuser le pouvoir central de ne pas veiller à la régularité des listes électorales ou des opérations de vote, quand les fraudes viennent de la « prodigieuse habileté » des Corses dans ce domaine ? Qu'advient-il avec une administration purement autochtone ?

Ces rudes vérités sont bonnes à dire dans une époque où les revendications régionalistes bénéficient de la plus grande indulgence. Le nationalisme est considéré aujourd'hui avec d'autant plus de faveur qu'il se limite à des unités plus exiguës. Villendé s'il s'applique à la France, et considéré alors comme réactionnaire, il devient légitime et progressiste quand il concerne les Bretons, les Basques, voire les Occitans. On ne peut comprendre les séparatistes et les autonomistes corsés si on ne les rapproche de ces homologues qui n'ont pas l'excuse d'être isolés par la mer, situation qui confère une indiscutable originalité.

La lettre ouverte d'Alexandre Sanguinetti risque de n'être pas comprise par ses destinataires, parce qu'elle ne sont pas, comme son auteur, partagés entre la petite patrie et la grande. Ils se replient d'autant plus sur la première qu'on les a dépouillés de la seconde, grâce à un système d'enseignement aberrant qui néglige l'histoire nationale, autrefois source principale de la formation civique. Comment leur reprocher de se cantonner trileusement à leurs racines locales, quand on les a coupés de leurs racines françaises ? Séparatisme et autonomisme sont des séqueles de cette amnésie collective.

* Alexandre Sanguinetti : Lettre ouverte à mes compatriotes corsés. Albin Michel, 255 pages, 35 francs environ.

Ma raison, mes sentiments

par MARIE-CLAIRE SCAMARONI (*)

La conjonction de la nature, de l'histoire et de la géographie a fini par rassembler la Corse et la France en un destin commun... et dans une attraction quasi passionnelle qui n'en finit pas de les réunir, même dans les crises.

Puis les temps ont changé... Le monde aussi, dans la flambée de la civilisation industrielle et technocratique, cependant que la France, séparée de son empire, a dû se replier sur l'Hexagone. La Corse se découvre comme essouffée dans cet amoncellement qui lui paraît la réduire à la portion congrue. Elle se mesure à nouveau à la servitude et à la grandeur de son insularité libre, lui semble-t-il, sans protection à l'exploitation des marchands. La banque Saint-Georges comme aux plus beaux temps de Gênes...

Elle se laisse acheter ses terres, envahir par un tourisme déséquilibrant, dans des difficultés de liaison et de transports qui ne sont plus à la mesure de notre époque. Elle se sent déchirée par un monde inhumain qui broie les racines de chacun, qui

veut tout acheter, la terre, la mer, l'air, le soleil, l'âme, voulant ignorer qu'elle a peut-être aussi sa part de responsabilité dans cette confusion. On est aussi l'artisan de son destin, pas les autres seulement.

L'imitation s'infiltre, comme dans un ménage fatigué, dans tous les rapports avec le pays. Alors s'avance le cortège des revendications et de l'amertume, accompagné de plusieurs volées qui marient le plastique, comme si la violence était créatrice, et que la dignité se prouve dans les débris de droit commun. Jusqu'à l'absurde, du suicide, peut-être, qui est, dans la fascination du repli, du marginal, orchestré par les sirènes venues d'ailleurs, qui attendent l'heure de la curée, s'ingéniant à mettre seule la France en accusation.

« Fors Francesi ! » (Français dehors !) entend-on dans le tumulte des explosions, et vient aussi à la France la tentation de se prendre à ce jeu dangereux, masochiste... comme si on voulait se faire mal à soi-même. On entend « Fors Corsici ! » (Corse dehors !).

Ressaissons-nous !

Allons-nous nous laisser glisser dans le racisme, ce fascisme de notre époque, alors que, comme le dit Michel, « nous sommes des êtres de même nature, étrangers au principe fatal de la race, qui tous travaillent ensemble par leur accord et par leur désaccord même à bâtir leur désaccord politique, à constituer une nation ».

Oui, une nation riche et forte de toutes les diversités qui la composent et concourent à son épanouissement et y trouvent matière à s'épanouir aussi, mais où la loi consentie librement par tous est seule souveraine et applicable à tous, comme elle protège chacun.

Sans la coexistence de la nation, nous serions très vils, les uns et les autres, la proie de plus puissants qui guettent notre dégradation et notre faiblesse, et récupèrent par ces puissances multinationales, ces féodalités, sans noblesses, des temps modernes de Bruxelles et d'ailleurs du reste, qui convoitent les régimes, les isolent, pour en exprimer le suc à leur profit, et qui asservissent et dégradent l'homme.

On pourra toujours crier au voleur et au voleur devant ces monstres froids. Allons, ressaisissons-nous. Il en est temps encore. Tout peut recommencer en luttant ensemble.

Nous avons chacun, France et Corse, la moitié de l'âme, la moitié de la solution. Il suffit

de reprendre en commun le chemin déjà ouvert.

Il faut réapprendre à regarder devant nous, en être responsables tout autant de nous que des autres, pour bâtir un avenir nouveau à la dimension de la passion de l'île de Corse et de la France, qui a sécrété, entraîné, la liberté et la tolérance. Il faut réapprendre à vivre ensemble sans acrimonie, sans toujours mettre l'autre en accusation, en s'observant soi-même.

Il faut éviter de compromettre davantage l'unité nationale. Elle est, par sa force, garante de nos libertés à tous et de l'indépendance de chacun. Elle seule peut faire respecter la diversité, la spécificité, des provinces qui la composent, dont le nom même disparaîtrait dans les appropriations de nations plus fortes. Et que voudrait dire alors liberté, identité ?

Il faut que la Corse reste inséparable de la France, ou alors recommenceront pour notre île toutes les exploitations et les formes d'asservissements des siècles lointains. Cette union relève de la force des choses. Issue d'ancêtres corsés, venus de la Méditerranée au hasard des âges et des invasions, j'ai eu le privilège de naître française. Je le restai, pour l'amour de la Corse aussi. Ma raison et mes sentiments !

(*) Vice-président du Cercle d'études et de recherches méditerranéennes. Médaille de la Résistance.

SEUIL

"Pourquoi maintenir en détention des hommes à cause de leurs idées ?"

Tahar Ben Jelloun / Le Monde

ABDELLATIF LAABI

Le règne de barbarie

"Simplement vous supplier de lire ses poèmes ils sont parmi les plus beaux qui soient. Et non, ce n'est pas parce que Laabi vit privé du soleil mais parce qu'il est un grand, un immense poète"

Françoise Xenakis / Le Monde

"C'est cela la poésie de Laabi, est entraîné par le vent qui rassemble à la vie baroque qu'il faudrait le-tuer pour l'arrêter"

Bernard Noël / Révolution

"La poésie de Laabi témoigne de l'ordinaire de la torture, des amis exécutés, de la révolte qui tient encore dans le dernier morceau de chair vivante"

Gérard Mordillat / Libération

Call. Plot on a Cie. Jacques Per. Denis Roche. 180 pages

صك: ا من الاصل

Les représailles après l'attaque du kibboutz de Misgav-Am

L'ONU proteste contre l'entrée de troupes israéliennes au Sud-Liban

Le porte-parole de l'armée israélienne a confirmé, mercredi 9 avril, la présence d'éléments armés israéliens au Sud-Liban, qui ont pénétré au-delà de la frontière pour établir des positions de défense avancées - dans le but - d'empêcher le renouvellement d'attaques des commandos palestiniens.

L'ONU a adressé une protestation énergique auprès des autorités israéliennes contre ce qui est considéré comme « un fait nouveau très grave ». Le porte-parole de M. Waldheim aux Nations unies a indiqué que les motifs et les intentions éventuelles de l'action israélienne faisaient l'objet d'une étude de la part du sous-secrétaire général de l'ONU chargé plus particulièrement des opérations pour le maintien de la paix au Sud-Liban.

De notre correspondant

Beyrouth. — L'incursion israélienne, limitée en effectifs (quatre cents soldats et trente-trois véhicules blindés) en profondeur (à la limite de la

bande frontalière tenue par les milices chrétiennes, soit à une quinzaine de kilomètres de la frontière libanaise) a provoqué, le 9 avril, la perplexité des autorités de Beyrouth et les responsables de la FINUL.

Cette incursion est une riposte à l'opération palestinienne de Misgav-Am. Elle consiste, pour l'armée israélienne, à étendre son contrôle direct et indirect en territoire libanais en occupant une zone précédemment tenue par les milices chrétiennes alliées d'Israël, tandis que celles-ci poussent plus avant leurs lignes en essayant de s'emparer des promontoires situés jusqu'à dans la zone de la FINUL, notamment les secteurs des contingents irlandais et nigériens. Cette incursion israélienne, de la ceinture de sécurité dont disposent les kibboutz israéliens.

Au cours des deux journées précédant l'intervention israélienne, une épreuve de force avait opposé les forces de l'ONU qui tentaient de s'opposer à sa progression. Le chef de la section opérations des forces de l'ONU, le colonel néerlandais Van Gemingen, a été blessé lorsque sa voiture a été sur une mine placée par des milices à proximité du poste de contrôle ghanéen. La FINUL est en « état d'alerte maximale ». Ces événements sont-ils le prélude à une action israélienne de grande envergure ou vont-ils déboucher sur un nouveau modus vivendi au Sud-Liban, après qu'Israël aura encore grignoté les positions de la FINUL ? Il est impossible de le déterminer ; mais il est clair que, s'il doit y avoir des représailles israéliennes à la suite de la prise d'otages de Misgav-Am, l'opération en cours ne fait qu'y prélever. L. G.

L'ACQUETTEMMENT DE DEUX MARIES PALESTINIENNES INFLIGE UN DÉSAVEU AU GOUVERNEMENT DE JÉRUSALEM

Jérusalem (A.F.P.). — La justice israélienne a acquitté mercredi 9 avril deux mariées arabes accusées d'avoir brutalisé un policier israélien. Un tribunal de Jérusalem a entièrement rejeté les accusations portées contre MM. Karim Khalaf et Ibrahim Tawil, frères de Ramallah et d'El-Bireh, par ce policier, qui affirmait avoir été molesté par les deux personnes arabes à l'entrée du tribunal de Jérusalem le 23 novembre 1978 quand, pour la première fois, une cour israélienne avait interdit la saisie de terres privées arabes à Beit-El, précisément près de Ramallah et d'El-Bireh, pour les besoins d'une cour de peuplement juif.

Le juge, réutilisant les arguments de l'accusation, a estimé que les inculpés ont pu être poussés par la foule qui voulait pénétrer dans la salle. Il a considéré que le policier, accompagné de gardes en civil, avait outrepassé ses droits en voulant mettre les mariées en état d'arrestation, et que « d'autres raisons (que la bousculade) l'avaient poussé à le faire ».

Les deux mariées ont déclaré : « L'A.P. » : « Bégin n'a pas réussi à nous déboulonner » (selon la loi en vigueur en Cisjordanie, tout maître faisant l'objet d'une condamnation en justice est automatiquement déchu). Leur avocat israélien a ajouté : « Le gouvernement avait déjà montré ses intentions politiques en faisant ce procès huit mois après l'incident incriminé. L'espérance que la justice israélienne restera loyale dans d'autres cas à venir ».

Après deux interdictions judiciaires de saisir des terres arabes à Beit-El et à Elon-Moreh, puis l'acquiescement du maire de Naplouse, M. Bassam Chakra, accusé d'incitation au terrorisme, cette affaire inflige un nouveau désaveu aux autorités et au gouvernement militaire israélien dans les territoires de Cisjordanie et de Gaza.

Démarche des Neuf en faveur des otages de Téhéran

Les Etats-Unis poursuivent leur offensive diplomatique en direction des alliés pour obtenir de leur part un soutien plus actif dans l'affaire des otages de Téhéran. M. Cyrus Vance avait convoqué, mercredi 9 avril, à Washington, les ambassadeurs ou les chargés d'affaires de vingt-quatre Etats, c'est-à-dire outre les - alliés - proprement dits un certain nombre de pays dont les Américains souhaitent le concours. Cette réunion, à propos de laquelle le département d'Etat s'est refusé à tout commentaire officiel, a donné lieu à des informations contradictoires. Selon l'agence Reuters, M. Vance aurait demandé à ses interlocuteurs de rompre leurs relations

diplomatiques avec l'Iran. L'ambassadeur du Canada à Washington, M. Peter Tower, a, en revanche, indiqué à sa sortie du département d'Etat que les Etats-Unis n'avaient pas formulé une telle requête, mais avaient seulement fait part aux - pays amis et alliés - de l'importance qu'ils attachent à leur soutien dans le conflit qui les oppose aux autorités de Téhéran.

L'ambassadeur de France, M. de La-boulaye, était présent à cette réunion. Il n'y a eu jusqu'à présent aucune réaction officielle française aux suggestions américaines. On confirme d'autre part à Paris que les Etats-Unis ont affecté, par l'intermédiaire de leur ambassadeur,

M. Hartman, une démarche auprès du Quai d'Orsay pour obtenir le soutien français, comme ils l'ont fait dans plusieurs autres pays européens. A Bonn, un porte-parole du gouvernement a indiqué que la R.F.A. adopterait une attitude « d'amitié et de partenariat des Etats-Unis » et s'efforcerait d'agir selon ses moyens en faveur de la libération des otages.

Les Etats-Unis poussent leurs alliés à réagir rapidement. Certains observateurs en tirent la conclusion que l'option « militaire », qui n'est désormais plus exclue à Washington, pourrait être choisie dans les prochains jours. On parle notamment d'un blocus des côtes iraniennes par la marine de guerre américaine.

La décision a été annoncée à Lisbonne en marge des travaux du Conseil de l'Europe

De notre correspondant

Lisbonne. — La discussion des problèmes relatifs à la coopération en Europe, qui aura lieu à Madrid au mois de novembre prochain, et l'analyse des niveaux de développement économique, social et culturel des pays européens ont été les thèmes essentiels de la soixante-sixième conférence du comité des ministres du Conseil de l'Europe, réunis à Lisbonne ce jeudi 10 avril. C'est en marge de ces travaux que, réunis à l'ambassade d'Italie, les Neuf ont annoncé leur démarche commune auprès de l'Iran dont l'attitude est « inacceptable ».

Selon M. Freitas do Amaral, secrétaire d'Etat portugais, vice-premier ministre et responsable de l'organisation de la conférence

sur la sécurité et la coopération en Europe, les ministres des affaires étrangères des Etats membres du Conseil de l'Europe recherchent à Lisbonne une formule permettant de « concertier les positions » en vue de la réunion de Madrid. D'autres questions pourraient être également abordées, notamment le boycott des Jeux olympiques de Moscou.

Les autorités portugaises soulignent la « valeur symbolique » de la tenue à Lisbonne de cette réunion du Conseil de l'Europe, « C'est un hommage à notre démocratie », a estimé M. Freitas do Amaral, qui a cependant précisé : « Au Portugal, la consolidation de la démocratie a connu des difficultés, car le processus s'est déroulé dans un contexte révolutionnaire ; il a été accompagné d'une dédramatisation très complexe ; il a risqué de déboucher sur une autre dictature, mais de tendance contraire ». — J. R.

LES NEUF ET L'IRAN

(Suite de la première page.)

« Les neuf ministres pressent à leurs ambassadeurs d'effectuer une démarche insistante auprès du président de la République islamique d'Iran afin de demander la libération des otages et d'obtenir des autorités iraniennes des précisions et des assurances concernant la date et les modalités de cette libération. »

« Les neuf pays de la Communauté européenne arrêteront ensuite leur position et définiront leur attitude en fonction de la réponse qu'ils obtiendront des autorités iraniennes. »

La rapidité de cette réaction européenne est de nature à satisfaire les Etats-Unis qui ont lancé, depuis les appels du président Jimmy Carter, des appels aux Etats-Unis, qui a cependant précisé : « Au Portugal, la consolidation de la démocratie a connu des difficultés, car le processus s'est déroulé dans un contexte révolutionnaire ; il a été accompagné d'une dédramatisation très complexe ; il a risqué de déboucher sur une autre dictature, mais de tendance contraire ». — J. R.

LA TENSION ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

Téhéran fait état d'accrochages à la frontière

Des affrontements ont eu lieu à plusieurs reprises, mercredi 9 avril, entre forces iraniennes et irakiennes, faisant quinze blessés parmi les « gardiens de la révolution », à Qasr-e Chirin (frontière entre les deux pays), a indiqué l'agence Pars.

Selon l'agence de presse iranienne, l'Irak a ouvert le feu à l'artillerie lourde sur les forces iraniennes, qui ont immédiatement répliqué. Trois hélicoptères irakiens sont entrés en action, précise l'agence.

Pars signale d'autre part que deux hélicoptères irakiens ont violé l'espace aérien iranien pendant une heure, mercredi après-midi, et selon le gouverneur de Babilon (province de l'Irak, à 400 kilomètres à l'ouest de Téhéran), un autre avion a survolé très brièvement la région.

Ces affrontements sur le terrain, qui demeurent pour l'instant limités, sont accompagnés d'une violente guerre de propagande entre les deux régimes. Mercredi, l'imam Khomeiny a dénoncé dans un message au peuple iranien l'attitude du président irakien Saddam Hussein, affirmant que l'Irak s'était mis au service du « Grand Sultan » et que « le régime immonde du Baas sera jeté, comme le régime impérial de l'Iran, dans la poubelle de l'histoire ».

A Bagdad, le président du tribunal de la révolution, M. Moslem Hadi a annoncé, pour sa part, la découverte d'un parti pro-iranien armé, le parti d'Al-Doua, qui œuvrait, selon lui, à la « destruction de l'Ir » en ayant recours à des attentats, notamment contre des personnalités.

M. Hadi affirme que ce parti était lié à des milieux iraniens « officiels et officieux, ainsi qu'aux Kurdes de la tendance Barzani et aux communistes », et de l'aveu même de ses

Le chef de la diplomatie pakistanaise, M. Asf Bhatti, a indiqué, dans une déclaration, que « le renforcement massif des forces des deux superpuissances dans la région a accru le risque de confrontation entre elles et constitue un danger potentiel pour la paix du monde ». Officiellement, on regrette à Islamabad « que la patience du président Carter ait pris fin » dans l'affaire des otages de Téhéran et que « des sanctions soient imposées ». Le Pakistan, qui se voit l'ami des Américains, comme des Iraniens, souhaite que ces sanctions puissent être « rapportées ». — (A.F.P.)

Washington avait demandé à la C.E.E. un embargo commercial

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Roder, l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de la C.E.E., a demandé, le 9 avril, à la Commission européenne que

Nations unies et rejetée par le veto soviétique.

La Commission de Bruxelles est préoccupée par cette affaire à un double titre : d'une part, elle participe en qualité d'observateur aux réunions de coopération politique des ministres des affaires étrangères de la C.E.E., dont la prochaine session est prévue pour les 14 et 15 avril à Rome ; de l'autre, en matière de politique commerciale, elle détient le pouvoir de gestion, comme c'est le cas pour la limitation des ventes de produits alimentaires à l'Union soviétique.

A l'image de l'Assemblée européenne et du conseil des ministres de la C.E.E. qui ne sont jamais allés au-delà de la simple condamnation de l'action des étudiants de Téhéran, l'initiative des Etats-Unis gêne les meilleurs communistes.

L'Iran continue, en particulier, à bénéficier du système communautaire de préférence généralisée en sa qualité de pays en développement. Même les échanges commerciaux entre la C.E.E. et ce pays ont sensiblement fléchi au cours de ces derniers mois. L'Iran reste un partenaire commercial important des Neuf. En 1978, le pétrole iranien représentait 16,4 % (17,5 millions de tonnes) de l'approvisionnement extérieur de la Communauté ; en 1979 cette part est descendue à 6,5 % (30 millions de tonnes, dont un tiers acheté par l'Allemagne fédérale). Les exportations de la C.E.E. vers l'Iran, qui s'élevaient à 5,9 milliards d'ECU (1 ECU vaut 5,66 F) en 1978 pour tomber à environ 2 milliards en 1979, sont constituées 90 % de produits manufacturés.

MARCEL SCOTTO.

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

DE LÉGIERS PROGRES ont été réalisés lors de la douzième séance de négociations entre le gouvernement et les guérilleros qui détiennent vingt personnes en otages dans l'ambassade dominicaine de Bogotá, a annoncé un communiqué présidentiel, le mercredi 9 avril. C'est la première fois que le gouvernement fait état de progrès dans les négociations avec les guérilleros du M-19 qui occupent l'ambassade depuis quarante-trois jours. — (A.F.P.)

Comores

M. OLIVIER STERN, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, est arrivé mercredi 9 avril à Moroni pour une visite de travail de deux jours aux Comores. Reçu du président Ahmed Abdallah, M. Stern devait rencontrer ce jeudi le premier ministre, le Salim Ben Ali, et avoir des entretiens avec le ministre des affaires étrangères, M. Ali Moudjahid.

El Salvador

QUATREZ PERSONNES ont été tuées, mercredi 9 avril, par des guérilleros, dans les environs de Cojutepeque, à 38 kilomètres de San-Salvador. Selon l'armée, de nombreux guérilleros de l'organisation de gauche Forces populaires de libération (F.P.L.), fortement armées, ont pris part à ces affrontements. Cinq militants de la démocratie chrétienne, toujours selon l'armée, avaient été tués la semaine dernière dans la même région.

Guatemala

Un professeur auxiliaire de la faculté de droit de l'université nationale, M. Johnny Dahinten, a été assassiné par des inconnus, mercredi 9 avril à Guatemala, peu après les obsèques de M. Marco Antonio Urizar, l'étudiant tué mardi. M. Dahinten est le troisième fonctionnaire de l'université nationale assassiné en quinze jours. Au cours de la même période, quatre étudiants ont

été tués, dont M. Marco Antonio Urizar, président de l'Association des étudiants en lettres. Trois des meurtres d'étudiants ont été revendiqués par l'armée secrète anticommuniste (SSA). — (A.F.P.)

Libéria

AMNESTY INTERNATIONAL a « déploré » mercredi à Londres « la décision du gouvernement du Libéria de mettre à pris les états de vingt personnes soupçonnées d'appartenir à un parti d'opposition ». Selon l'organisation de défense des détenus politiques, « le ministre de la justice du pays a émis la sentence dernière des avis de recherche « mort ou vif » comportant les noms de dix-neuf hommes et d'une femme ». « Les récompenses pour leur capture ou leur assassinat vont de 1 500 à 2 500 dollars », précise Amnesty. L'organisation estime que « ces avis de recherche constituent une invitation ouverte au meurtre politique ». — (A.F.P.)

Maroc

SELON LE COMITÉ DE LUTTE CONTRE LA REPRESSION AU MAROC (14, rue de Nanteuil, 75015), un détenu est mort récemment à la prison de Taza. Il s'agit de M. Haddi Ben Oumil, membre de l'U.S.F.P., arrêté en janvier 1974, condamné en 1976 au procès de Fès à dix ans de prison après les événements du 3 mars 1973. Ancien mineur, il semble qu'il soit mort de suicide.

Le comité indique, par ailleurs, que vingt-six prisonniers sahraouis, incarcérés à la prison de Meknes, ont été dispersés dans différentes prisons du Maroc. Six sont à Agadir, sept à Marrakech, huit à Settat, dont une femme, et cinq à Rabat. Ils vont passer en jugement pour avoir « appelé à renverser le régime ». Enfin, toujours selon le comité, trois prisonniers politiques de la prison de Meknes, qui ont été mis en liberté provisoire il y a une dizaine de jours, vont passer devant un tribunal militaire. Il s'agit de MM. Ben Seghir, Figha et Ghazal. Inculpés de « port d'armes illégales » et « tentative de renverser le régime ».

Ma raison, mes sentiments

1.

ABDELLATIF LAABI

Le règne de barbarie

Collection "Notre Époque"

ROBERT LAFFONT

MILOVAN DJILAS

Une guerre dans la guerre

La révolution de Tito 1941-1945

Préface de Kosta Christitch

Milovan Djilas a été l'un des chefs suprêmes du parti communiste yougoslave avant de devenir un opposant déclaré au régime qu'il avait contribué à édifier.

Dès 1941, le parti yougoslave déclenchait une insurrection armée contre l'occupant nazi pour établir, au terme d'une effroyable guerre fratricide, le premier État communiste victorieux depuis la révolution bolchevique.

Récit tragique, violent, Une guerre dans la guerre décrit l'ensemble d'une révolution dont l'auteur a été un acteur considérable et un témoin capital.

Collection "Notre Époque"

ROBERT LAFFONT

AMÉRIQUES

LA SITUATION DES CUBAINS RÉFUGIÉS A L'AMBASSADE DU PÉROU A LA HAVANE

Les États-Unis étudieront les demandes d'émigration « cas par cas »

La situation des quelque dix mille réfugiés cubains entassés dans le parc de la chancellerie péruvienne à La Havane n'avait pas évolué ce jeudi 10 avril. Les réfugiés sont ravitaillés par les autorités cubaines, mais les conditions sanitaires empirent. Des camions ont déchargé mercredi du sable et des graviers. Les

réfugiés patagent littéralement dans leurs excréments. A Lima, les ministres des affaires étrangères des pays du Pacte andin ont décidé d'accueillir une partie des réfugiés cubains. La Colombie et l'Équateur ont insisté sur les bonnes relations qu'ils entretiennent avec Cuba.

A Washington, le porte-parole du Département d'État a déclaré mercredi que les États-Unis soutiennent l'action collective des pays du Pacte andin. Washington étudiera éventuellement « cas par cas » les demandes d'émigration présentées par des réfugiés cubains de l'ambassade du Pérou.

La dépendance et la survie

(Suite de la première page.)

Les Cubains ont dû et longtemps affronter l'hostilité permanente, et parfois armée, de leur ennemi principal, les États-Unis, à quelques encablures seulement de leur frontière. Les tentatives directes ou indirectes des États-Unis pour renverser par la force le régime castriste n'ont pas cessé pendant les quinze premières années. Pendant toute cette période, l'exode des Cubains hostiles au régime n'a sans doute pas cessé, mais la menace permanente des États-Unis a contribué également à souder les énergies et à rassembler les courages. La normalisation avec les États-Unis, bien plus avancée qu'on ne l'imagine, a non moins naturellement ébranlé les réflexes de solidarité. La venue à

Cuba de dizaines de milliers de touristes nord-américains et le retour dans les familles des exilés cubains de la première heure à Miami ont contribué à exaspérer dans la population le désir d'échapper à des contraintes trop longtemps subies. Conscients de la montée du malaise, les dirigeants cubains ont multiplié depuis quelques mois les mises en garde et les auto-critiques, tout en insistant d'ailleurs sur les « faiblesses humaines » que sur les fautes structurelles du régime. Dans un discours récent, qui n'a jamais été publié à La Havane mais a été réservé aux cadres du parti, M. Fidel Castro lui-même a longuement analysé quelques-unes des causes de la crise économique, politique et sociale que doit affronter Cuba.

monté sur le marché international d'environ 40 %. Mais l'industrie du nickel est grosse consommatrice d'énergie, donc de pétrole. « Avec une production de 30 000 tonnes de nickel à 4 500 dollars, Cuba pourrait gagner 145 millions de dollars. Mais les 600 000 tonnes de pétrole nécessaires à l'usine de nickel coûtent, au prix de l'OPEP, quelques 150 millions de dollars. »

« C'est, depuis vingt ans, la tragédie de la révolution cubaine », écrit M. Fidel Castro. Avec une différence : dans les premières années, les niveaux de consommation étaient très bas. Il y avait moins de sept millions d'habitants à Cuba. Nous sommes aujourd'hui plus de dix millions et les dépenses sociales se sont multipliées : dans l'éducation, dans le système de santé. Des dépenses auxquelles il n'est pas question de renoncer. »

Autre ombre sur l'économie : le manque de bois de construction.

En 1979, Cuba comptait sur la livraison de 500 000 mètres cubes de bois de construction des pays du bloc soviétique. La moitié environ a été livrée. D'où un déficit important dans la construction des logements, des meubles, des emballages. « Oui, l'année 1979 a été, pour toute une série de raisons, vraiment très difficile. » Et M. Fidel Castro de proposer : « avec ingénuité ? — que des bûcherons cubains se rendent en Sibérie couper du bois qui fait cruellement défaut à Cuba, puis, que, dit-il, « les ressources d'un pays frère sont à la disposition de ses frères ». En revanche, le leader cubain se passerait volontiers des deux cent mille postes de télévision vendus chaque année à Cuba par les pays socialistes. Cuba en a déjà un million deux cent mille. Mais « nous devons bien prendre aussi ce que les pays avec lesquels nous commerçons le plus sont disposés à nous vendre... ».

Le commerce avec l'U.R.S.S.

En 1979, le montant total des échanges commerciaux entre l'U.R.S.S. et Cuba s'est élevé à 4,5 milliards de roubles. En fait, plus de 60 % du commerce extérieur de Cuba se fait avec l'Union soviétique. Dépendance excessive ou facteur de survie de l'économie, donc du régime ? M. Fidel Castro, conscient des risques et des menaces, penche plutôt pour le second terme de l'alternative. D'autant plus que les Soviétiques viennent de renouveler leurs promesses d'assistance.

« L'U.R.S.S. rappelle M. Castro, nous a toujours acheté notre sucre à un prix supérieur au cours mondial et elle nous a toujours rendu le pétrole à un cours inférieur à celui des pays de l'OPEP. » En 1979, l'U.R.S.S. a vendu la tonne de pétrole à environ 70 pesos cubains, alors qu'elle en valait 200 sur le marché international. Moscou s'est engagée à fournir la totalité des besoins en pétrole de Cuba, de 1981 à 1985, c'est-à-dire 61 millions de tonnes (1). Ce qui implique une hausse de la consommation annuelle de 11 millions de tonnes en 1980 à 14 millions de tonnes en 1985. D'autre part, les Soviétiques ont promis de ne pas acheter de quantités supplémentaires de sucre afin de laisser disponibles sur le marché libre environ 17 millions de tonnes de sucre pendant les cinq années du plan prévu (2).

Mais si la sûreté des approvisionnements en énergie est garantie pour les cinq ans à venir, il reste que toutes les autres difficultés vont contraindre les dirigeants cubains à réduire leurs ambitions et à ramener le taux de croissance de 3 à 4 % au lieu de 6 ou 7 % envisagés. C'est donc une récession relative, la pour-

suite des restrictions du rationnement alimentaire, et par conséquent l'aggravation d'un malaise social provoqué essentiellement par des difficultés quotidiennes dont les Cubains moyens ne voient pas la fin.

Si les « grandes conquêtes » de la révolution seront maintenues (système de santé exceptionnel, éducation : 95 % des enfants de six ans scolarisés ; trois millions de Cubains à l'école ou à l'université), M. Fidel Castro annonce de la sœur, du sang et des larmes. A tous ceux qui se sentent fatigués et qu'il qualifie, un peu rapidement, de contre-révolutionnaires, on de simples « délinquants », il promet des prisons plus nombreuses ou donne en exemple l'esprit « qui anime les combattants, les médecins, les artistes qui sont en Afrique. C'est un argument qui ne porte guère et l'on en juge par l'épisode de l'ambassade du Pérou. La délinquance, le marché noir, le laisser-aller favorisés par une bureaucratie excessive et inefficace, ont progressé. L'homme nouveau, rêvé par « Che » Guevara n'a pas grandi à l'ombre de la révolution cubaine. Et la dépendance de plus en plus grande à l'égard de l'U.R.S.S. s'est accompagnée naturellement de la mise en place d'un système politique de plus en plus proche du modèle soviétique et de moins en moins supporté par les Cubains.

MARCEL NIEDERGANG.

A CONTRE-COURANT

Au moment où des milliers de Cubains ne souhaitent qu'une chose, quitter plus au plus vite, il y a au moins quelqu'un qui désire se rendre à La Havane. Un Noir américain, recherché, semble-t-il, par la police pour un délit de droit commun, a déjoué, mercredi 9 avril, un Boeing-727 de la compagnie American Airlines sur Cuba. Le pilote de l'air a été arrêté par les autorités cubaines et l'avion a pu repartir Miami, mercredi soir, après son escale forcée à La Havane.

principales : nickel, agrumes, il convient d'ajouter maintenant le tourisme (environ 100 millions de dollars de revenus en 1979), les exportations de langoustes (150 millions de dollars). Le tabac, en revanche, est durement touché par une maladie « que l'on dit cyclique », mais M. Castro ne se berce pas d'illusions et dans ce domaine et semble redouter que la maladie « ne soit permanente ». Paradoxe dans l'île des célèbres puros : Cuba devra peut-être importer des cigares ! Le prix du nickel a certes

Des gens de toutes conditions et de toutes classes

La Havane (A.F.P.). — Un véritable « mini-Cuba », réfractaire au régime de M. Fidel Castro, s'est constitué depuis dimanche à l'ambassade du Pérou, avec la présence dans le parc de cette mission diplomatique de quelque dix mille réfugiés, représentants de toutes les couches de la société cubaine.

parvenue à son paroxysme samedi soir dans une ambiance de kermesse populaire : des dizaines et des dizaines de véhicules — vieilles américaines des années 50, amorceusement bricolées, voitures neuves d'origine soviétique, side-cars — ont été abandonnés autour de l'ambassade, chefs jetés à terre ou laissés sur le tableau de bord par leurs propriétaires pressés de se réfugier.

Alors que cette foule, entassée en plein soleil, a été qualifiée officiellement de groupe composé « dans son immense majorité » de « délinquants, anti-sociaux, vagabonds, homosexuels, amateurs de jeu et de drogue », des témoignages concordants démontrent la diversité de cet échantillon de Blancs, Noirs et métis sont mêlés côte à côte.

Ces véhicules ont été depuis rassemblés par les autorités sur un parc de stationnement voisin. Un conducteur d'autobus aurait même abandonné à proximité ses passagers, avant de descendre en déclarant : « Ici finit le voyage. »

D'humbles familles d'origine ouvrière, venues avec grands-parents et bébés, côtoient, épaule contre épaule, aussi bien des militaires de grade inférieur que des médecins, architectes, avocats ou chauffeurs d'autobus. Un paysan de la province de l'ouest de La Havane, où les informations sont parvenues avec retard, a même été aperçu samedi soir, déambulant, son bâton sur l'épaule, suivi de sa femme et de ses enfants, dans le quartier de l'ambassade du Pérou. « Où est la chancellerie péruvienne ? », a-t-il demandé au garde d'une mission diplomatique proche.

L'arrivée des militaires en tenue dans le parc des réfugiés avait suscité des mouvements divers, certains redoutant l'infiltration de personnes favorables au régime. Mais, pour éviter toute équivoque, ces militaires ont jeté à terre leur veste et leurs cartes officielles.

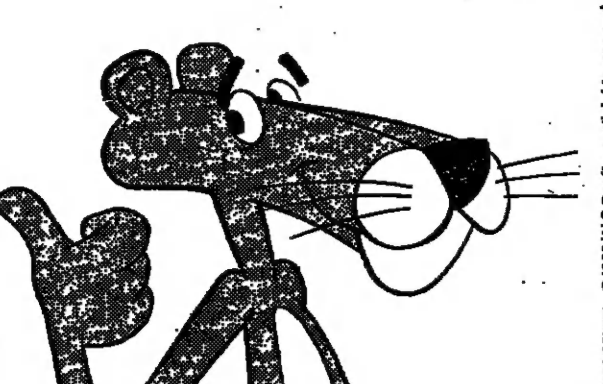
Des personnes portant des noms célèbres figurent parmi cette communauté éclectique. Aux côtés d'anonymes petits artisans, manouvriers, soudeurs, on pouvait apercevoir, dès samedi matin, M. Jorge Narciso Matos, vingt-huit ans, neveu du commandant Huber Matos, libéré de prison en octobre dernier après avoir accompli à Cuba une peine de vingt ans pour opposition. M. Jorge Matos souhaite retrouver son père, Hugo, installé aux États-Unis. Un autre réfugié, fils d'un architecte, fait partie, lui aussi, de la foule des candidats au départ. Avant la fermeture de l'accès à l'ambassade péruvienne, son père était en vain devant les grilles le supplier de renoncer à son entreprise, tout comme l'ont fait beaucoup d'autres parents.

Le problème des réfugiés cubains ne peut pas être expliqué en tant que tel, simplement ces personnes s'élèvent en tant que personnes, écrit, mercredi, l'Unita, organe du parti communiste italien. « Difficile de liquider le problème par la phrase méprisante : ce sont des anti-sociaux », écrit le journal. Ils sont plus de sept mille et représentent certainement une partie substantielle de la population, de la physionomie de l'État, dans une phase où chacun se brouille devant des problèmes inédits.

Ne serait-ce pas le moment pour tous de réfléchir sur ce que le socialisme peut apporter de plus, de différent, pour répondre aux profondes mutations sur la scène mondiale et dans la con-

science des peuples ? Pour notre part, sans vouloir donner de leçon à quiconque, ces questions, nous nous les posons depuis longtemps. »

Les États-Unis entreprendront des manœuvres de grande envergure, baptisées Solid Shield 80, pendant trois semaines, à partir du 8 mai prochain, dans les Caraïbes, annonce-t-on de source militaire à Washington. Le mercredi 9 avril, ces manœuvres devaient rassembler plus de vingt mille hommes, quarante-deux navires et trois cent cinquante avions, des bases américaines de Guantanamo, à Cuba. Le département de la Défense a indiqué que le gouvernement cubain avait été prévenu par les voies diplomatiques normales. Ces exercices seront placés sous la direction d'un groupe spécial créé par le président Carter à la fin de l'année dernière après la découverte d'une brigade de combat soviétique à Cuba. — (A.F.P.)



DES PRIX CHARTERS SUR VOLS RÉGULIERS.

CORSE	A.R. 800 F	ATHÈNES	A.R. 1300 F
NICE	A.R. 680 F	LONDRES	A.R. 450 F
GUADELOUPE	A.R. 2670 F	TEL-AVIV	A.R. 1900 F
MARTINIQUE	A.R. 2670 F	PALMA	A.R. 790 F
GUYANE	A.R. 3380 F	NEW YORK	A.R. 2250 F
RÉUNION	A.R. 4140 F	MONTREAL	A.R. 2250 F

Ces bas tarifs proposés malgré la hausse du prix du carburant s'expliquent par une diminution de l'espace réservé à chaque passager et par un service simplifié : remise de coffret-repas avant l'embarquement. Pour tous renseignements sur les périodes et conditions d'application de ces tarifs, consultez les agences Air France, votre Agent de voyages ou téléphonez au (1) 320.15.55.

Prix de base au départ de Paris. Supplément à certaines périodes de l'année. Vente et transport soumis à des conditions particulières. Sous réserve d'approbation gouvernementale.

LES SYNTHÉTISEURS DE MARTENOT A ZED

Tout, tout ou presque sur les synthétiseurs. Comment cela marche-t-il ? Martenot l'éclaircisseur, l'IRCAM, le ZED, REDOLFI et tous les synthétiseurs domestiques du marché. Également Starshooter, le dico du rock, les cordes françaises du jazz, Aznavour et la sélection commentée des concerts à Paris et dans les régions. Les disques du mois.



CHAQUE MOIS
TOUTES LES MUSIQUES
DE TOUS LES PAYS
DE TOUS LES TEMPS.

صك:امتن المأصل

AMÉRIQUES

EN ÉGRENANT LES PETITES ANTILLES

VII. — Grenade : révolution et révélation

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Dernière étape de son voyage antillais, Jean-Pierre Clerc aborde Grenade, l'île où M. Bishop a porté la jeunesse au pinacle. Une île où, une fois encore, et ici aussi, on parle de « cheveux longs ». (Voir nos précédents articles parus depuis le 4 avril.)

Saint-George's — « En arrière, camarades ! » La sentinelle paraît moins de dix-huit ans. L'âge tendre explique sans doute la nervosité du garçon. Certes, l'objectif à garder est important : rien moins que l'entrée des bureaux où travaille le premier ministre ! Vous pourriez vous décrire un peu, jeune homme : M. Maurice Bishop n'est pas à Saint-George's aujourd'hui. Le chauffeur de taxi, à notre droite, murmure : « C'est une honte ! Ce garçon devrait être à l'école. » Scène de la vie révolutionnaire à Grenade.

Gauche contre droite ? Progrès contre réaction ? Démocratie contre fascisme ? Un an après le coup d'État qui a renversé l'ancien premier ministre, M. Eric Gairy, il est encore bien tôt pour les bilans. Le Grenadin de la rue, pourtant, sait déjà une chose : le nouveau mouvement Joyau — ainsi se nomme, par un jeu de mots intraduisible de l'anglais *jewel*, la formation procastriote de M. Bishop — a porté la jeunesse au pinacle. S'il a moins de dix-huit ans, il s'en réjouit sans rancune. Sinon, son attitude peut varier de l'approbation prudente à l'hostilité pure et simple. Jamais l'expression galvaudée de « classe d'âge » n'aura paru si appropriée.

La nouvelle équipe au pouvoir à Grenade — elle-même composée de gens de trente à quarante-cinq ans — s'est-elle acquiescée des suffrages de la jeunesse par la démagogie ? Nullement. Il s'agit d'une vraie rencontre entre une offre et une demande. L'offre, c'est le programme de la « nouvelle gauche », qui four-

Alan, que dit de « rasta », « Rasta, c'est la joie, la confiance retrouvée. Rasta brise les chaînes, libère les gens. Rasta, c'est ce qui fait que les « frères » se sentent qu'ils sont. Rasta, c'est l'anti-Babylone... » Même ponctuée de « yeah, man » (« écoute, mon vieux »), et de « incroyable, tu comprends », l'explication d'Alan, le rasta-man de Saint-George's, demeure nébuleuse !

Il ne porte pas les dreadlocks, ces mèches tressées de cheveux emblématiques des rastas au point qu'on les appelle, ici ou là, des dreadlocks. Sa chevelure se dressant sur sa tête comme une crinière, ou une auréole de jais. Torse nu, vêtu seulement d'un blue jeans et d'impossibles croquenots, Alan a pourtant l'air d'un souverain. Judo le lionceau avec ses « dents plus blanches que la lait », folâtrant dans un visage ébène.

Il entrecroise ses phrases de longs silences et de profondes goulées de cigarette. Parler le jargon, de toute façon. Alan, explique « rasta » à un Blanc. Ce qui l'a mis en confiance, nous a-t-il dit, c'est de nous avoir vu cheminer sur une route de l'île. Il jure que c'est la première fois qu'il voit ça à Grenade, où les touristes ne marchent, d'ordinaire, que dans les rues de la capitale, tout en montagnes russes, et autour du bassin du port de carénage, à Saint-George's. « Incroyable, tu comprends... »

Marijuana oui, alcool non !

Alan fume la marijuana parce que, dit-il, « tout ce que la terre produit est bon ». Mais il ne boit pas d'alcool. C'est que, comme tous les rastas, il attend le jour où il pourra retourner en Afrique « boire le vin de palme ».

Y croit-il vraiment à ce « retour en Afrique », mythe qui porte à l'incandescence l'imagination des *brethren* et *sisters* (frères et sœurs) rastas. Sans doute non. Mais qu'importe, puisque l'objectif est, précisément, d'abolir les frontières du réel par les puissances de l'imaginaire. Sait-il que Haile Sélassié, l'empereur noir à qui la secte rastafarienne emprunte (bien à l'in-su de l'Éthiopie) l'un de ses noms (Ras Tafari), est mort depuis plusieurs années ? « Il est ressuscité », répond-il sans broncher.

Le rastafarianisme, mouvement millénariste, est né au début du siècle, lorsque le Jamaïcain Marcus Garvey, se fondant sur un évangile apocryphe, découvrit que le Christ était noir, et que les Nègres étaient de vrais Juifs. De cette tentative pathétique de refonder la dignité de la race éternelle naquit toute une mythologie de « l'Afrique, nouvelle terre promise », où l'on vivrait « dans la félicité et l'abondance ». L'idée d'un « foyer noir » était, d'abord, très concrète. Des envoyés se rendirent, après la deuxième guerre mondiale, en Éthiopie. On les reçut gentiment, puis on les remit sur le chemin de la Jamaïque, les bras couverts de cadavres. La « terre promise » des Nègres, ressembla davantage à une sorte d'empyrée des valeurs de la « négritude ».

D'un côté, le rastafarianisme comme refuge ; de l'autre, le « pourpre noir » comme combat : les idées de Garvey allaient, pile et face, exercer une influence énorme sur tout les « Noirs de l'Ouest », non seulement dans la Caraïbe, mais aux États-Unis.

Aujourd'hui, les rastas se rassemblent fréquemment en petites communautés qui, ici et là, font retour à la terre. Hormis l'usage de la ganja, ils vivent de façon très stricte — tant pour ce qui est de la nourriture que de la boisson ou des habitudes sexuelles. Vêtus sobrement, ils se refusent pourtant à porter des habits d'occasion, jugés impurs. Les cheveux sont longs par référence, semble-t-il, à l'épique biblique de Samson. Le « bon Livre », d'ailleurs, est comme Jah (Dieu) lui-même, au centre de la vie des rastas.

Un prêt pour un rendu

À la Dominique, les dreadlocks ont en les plus graves ennemis au milieu des années 70. Les autorités les accusaient, à tort ou à raison, des pires forfaits, vols, viols, meurtres même. Elles en étaient pratiquement arrivées à autoriser contre eux le tir à vue. Ce furent quelques années terribles. À présent, le mouvement a perdu de son ampleur, et les officiers se montrent relativement plus tolérants sur l'usage de la drogue. Il reste une centaine de dreadlocks, dispersés sur quatre ou cinq communautés dans les zones les plus montagneuses du pays.

À Sainte-Lucie, une grande effervescence est perceptible dans la jeunesse, dont les rastas, cependant non violents, risquent de faire les frais. Comme partout, la police — interprète en cela de la population — bien-pensante — trouve qu'ils font sales, avec leur cheveux longs, et que

leurs mœurs sont celles de « vagabonds ». Dans l'actuelle situation politique incertaine que connaît l'île, les rastas sont inquiète : téles de tares idéales, et... en jeu de prix.

Car, auprès de cette jeunesse dont les gouvernants et leurs opposants, connaissent désormais le poids, les rastas jouissent d'un réel prestige. Leur coiffure, leur vêtement, leur argot sont imités. Leur ascétisme, leur « quête du sens » en imposant à ceux-là même qui ont surtout retenu du rastafarianisme l'usage de la drogue. Se conçoit les rastas en entreprise malaisée, car ils flairent vite « Babylone », débutsent aisément « Sodome et Gomorres », dans tout ce qui

touche au pouvoir ; ils découvrent sans effort le *bald head* (le « chauve », l'anti-rasta) en tout politicien. Mais, en cas de succès, l'entreprise est rentable. M. Eric Gairy, renversé par le coup d'État du 11 mars 1979, n'avait apparemment pas compris cela : les membres de sa police secrète, les « mangoustes », ne s'amusaient-ils pas à... raser les dreadlocks ?

Ce n'est pas la moins étonnante réussite du Grenadin Maurice Bishop et de son mouvement marxiste que d'avoir rallié le rastafarianisme. Au point que deux cents de ces pacifistes ont revêtu l'uniforme de la nouvelle armée révolutionnaire ! Tout n'a pas été sans malen-

tendu, cependant, entre le nouveau régime et les rastas. Ceux-ci pensaient bien entendu, que le premier décret de M. Bishop serait pour légaliser la marijuana. Avait-il, comme opposant, laisser planer un flou artistique sur le sujet ? Au pouvoir il lui était clair : non !

Un prêt pour un rendu : en quête de moyen de « déstabiliser » M. Bishop, ses ennemis ont fait « donner » les rastas. Une lettre a été publiée dans la presse, assurant que la nouvelle armée populaire avait menacé des « frères » dans les collines et que les enfants des *brethren* et des *sisters* n'étaient pas acceptés dans les écoles. Des soldats ont été lapidés à Saint-George's par des cheveux...

M. Bishop n'a pas pris la chose à la légère. L'hébdomadaire du mouvement a, publié, dans les

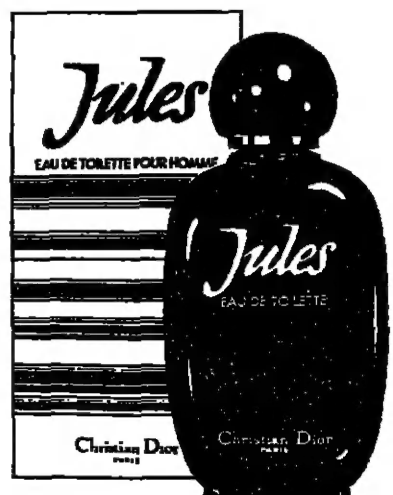
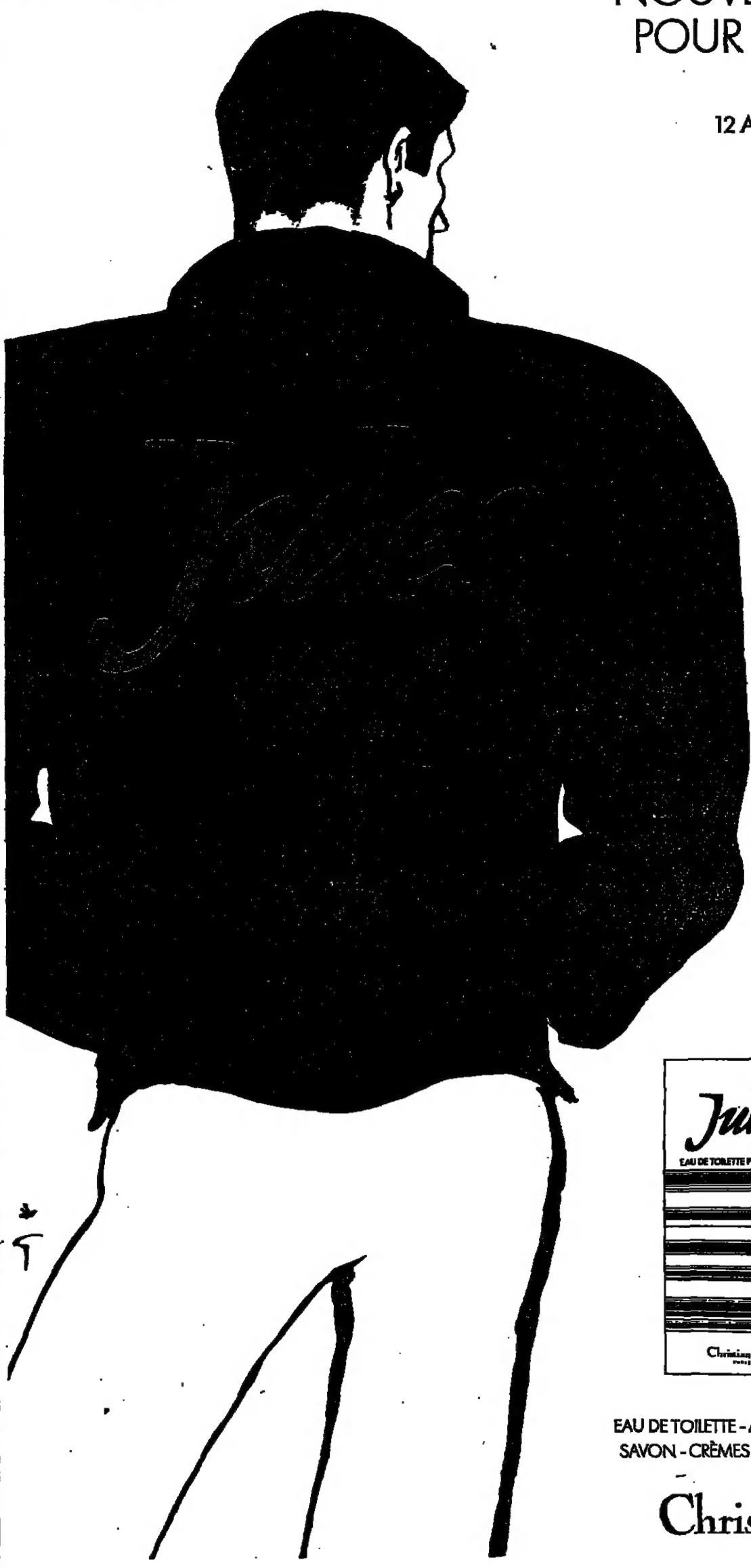
quelques jours, une contre-lettre, signée des rastas Kulu, Kall, Adras et quelques autres, dénonçant « Ras Nna, Eric Jojo et tous les frères du groupe réactionnaire pactisant avec Babylone, l'opresseur euro-américain... ». Les auteurs assuraient que « les rastas soutiennent fermement, l'anti-Babylone : l'armée et le gouvernement révolutionnaire, et le socialisme mondial. Cuba et la Russie, qui combattent à nos côtés pour la libération de l'Afrique noire ». Au nom de Jah (« Que Son nom soit loué »), Kulu et ses frères assuraient que, pour eux, « les temps de la révolution » sont « les temps de la Révélation ». Acceptons-en l'augure, puisque cette forte image a toute chance d'être... inspirée.

FIN

POUR LE PLAISIR...

NOUVELLE LIGNE POUR HOMME

12 Avril : St-Jules



EAU DE TOILETTE - AFTER SHAVE - DÉODORANTS
SAVON - CRÈMES À RASER - MOUSSE À RASER

Christian Dior
PARIS

PERIOD A LA HAUTE

Des gens de toutes conditions
et de toutes classes

LES SYNTHÉTISEURS
DE MARTENOT
A ZED



EUROPE

Espagne

M. Garaiochea est élu président du gouvernement autonome basque

De notre correspondant

Madrid. — M. Carlos Garaiochea, qui présidait déjà le Conseil général basque (gouvernement provisoire de la région), a été élu, le mercredi 9 avril, à Guernica, président du gouvernement autonome basque, le premier depuis la guerre civile. Il était le seul candidat. L'élection s'est faite avec une voix de différence : c'est la majorité dont dispose la formation dominatrice, le parti nationaliste basque, au sein de l'Assemblée législative qui s'est constituée le 31 mars.

« Humilité devant Dieu, debout sur la terre basque avec le souvenir des ancêtres sous l'arbre de Guernica, je jure de remplir fidèlement mon mandat. » Les serments qu'avait prononcé José Antonio Aguirre, quand il avait été élu en 1936 à la tête du gouvernement d'Euzkadi. M. Garaiochea l'a répété, sous le même arbre symbolique, aussitôt après son élection. Quarante-neuf des soixante membres du Parlement étaient présents. Les onze députés de la coalition indépendantiste Henri Batasuna (Unité populaire) ont boycotté l'Assemblée. L'absence de la deuxième force politique de la région donne au P.N.V., avec ses vingt-cinq députés, une majorité automatique

face aux vingt-quatre élus des autres formations.

C'est un homme remarquable par son esprit de dialogue et de conciliation qui est depuis ce jeudi le président des Basques. Agé de quarante et un ans, formé dans un collège religieux de Pampelune dont il est originaire, diplômé en sciences économiques de l'université (sainte de Deusto), M. Garaiochea est chef d'entreprise et avocat d'affaires. Il a présidé pendant dix ans la chambre de commerce et d'industrie de Navarre. Président du parti nationaliste basque depuis mars 1977, il avait succédé, en juin 1979, à son père, le général Aguirre. A la tête du Conseil général basque, le gouvernement provisoire autonome formé un an et demi plus tôt.

M. Garaiochea est Navarrais : or, des quatre provinces traditionnelles basques, la Navarre est la seule qui n'appartienne pas à la région autonome d'Euzkadi.

Dans son discours mercredi devant les députés, le président a estimé que l'intégration de la Navarre devrait se faire par des voies « démocratiques et rationnelles ». Il s'est référé à une négociation possible avec l'ETA en disant qu'il faudrait consentir un « effort titanique » pour obtenir la réconciliation entre tous les Basques. Il a affirmé également que le gouvernement autonome défendrait la liberté de l'enseignement sans imposer ni une langue ni une autre (l'espagnol ou le castillan) et interdirait en faveur d'une université indépendante de « tout pouvoir extérieur au Pays basque ».

« Nous n'accepterons jamais une structure politique supranationale qui signifie l'annihilation de nos instances nationales basques », a-t-il déclaré.

Socialistes, centristes, nationalistes d'Euzkadi Euzkera (gauche basque), étaient contre la candidature de M. Garaiochea parce que son parti entendait gouverner seul. Les socialistes l'ont accusé de n'avoir pas de programme économique et social, et les centristes lui ont reproché de se déclarer solidaire à la fois « des peuples d'Espagne et du monde entier ».

CHARLES VANHECKE

Belgique

APRÈS LA DÉMISSION DE M. MARTENS Plusieurs partis souhaitent constituer un gouvernement d'union nationale

De notre correspondant

Bruxelles. — Après avoir accepté, mercredi 9 avril, la démission du gouvernement, le roi a demandé à M. Martens d'expliquer les affaires courantes, et il a enjoint dès l'après-midi ses consultations traditionnelles en recevant d'abord les présidents des deux Assemblées et les présidents des partis politiques. Il s'est entretenu, notamment, avec le président des libéraux francophones, M. Jean Gol, qui, dans l'opposition, se félicite de la chute du cabinet, mais en termes modérés, manifestement pour ne pas compromettre les chances de constitution d'un gouvernement de large union nationale qui comprendrait les trois grandes formations traditionnelles flamandes et wallonnes, les sociaux-chrétiens, les socialistes et les libéraux.

Ce cabinet d'union nationale est souhaité non seulement par les libéraux, mais aussi par les sociaux-chrétiens flamands et wallons. M. Tindemans, président du C.V.P. et sans doute le premier responsable de la crise actuelle, a déclaré, mercredi, que la participation des libéraux contribuerait à la solution des problèmes économiques et sociaux. Son homologue francophone, M. Paul Vanden Boeynants, président du P.S.C., exprimant de son côté, le vœu de voir la coalition actuelle élargie aux libéraux, afin de favoriser le projet de régionalisation. Contrairement à M. Tindemans, M. Vanden Boeynants ne croit pas à « une mise au réfrigérateur des problèmes communautaires ». Il rappelle l'insuccès de l'expérience de 1968. Toutefois, dit-il en substance, les problèmes linguistiques « nous rattrapent au galop ».

Les socialistes, depuis toujours allergiques aux libéraux, qu'ils jugent « réactionnaires », — et d'autant plus maintenant que le parti libéral est présidé par le Jean Gol, ancien socialiste et donc « renégat », — restent hostiles à l'union nationale sous cette forme, mais leur président, M. André Coen, propose une concertation des présidents de tous les partis francophones dans l'optique d'une nouvelle stratégie.

Songe-t-il à la constitution d'un bloc francophone pour négocier avec les Flamands ? Ce n'est pas exclu, et M. Coen a déjà recueilli l'adhésion enthousiaste de Mme Spaak, président du P.D.F. bruxellois, et de M. Mordant, qui préside le Rassemblement wallon. « Fint de reculer devant les dictats », a déclaré Mme Spaak, tandis que M. Mordant précisait : « Les francophones de Bruxelles et les Wallons ne peuvent pas continuer à demander au C.V.P. l'autorisation d'exister. »

Ainsi, les grandes manœuvres politiques ont commencé, et que tous les partis cherchent encore à éviter un retour aux urnes à premier ministre sortant, s'efforcent de colmater les brèches sur le plan économique et social. Les rumeurs de dévaluation se sont multipliées dans le courant de la journée de mercredi, le chômage est de plus en plus préoccupant, la situation budgétaire s'aggrave et le gouvernement ne peut plus qu'expédier les affaires courantes.

PIERRE DE VOS.

DIPLOMATIE

M. CEAUSCESCU FERA EN JUILLET UNE VISITE A PARIS

M. Nicolas Ceaulescu, chef de l'Etat roumain et secrétaire général du parti communiste, fera une visite officielle en France, l'été prochain, à l'invitation de M. Giscard d'Estaing. Cette visite, dont la date exacte n'est pas encore fixée, pourrait se situer en juillet. En effet, M. Giscard d'Estaing, dans le message de félicitations qu'il a adressé à M. Ceaulescu à l'occasion de sa récente réélection à la présidence de la République de Roumanie, lui a fait part du plaisir qu'il aurait à le revoir à l'occasion de sa visite officielle en France, « au mois de juillet de cette année ».

M. Giscard d'Estaing s'était rendu en Roumanie en mars 1979. Le Roumain est, d'autre part, le seul pays membre du pacte de Varsovie à avoir été son rival au projet de conférence européenne sur le désarmement proposé par la France, — conférence à laquelle elle voudrait cependant adjoindre des représentants de la République de Pologne, ce que Paris ne souhaite pas.

Puis récemment, Bucarest a implicitement désapprouvé l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, que tous les autres membres du pacte de Varsovie ont au contraire approuvée.

UNE SECRÉTAIRE DE L'OTAN PASSE EN ALLEMAGNE DE L'EST

Mme I. Verrept, secrétaire belge au secrétariat international de l'OTAN à Bruxelles, a demandé, le 8 avril 1980, à l'Assemblée officielle est-allemande A.D.N. Selon A.D.N., Mme Verrept a pris cette décision pour des motifs personnels de convalescence « après avoir reconnu le danger de la politique de l'OTAN au travers de centaines de plans secrets, dont elle a eu connaissance de par ses fonctions ». Parmi ces plans, se trouvent ceux concernant la modernisation des fusées nucléaires à moyenne portée de l'OTAN, précise A.D.N.

Il y a un an, Mme Ursel Lorenzen (R.F.A.), ex-assistante du directeur des opérations au quartier général de l'OTAN, était passée en R.D.A. où elle vit depuis, après avoir pris la nationalité est-allemande.

A Bruxelles, un porte-parole de l'OTAN n'a pas commenté l'information de l'agence A.D.N. Il a simplement indiqué que Mme Verrept ne s'était pas présentée à son travail mardi et mercredi. — (A.F.P.)

PETIT SECRET POUR FAIRE DE GROSSES ÉCONOMIES EN ACHETANT VOTRE MOQUETTE

Il suffit de s'adresser à un soldat professionnel. Il pratique le circuit court. Un exemple : la grande braderie qui se déroule chez ARTIREC jusqu'à fin avril. Vous y trouverez 20 moquettes de grandes marques décrites à moins de 20 F le m², soit 20 % moins cher que les prix habituels. Vous saurez ! Pourqu'elles ont pu surprendre ? Tout simplement parce qu'il s'agit d'une opération de désamortissement des usines qui ont pu poursuivre jusqu'à épuisement des stocks.

Dernière heure : 5 % de remise supplémentaire !

ARTIREC, 4, bd de la Barrière, Paris-12^e, M^o Quai de la Rapée. Tél. 340-72-72.

Portugal

LES DIRIGEANTS DU PARTI DU PROLÉTIARIAT SONT CONDAMNÉS A DE TRÈS LOURDES PEINES DE PRISON

(De notre correspondant)

Lisbonne. — Le procès des dirigeants du Parti révolutionnaire du prolétariat (P.R.P.) impliqués dans des attentats terroristes s'est achevé, à Lisbonne, le mercredi 9 avril, par des sentences très sévères : quinze ans de prison pour M. Carlos Antunes, onze ans pour Mme Isabel do Carmo et dix ans et demi pour Mme Fernanda Fraguas.

Selon l'accusation, le tribunal a fait la preuve de tous les crimes imputés à M. Carlos Antunes et à Mme do Carmo, celle-ci étant inculpée de complicité et de recel dans des hold-up. En ce qui concerne Mme Fraguas, l'accusation, en revanche, n'était prononcée pour l'acquisition.

La défense conteste un verdict qui aurait été basé exclusivement sur de fausses déclarations d'un ancien membre du P.R.P. Le procès a été suivi par des juristes appartenant à des organisations internationales. Ceux-ci ont à plusieurs reprises dénoncé des « irrégularités » commises en particulier pendant l'instruction.

Dans un communiqué, la commission nationale de solidarité avec les prisonniers politiques antifascistes appelle à la mobilisation des travailleurs et exige l'application immédiate de la loi d'amnistie votée par le Parlement, en 1976, et qui, selon cette organisation, devait entraîner la libération des militants du P.R.P. déjà condamnés. — J. R.

Dans une question écrite

M. MICHEL DEBRÉ SE PLAINT DES SERVICES D'INFORMATION DE LA C.E.E.

Dans une question écrite au ministre des affaires étrangères, M. Michel Debré demande à propos de la Communauté européenne « et, à la suite des multiples incertitudes et de la francophonie maladroite des services d'information, il ne lui paraît pas urgent d'imposer à la Commission une réforme de ses services, un choix plus sérieux de ses agents, une réduction et un meilleur emploi de ses crédits, enfin le respect à la fois d'une conception démocratique de l'information et de l'indépendance des États qui composent la Communauté ».

M. François-Poncet répond que la Commission doit faire connaître la politique de la Communauté par des brochures, des ouvrages, des émissions. Il ajoute : « Il est à noter que toute cette production (...) est toujours disponible en français et contribue ainsi à la diffusion de notre langue. Cette politique d'information est supervisée par le conseil des Communautés, dont un groupe de travail se réunit périodiquement à cette fin ; celui-ci examine notamment le programme annuel de la Commission et évoque tout problème spécifique relatif à son exécution. Il est exact que les services d'information de la Commission ont, en de rares occasions qui sont la conséquence d'initiatives émanant de bureaux membres, publié des documents à caractère tendancieux à l'égard de notre pays ; le gouvernement français a immédiatement saisi la Commission et obtenu l'arrêt de la diffusion des documents incriminés et, chaque fois que nécessaire, leur retrait, voire leur destruction. »

SI VOUS MESUREZ 1m 80
OU PLUS (jusqu'à 2m 10)
SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL
Grandes tailles prêt-à-porter.

COSTUMES LÉGERS DEMI-SAISON VESTES SPORT,
BLAZERS BLOUSONS TOILE MODE
IMPERIS TRENCHES ENSEMBLES SAHARIENNES
BLOUSONS CUIR OU DAIM, EXCLUSIVITÉ
MAC DOUGLAS

PANTALONS LÉGERS, JEANS, VELOURS
CHEMISES VILLE ET SPORT, PULLS
ET TOUTES LES NOUVEAUTÉS

40, Av. de la République - Paris 11^e
Tél. 355-66-00 - Ouvert le lundi

USA 80

mai
le mois
du voyage
NEW YORK
aller retour - vol régulier

1^{er} au 31 mai
SUPER-APEX **1680F**
Luxembourg/USA

réservez 30 jours à l'avance (en dehors de cette période et jusqu'au 15 juin 1980 F).

Pour renseignements et documentation, consultez votre agent de voyages ou retournez cette annonce avec vos nom et adresse à ICELANDAIR, 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris - Tél. 742.52.28.

ICELANDAIR

Bientôt
250 volumes
dans la
Petite
Collection
Maspero...

... et parmi les derniers parus

Heinrich Böll et Günter Wallraff
Rapports

Domitila
Si on me donne la parole...

CEDETIM
L'impérialisme français**

Ernest Mandel
Trotsky

Augusto Boal
Le théâtre de l'opprimé**

Charles Darwin
L'origine des espèces
Texte intégral, 2 volumes doubles**

Jean-Pierre Vernant
Religions, histoires, raisons

Frank Tenaille
Les 56 Afriques
L'Afrique de A à Z
2 volumes doubles**

Collectif I.C.E.M. (Pédagogie Freinet)
**Perspectives
d'éducation populaire****

Christian Baudelot et Roger Establet
L'école primaire divise...

Louis Constant
**Mémoires de femmes,
mémoire du peuple**

Collectif
La justice en Chine**

A. Granou,
Y. Baron, B. Billaudot
Croissance et crise**

Jules Chomé
L'ascension de Mobutu**
Nouvelle édition maintenue en vente

Le volume simple : 15 F. Le volume double (**): 20 F.

Les prix indiqués sont seulement ceux pratiqués à notre librairie et à la librairie "La Découverte" 27 rue Saint-André-des-Arts 75005 Paris (ouverte jusqu'à 22 h 30).

Recevez notre bulletin GRATUIT "Livres partisans" en retournant simplement ce bon

M _____

Adresse _____

François Maspero
1 place Paul Painlevé 75005 Paris

هكذا من الأصل

TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

LES USA - POURQUOI PAS ?

- 1- SÉJOURS EN FAMILLE - JEUNES DE 14 A 20 ANS. ETE : région de Boston, Washington, Houston, Denver, Florida, Los Angeles, San Francisco, Cours, activités, excursions, visites.
- 2- VACANCES ET STAGES LINGUISTIQUES EN UNIVERSITÉS AMÉRICAINES. Pour Adultes Boston, New York, Berkeley et Miami.
- 3- BONS D'HÉBERGEMENT EN RÉSIDENCES UNIVERSITAIRES OU HOTELS.

41 francs pour NASC ECOM.

A découper et à retourner à FSL, 14, rue de Valenciennes, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Tel. 01 47 10 23

Nom _____

Prénoms _____

Adresse _____

Envoyez votre carte postale à FSL, 14, rue de Valenciennes, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Special Service FSL - NASC ECOM

M 14

2 SOIRÉES EXCEPTIONNELLES

A la mémoire des Combattants du Ghetto de Varsovie

Organisées par la loge Hatikva du B'Nai B'rith.

CENTRE RACHA, 30, bd de Port-Royal, 75005 PARIS.

MARDI 15 AVRIL, à 20 h 30, projection du film

« NE LAISSONS PAS LES MORTS ENTERRER LES MORTS »

(Le 81^e coup)

Jeu 17 avril, à 20 h 30, soirée débat

« LE GHETTO DE VARSOVIE OU LA RÉSISTANCE D'UN PEUPLE FACE À SES BOURREAUX »

avec P^r GEORGES WELLERS, Historien

MARTIN GRAY, Écrivain

MICHAEL CALES, D^r en philosophie, Historien

PATRICK GIRARD, Chercheur au C.N.R.S.

CENTRE RACHA

30, boulevard de Port-Royal, 75005 PARIS

Les députés poursuivent l'examen de la loi d'orientation agricole

Mercredi 9 avril, sous la présidence de M. Brocard (U.D.F.), l'Assemblée nationale poursuit, en seconde lecture, la discussion du projet de loi d'orientation agricole.

Dans la discussion des articles, les députés reprennent un amendement de M. COINTAT (R.P.R.) visant à supprimer l'article premier qui définit les objectifs et les finalités de la politique agricole. Par 283 voix contre 87 (le groupe socialiste ne prenant pas part au vote), elle repousse également un amendement de M. BALMIGÈRE (P.C.) tendant à supprimer dans cet article la référence aux « principes de la politique agricole commune ».

A l'article premier bis, qui concerne les composantes de la politique agricole, M. Cointat défend — sans succès — un amendement de suppression en expliquant que, dans les quatre premiers articles du projet, « il n'y a pas une idée nouvelle qui ne soit déjà dans l'arsenal législatif ».

Sur proposition de M. STASI (U.D.F.), l'Assemblée adopte un amendement incluant dans les moyens de cette politique « la préservation du patrimoine national d'espèces végétales et de races animales domestiques » et, contre l'avis du ministre de l'Agriculture, deux amendements de MM. CLAUDE MICHEL et BISSON (P.S.), précisant et explicitant la part de la politique de la montagne et de la politique d'aménagement rural et d'action régionale dans l'ensemble de la politique agricole.

L'Assemblée supprime, sur proposition de M. Cointat, un article introduit par le Sénat demandant au gouvernement de faire prendre en compte les objectifs de la loi d'orientation dans les décisions communales.

● LE CONSEIL D'ORIENTATION

A l'article 2, qui concerne la création du Conseil d'orientation de la politique agricole et alimentaire, l'Assemblée repousse un amendement de M. CLAUDE MICHEL précisant que le Conseil est également consulté sur « la définition, par l'autorité administrative compétente des règles de mise en marché et de commercialisation par produit ou groupe de produits, lorsqu'il n'existe pas d'organisation économique ou interprofessionnelle dans le secteur considéré, ou lorsqu'elle n'est pas à définir de telles règles ».

M. BLANC (P.R.) SOUHAITE QUE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT SOIT MIEUX EXPLIQUÉE

M. Raymond Barre a reçu mercredi après-midi 9 avril à l'hôtel Matignon une délégation du bureau politique du parti républicain composée de MM. Jacques Blanc, secrétaire général, Marcel Lucot et Jean-Claude Gaudin, secrétaires généraux adjoints, qui ont souligné « la nécessité d'un supplément d'explication de l'action gouvernementale lors de toutes citations et en s'appuyant sur le bon sens ».

Au terme de cet échange de vues, M. Blanc a indiqué que le premier ministre avait « parfaitement compris le sens de cette démarche », mais répondu qu'il appartenait aussi « aux relais soutenant le gouvernement » de mieux expliquer la politique suivie par celui-ci. Le secrétaire général du P.R., qui estime que trois dossiers sont particulièrement mal perçus par l'opinion publique — la politique agricole, la politique du ministre de l'Éducation et les problèmes relatifs à la Sécurité sociale — a assuré M. Barre que, pour sa part, le parti républicain s'efforcera d'être « actif » et participatif à ces « explications » qui lui paraissent

M. CHINAUD : le rôle du Parlement est incontestablement insuffisant.

M. Roger Chinnand, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, qui était, mercredi après-midi 9 avril, l'invité de l'émission « Face au public » de France-Inter, a notamment déclaré, à propos du travail parlementaire : « Là où je trouve que le rôle du Parlement est incontestablement insuffisant — mais le Parlement y a sa part de responsabilité, lui aussi — c'est dans son contrôle de l'action gouvernementale, du suivi de la mise en œuvre des décisions d'application des textes législatifs que nous avons votés, où quelquefois l'administration reprend, par la plume du décret, l'ensemble du résultat politique obtenu par l'action parlementaire. Ceci n'est pas bon ».

« A cet égard, je crois qu'il appartient au gouvernement d'accepter que le Parlement puisse mieux contrôler son action, mieux suivre l'application des textes votés et, par là même, qu'on crée une possibilité d'équilibre entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Mais (...) le Parlement ne peut retrouver son rôle que si, dans la réalité des faits, il ne siège pas deux jours par semaine et ce un mois sur deux. C'est tout le problème du cumul des mandats ».

rise pas à définir de telles règles. Revenant sur le texte qu'elle a voté en première lecture, l'Assemblée décide que le Conseil a un rôle uniquement consultatif et non délibératif, puis elle repousse plusieurs amendements de M. ANDRÉ PETIT (U.D.F.) en faveur de l'agriculture biologique.

En ce qui concerne les aides de l'Etat affectées à l'orientation des productions, sur proposition du rapporteur, M. CORNETTE (R.P.R.), et après une modification du gouvernement, il est précisé que celles-ci « sont réservées, progressivement, aux producteurs ayant souscrit, à titre individuel ou collectif, des contrats de production, de collecte ou de mise en marché conformes à des contrats types définis par l'autorité administrative compétente après consultation du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire ».

En outre, les dispositions relatives aux contrats d'intégration s'appliqueront quel que soit le statut juridique du co-contractant de l'agriculteur.

L'Assemblée adopte un amendement de M. DE BRANCHE (U.D.F.) relatif à la garantie des créances des producteurs intégrés, et privant de la protection de la loi de 1964 sur les contrats d'intégration les agriculteurs concluant un contrat avec une coopérative, lorsque ce contrat porte sur la marque de l'esprit coopératif.

A l'article 3, qui prévoit la création d'un Fonds de promotion des produits agricoles, les députés adoptent un amendement de M. COINTAT précisant que ce Fonds a notamment pour but d'améliorer la balance des changes.

● LES ORGANISATIONS INTERPROFESSIONNELLES

En séance de nuit, l'Assemblée nationale examine l'article 4 qui prévoit une modification de la législation relative aux organisations interprofessionnelles. Elle adopte un amendement de M. CORNETTE précisant les relations qui devront exister entre les organisations régionales et l'organisation nationale correspondante. Après avoir repoussé un amendement de M. PETIT (U.D.F.), dont le but était de donner aux agrobiologistes la possibilité de disposer de filières alimentaires interprofessionnelles distinctes, les députés adoptent un amendement de M. MAYOUD (U.D.F.), président de la commission spéciale, prévoyant une procédure qui permet à l'instance de conciliation d'intervenir en cas de problème posé à l'occasion du fonctionnement des interprofessions, ainsi qu'un amendement de M. DOUBLET (app. U.D.F.) limitant le délai dans lequel cette conciliation doit intervenir.

Sur proposition de M. CORNETTE, il est prévu en cas d'échec de la conciliation, que les litiges seront dévolus soit à l'arbitrage — l'arbitre statuant alors en dernier ressort — soit aux tribunaux de l'ordre judiciaire.

Par deux cent soixante-quatre voix contre deux cent onze, l'Assemblée repousse un amendement de M. CLAUDE MICHEL élargissant le prélevement des cotisations interprofessionnelles sur les produits importés à l'ensemble des productions soumises à cotisation, « de manière à établir les règles de la concurrence ».

● PRODUITS D'APPELLATION

Sur proposition de M. CORNETTE, les députés adoptent ensuite un amendement stipulant que les structures représentatives des producteurs

de denrées subissent lorsqu'elles bénéficient d'une appellation d'origine contrôlée ou d'un label homologué pour lesquels une réglementation spécifique a été édictée, et qu'elles ne peuvent être intégrées sans leur consentement dans une organisation interprofessionnelle.

Un amendement de M. BOYON (R.P.R.), précisant que les accords conclus dans le cadre d'une organisation interprofessionnelle de portée plus générale ne s'appliquent pas à ces producteurs, est adopté, ainsi qu'un amendement de M. CESAR (app. R.P.R.) excluant les appellations d'origine de la procédure des labels agricoles.

● DISPOSITIONS SOCIALES

Dans le chapitre consacré aux dispositions sociales, l'Assemblée adopte plusieurs amendements qui ont pour effet de rétablir le texte que les députés ont adopté en première lecture, en ce qui concerne la définition d'un nouveau critère d'affiliation à la M.S.A. (Mutualité sociale agricole).

Par 284 voix contre 202 sur 489 votants et 488 suffrages exprimés, l'Assemblée décide de déclarer irrecevable un amendement du groupe socialiste visant à abroger l'institution d'un ticket modérateur d'ordre public, issu du décret en date du 15 janvier 1980.

Les députés décident ensuite de rétablir des dispositions, supprimées par le Sénat, prévoyant que les terres incultes récupérables sont prises en considération pour la détermination de l'assiette des cotisations sociales que doivent acquitter les personnes relevant du régime agricole de protection sociale.

En ce qui concerne la réforme et la revalorisation des retraites agricoles, l'Assemblée adopte un amendement du gouvernement disposant que la fin de la période d'harmonisation du régime de

base agricole avec le régime général, un décret pourra instituer un régime facultatif d'assurance-veilles complémentaire. Sur proposition du rapporteur, l'existence de quinze ans d'activité agricole pour l'allocation de vieillesse qui est attribuée sans condition de ressources est rétablie. Est adopté un amendement du rapporteur supprimant une disposition, introduite par le Sénat et tendant à accorder, en zone de montagne, des droits spécifiques en matière de retraite forfaitaire aux pluri-actifs dont l'activité agricole est secondaire.

Sur proposition de M. Cointat, les députés adoptent un amendement précisant que le bénéfice de la loi de juillet 1977 tendant à l'abaissement de l'âge de la retraite des déportés et des internés, est ouvert dans le cadre du régime social agricole, sans condition d'affiliation et de cotisations.

L'Assemblée adopte un amendement du rapporteur supprimant une disposition, introduite dans le texte par le Sénat, qui prévoyait que les exploitations séparées de deux conjoints ne peuvent bénéficier d'un régime d'aide plus favorable que celui dont bénéficient les époux mettant en valeur une seule exploitation similaire.

● LE PRIX DES TERRES

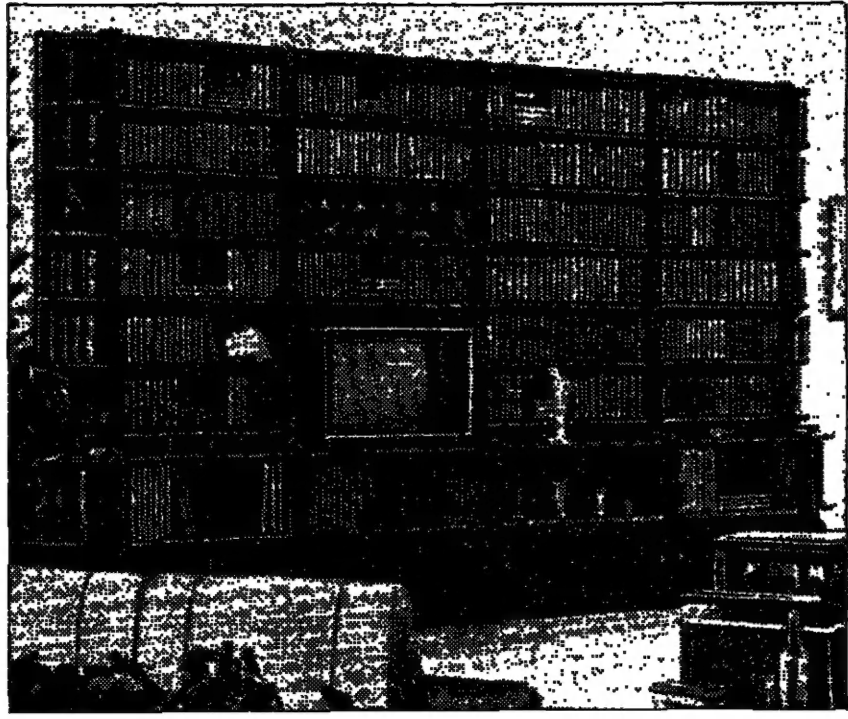
Pour les dispositions relatives au prix des terres, les députés suivent le rapporteur de la commission et décident de prendre en compte l'ensemble des valeurs vénales retenues pour les mutations à titre onéreux, mais aussi à titre gratuit. En outre, les informations figurant au répertoire des valeurs des terres agricoles, qui sera établi dans chaque commune avant le 1^{er} janvier 1983, constitueront un élément d'appréciation du juge pour la fixation de la valeur des terres.

La séance est levée, jeudi 10 avril, à 0 h 30.

L. Z.

la maison des BIBLIOTHEQUES

STANDARD VITRÉES



7 HAUTEURS: de 64 à 224 cm
4 LARGEURS: 64-78-94-126 cm
2 PROFONDEURS: 20 et 25 cm



GRANDE PROFONDEUR
5 HAUTEURS: de 83 à 222 cm
4 LARGEURS: 64-78-94-126 cm
2 PROFONDEURS: 30 et 38 cm

STANDARDS JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES (vitrées ou non). Étagères en multiplex, collées en aggloméré bois (panneaux de particules). Placage acajou traité ébénisterie, vernis collodique satiné, teinte acajou s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué. Vitres coulissantes avec onglets, bords doux.

L'ensemble « deux profondeurs » ci-dessus, est constitué par superposition et juxtaposition de 8 éléments encadrés de 1/4 de ronds à chaque extrémité. Hauteur de l'ensemble : 254 cm, largeur : 420 cm. Profondeurs utiles : bas 34 cm, haut 21 cm. Contenance totale : environ 770 volumes club + 160 gros volumes.

DU MEUBLE INDIVIDUEL AU GRAND ENSEMBLE

150 MODÈLES Juxtaposables Superposables Démontables
COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE PAR SIMPLE POSE SANS AUCUNE FIXATION

Installez-vous, vous-même ultra rapidement... A DES PRIX IMBATTABLES !!!

— Visitez nos expositions-ventes : —

Paris: 61, rue Froidevaux Paris 14^e.

Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et les autres jours même le samedi de 9 h à 19 h sans interruption. Métro: Denfert-Rochereau - Gaité - Edgar-Quinet. Autobus: 28-38-58-68.

Bordeaux, 10, r. Bouffard, tel. 44.39.42 - Clermont-Ferrand, 22, r. C. Clemenceau, tel. 93.97.06 - Grenoble, 59, r. St-Laurent, tel. 42.55.75 - Lille, 88, r. Esquemoise, tel. 55.69.39 - Limoges, 57, r. Jules-Fauriol, tel. 79.15.42 - Lyon, 8, r. de la République, tel. 28.35.51 - Marseille, 108, r. Paradis, tel. 37.60.54 - Montpellier, 8, r. Sérane, tel. 58.19.32 - Nantes, 16, r. Gambetta, tel. 75.59.35 - Nice, 8, r. de la Boucherie (Vieux-Ville), tel. 80.14.89 - Rennes, 18, quai E. Zola (près du Musée), tel. 30.26.77 - Rouen, Front de Seine 2000, 43, r. des Charrettes, tel. 71.95.22 - Strasbourg, 11, av. Calde Gault (Espinasse), tel. 61.08.24 - Toulouse, 2/3, quai de la Daurade, tel. 21.09.71 - Tours, 5, r. H. Barbusse (près des Halles), tel. 61.03.28.

ouvert tous les jours même le samedi (fermé le lundi matin - fermé le lundi)

EXPÉDITION RAPIDE ET FRANCO-FACILITÉ DE RETOUR

COMMENT JUXTAPOSER ET SUPERPOSER SANS AUCUNE FIXATION



Nos modèles vous permettent de constituer et d'agrandir votre bibliothèque au fur et à mesure de vos besoins par simple pose sans aucune fixation. Exemple de juxtaposition et de superposition.

BON GRATUIT

à retourner à: LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 PARIS CEDEX 14

Veillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, bois et matériaux, tentes, contenances, prix, etc.) sur vos modèles.

□ STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES et CONTEMPORAINS.

□ LIGNE OR, LIGNE NOIRE.

(cocher la case correspondant au catalogue que vous désirez recevoir.)

M. _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Mois _____

PAR TÉLÉPHONE **320.73.33**

24 H SUR 24 H

Le Monde

société

Les prolongements de l'affaire de Broglie

L'affaire de Broglie a été évoquée, mercredi 9 avril, à l'Assemblée nationale lors de la séance réservée aux questions d'actualité. M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a affirmé sur son honneur qu'aucun des hauts responsables de la police du ministère de l'Intérieur ni le ministre lui-même n'avaient eu connaissance des deux notes de la dixième brigade territoriale

publiées par le Canard enchaîné. Et il a ajouté qu'il gardait sa confiance à M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire. M. Alain Peyrefitte est intervenu pour indiquer que la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris pourra ordonner, si elle le juge nécessaire, un supplément d'information. D'autre part, M. Francis Szpiner, avocat de Pierre de Yarga,

a adressé aux présidents des groupes parlementaires, une lettre leur demandant d'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale la procédure de mise en accusation devant la Haute Cour de justice. Cette démarche vise M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur lorsque Jean de Broglie a été assassiné le 24 décembre 1978.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Bonnet : M. Ducret a pris ses responsabilités, je lui garde ma confiance

M. HENRI EMMANUELLI, député socialiste des Landes, a évoqué l'affaire de Broglie, mercredi 9 avril, à l'Assemblée nationale au cours de la séance réservée aux questions d'actualité. Il a notamment déclaré à ce sujet : « On meurt beaucoup depuis quelques temps, brutalement et mystérieusement, mais l'opinion ne peut plus tolérer que notre vie publique prenne ces allures de mafia, de règlements de comptes, de far-west... »

Lui répondant, M. BONNET, ministre de l'Intérieur, a indiqué : « Les informations qui parviennent chaque jour à la direction de la police judiciaire sont nombreuses — parfois plusieurs centaines — et, avant d'entamer une action, celle-ci doit effectuer un tri en appréciant leur crédibilité. Le 1^{er} avril 1978, en inspecteur de police j'ai été, dans un rapport destiné au commissaire chef de la dixième brigade territoriale, d'une information fournie par un indicateur et annonçant, pour les jours suivants, l'émulsion massive de faux bonds du Trésor pour plusieurs milliards. Des dispositions ont été immédiatement prises par l'inspecteur central pour la répression du faux-monnayage pour pouvoir, le cas échéant, intervenir dans la région méditerranéenne où devait se situer l'imprimerie, dès que des éléments plus concrets seraient parvenus à la connaissance de ses services. Aucune émission suspecte n'est venue, six mois plus tard, le 27 septembre (1), le même inspecteur, sur la foi de renseignements émanant du même indicateur, transmettre un nouveau rapport au commissaire chef de la dixième brigade territoriale : l'opération pourrait se déclencher d'un moment à l'autre. L'indicateur précisait que trois personnes étaient impliquées dans l'affaire : un restaurateur M. de Yarga, un député, M. Jean de Broglie, un expert financier, M. Ribemont. Il indiquait qu'ils étaient également mêlés à des trafics de véhicules volés, d'or, de faux dollars

et de drogue ; il ajoutait, enfin, que, à la suite d'une indélicatesse du député lors des affaires précédentes, celui-ci devait être exécuté par ses complices. »

« Le chef de la dixième brigade territoriale, a ajouté M. Bonnet, transmis ce rapport à son directeur, M. Ducret, qui, devant ces indications trop fantaisistes, jugea peu opportun de les porter à la connaissance de la hiérarchie. La brigade financière fut cependant alertée, mais ses investigations ne confirmèrent nullement l'existence des trafics évoqués. Après le meurtre de Jean de Broglie le 24 décembre 1978, en compagnie de l'inspecteur, le commissaire se présenta le 26 janvier 1979 au cabinet du juge d'instruction. Ils l'informèrent alors verbalement de la totalité des renseignements fournis par cet indicateur. Verbalement, en effet, puisqu'une règle de déontologie policière veut que les informations soient toujours préservées. Il ne m'appartient pas de porter une appréciation sur la suite de l'affaire, en raison du secret de l'instruction. En revanche j'ai le devoir, pour lever toute ambiguïté, de préciser que les deux notes n'avaient été transmises ni à l'autorité administrative, ni à l'autorité judiciaire, la première ne devant être accusée d'avoir caché quelque chose à la seconde. M. Ducret a pris ses responsabilités. Je lui garde ma confiance. Que celui qui se n'est jamais trompé lui sache la première pierre ! Après lui, l'astérisque avec gravité et sur mon honneur que ni le préfet de police, ni le directeur central de la police judiciaire, ni le directeur général de la police nationale, ni le cabinet du ministre de l'Intérieur de l'époque, ni le ministre lui-même, n'ont eu connaissance de ces deux notes, et que toutes les insinuations à ce propos sont totalement dénuées de fondement. »

Une intervention de M. Peyrefitte

M. Bonnet a ensuite — fait inhabituel — passé la parole à M. Peyrefitte. Le garde des

seaux a indiqué pour sa part : « Je ne peux répondre que dans la limite de mes attributions. Pour dissiper certaines interprétations erronées, je crois utile de préciser que l'instruction d'une affaire criminelle se déroule en deux temps : le premier devant le juge d'instruction, le second devant la chambre d'accusation de la cour d'appel. J'ajoute que le secret de l'instruction couvre ces deux phases et subsiste jusqu'à la cour d'assises, c'est-à-dire jusqu'à l'ouverture d'un débat public.

L'instruction de l'affaire de Broglie entre dans cette deuxième phase : la cour d'appel de Paris est maintenant saisie. Cette juridiction souveraine évoquera l'affaire le 23 avril prochain. Il lui appartiendra, si elle le juge nécessaire, de décider s'il y a lieu de demander au cours duquel des débats de toutes les parties se seront exprimées, de décider si un supplément d'information va ou non être demandé. Le secret de l'instruction m'interdit d'en dire davantage. »

Bizarre

M. Michel Poniatowski ignorait, jusqu'à leur publication par le Canard enchaîné, l'existence de deux rapports de police sur un projet d'assassinat du prince Jean de Broglie. M. Christian Bonnet confirme. Il jure, sur son honneur pour défendre celui de son prédécesseur, qu'il sait que M. Poniatowski ne savait pas.

« C'est l'année des histoires à trois. Ce trois-là relancé, on en ouvre un autre », estime M. Ferretti qui ne s'étonne pas que M. Poniatowski ait pu rester si longtemps dans l'ignorance de rapports de police jugés par trop « fantaisistes ». « Des menaces, des informations selon lesquelles un député se ferait tuer, il y en a eu tout le temps. S'il fallait chaque fois en tenir compte... »

« Comment peut-il savoir que Poniatowski ne savait pas ? Il n'en sait rien. Cela me paraît impensable que Poniatowski ne fait pas su. » Les explications du ministre de l'Intérieur n'ont pas convaincu M. Jean Falala. Pour le député R.P.R. de la Marne, l'affaire n'est pas plus claire aujourd'hui qu'elle, il n'était pas le seul, mercredi, dans les couloirs de l'Assemblée nationale à faire part de sa perplexité, s'il terminait la réponse de M. Bonnet à la question posée par M. Henri Emmanuelli (P.S., Landes). Communistes et socialistes continuent de s'interroger et M. Emmanuelli souhaite que ses amis relancent le ministre de l'Intérieur et le garde des sceaux sur cette affaire mercredi prochain. « Ils sont embarrassés », estime M. Pierre Joxe (P.S., Saône-et-Loire).

« Bizarre », dit M. Falala. « Curieux », dit M. Jean Foyer, ancien garde des sceaux, « curieux que Poniatowski ait prétendu s'occuper de tout n'ait pas été au courant. » S'il avait été ministre au moment des faits, M. Hector Rolland (R.P.R., Allier) aurait sans la moindre hésitation « tout à la fois tous les directeurs » de la police.

En revanche, les explications du gouvernement ont paru vaines à M. Yves Guéna (R.P.R., Dordogne). C'est aussi l'avis de M. Antoine Rutenach (R.P.R., Seine-Maritime) qui n'a pas de raison de mettre en doute la parole de M. Bonnet dont l'engagement « solennel et

des menaces, M. Jean Foyer en a reçu pas plus tard que la semaine dernière, en sa qualité de président de la commission des lois et de représentant du « pouvoir pour ». L'autour, qui les lui a transmises par l'intermédiaire de l'A.F.F., se réclame du groupe Action directe. La police en a tenu compte puisqu'elle a mis à la disposition de l'ancien garde des sceaux un fonctionnaire chargé de la « protection rapprochée ». Elle a même fait retarder, le 8 avril au soir, son arrivée dans un grand hôtel parisien où il a participé à un colloque, sur la loi d'information qui, vérifications faites et précautions prises, se sont révélées fantaisistes... J.-Y. L.

L'État-théâtre

(Suite de la première page.)

Au-delà des hommes, en effet, c'est sur le fonctionnement des autorités de l'État qu'il convient de s'arrêter. Pour constater que le doute est partout et qu'il n'est plus temps pour quiconque de se draper dans le manteau d'une vertu rapide.

La police, principalement, que son silence à l'égard de ses chefs rend ou bien grotesque, ou bien, par abstention, complice passive d'un meurtre. Il ne faudrait pas que cela devienne une habitude.

Grotesque, la police le serait de n'avoir réellement pas pris au sérieux les informations dont elle est d'ordinaire plus compétente et qui coïncident si bien, en l'occurrence, avec ce que l'on savait de la victime éventuelle. Les renseignements généraux, jusqu'à plus ample informé, ne recrutent pas chez les débauchés mantaux. Les dénégations de M. Bonnet sonnent, dans ces conditions, les creux, plus que tout autre chose.

Elles sonnent aussi, à bien écouter les paroles de l'ancien ministre de l'Intérieur, la fin de la crédibilité des chefs de la police. Qu'il On préparait le meurtre d'un ancien ministre et aucun de ces chefs n'aurait été en mesure de le savoir ! De qui se moque-t-on ? Ou bien c'est vrai et de tels maîtres ne dirigent plus que sur le papier : la République n'a plus de police. Ou bien c'est faux, et...

Ou bien c'est faux. Là est la question. On ne sait que choisir qui serait moins déshonorant pour la police, pour ses chefs, pour le ministre et pour l'État qu'ils servent.

Ah, c'est vrai, il y a les déclarations de M. Jean Ducret, le directeur de la police judiciaire : « J'ai tout dit au juge d'instruction. » Et alors ? Puisqu'il y a aussi les affirmations du juge répliquant (si furtivement) : « Je n'ai rien à dire. »

Cette réserve, ce secret de l'instruction dont se prévaut le magistrat, auraient-ils posé à ce point et quelques paroles décisives et incontestables sorties de sa bouche avaient suffi à faire taire les rumeurs, à effacer le soupçon que l'on voit courir en tout lieu ? C'est trop de prudence, c'est aujourd'hui trop de révérence consentie à la loi. Pour l'État, pour l'État, la justice n'a pas trop de la subtilité qui est sa marque.

Respectons les déclarations de M. Jean Ducret, que l'on sait à quatre mois de la retraite, ainsi qu'il n'a pas manqué de le préciser alors qu'on ne l'en sollicitait pas. La vérité, pour l'instant, promue bouc émissaire consentant. Mais, au-delà de lui — fonctionnaire en suris, — n'y a-t-il pas d'autre explication à fournir que cette affirmation triomphante des lacunes officielles ? Puisque c'est bien : l'histoire de la place Beauvau le 22 décembre 1978, pour le meurtre des trois candidats de la police judiciaire, ni le directeur général de la police nationale, ni le directeur général de la police nationale, ni le cabinet du ministre de l'Intérieur d'alors, ni le ministre lui-même n'ont

eu connaissance [des notes publiées par le Canard enchaîné]. On connaît ce vieux principe, venu du fond des âges et adopté par tous les peuples : « Nul ne peut pour se tirer d'affaire » se prévaloir de sa propre faute. » Si l'État, par l'intermédiaire de son ministre de l'Intérieur, en est réduit toutela à cet expédient, quelle est en réalité l'étendue des fautes officielles ? A défaut de savoir d'où vient, d'encore plus roland, l'assassinat ?

PHILIPPE BOUCHER.

« LA MORT DE CHARLES BIGNON EST PUREMENT ACCIDENTELLE » estime-t-on au palais de justice de Versailles

Aucune information n'a été ouverte par le parquet de Versailles après la mort de l'ancien député R.P.R. de la Somme, M. Charles Bignon, cinquante-neuf ans, tué dans un accident de la route le 29 mars sur l'autoroute A 10, près d'Abbeville (Yvelines). Après dix jours d'enquête effectuée par le peloton de gendarmerie de l'autoroute, le parquet a décidé de ne procéder à aucune inculpation, apprend-on de source judiciaire. « Il s'agit d'un accident de la circulation tout à fait banal et il n'y a aucun mystère autour des circonstances de la mort de cet ancien parlementaire », précise-t-on au palais de justice.

M. Charles Bignon, qui fut député gaulliste de la Somme de 1968 à 1978, avait été le vendredi soir 28 mars chez des amis à Orléans. Il regagnait Paris au volant de sa voiture avec, à ses côtés, une passagère, une femme d'une cinquantaine d'années, qui affirme être « une amie proche et de longue date », lorsqu'une violente dispute les opposa. « J'ai demandé à Charles Bignon de m'arrêter sur le bord de l'autoroute et la conversation devant se poursuivre sur le même ton jusqu'à Paris », a indiqué la passagère aux gendarmes.

Des déclarations de la passagère et des constatations des gendarmes, il ressort que la voiture de M. Bignon était arrêtée sur la voie dite lente lorsque survint un poids lourd dans la nuit. M. Bignon n'aurait pas eu le temps de réagir avant d'être percuté. Son camion a percé la voiture et l'a traînée sur plusieurs dizaines de mètres, puis le véhicule a pris feu.

L'autopsie du corps de M. Bignon, entièrement carbonisé, n'a pas permis d'apporter un quelconque élément. « Mais il ne peut s'agir que d'un accident, et il est inutile de chercher plus loin les causes de la mort de l'ancien député, même si celui-ci fut un proche collaborateur du prince Jean de Broglie », estime les enquêteurs.

Faits et jugements

Un même auteur pour les triples meurtres de Béziers et de Carqueiranne ?

L'expertise balistique effectuée par le professeur Guy Eyrat, directeur de l'Institut de médecine légale de Montpellier, chargé de dire si les balles qui ont tué, le 18 janvier dernier, les trois victimes du triple assassinat de Carqueiranne (Var) avait pu être tirées par la même arme utilisée le 22 décembre 1979, pour le meurtre des trois candidats de la police judiciaire, de Béziers (Hérault), aurait conclu à une similitude quasi totale entre les projectiles examinés.

Les examens pratiques auraient permis de relever une cinquantaine d'analogies entre les balles soumises à comparaison. Cependant, si l'expertise proprement dite est terminée, M. Eyrat n'a pas encore achevé la rédaction de son rapport, qu'il doit rendre le 21 avril à M. Yves Chevillier, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Béziers.

« Mort d'un détenu à Châlons-sur-Marne. — Dominique Regnaud, âgé de vingt-deux ans, détenu au quartier de haute sécurité de la maison d'arrêt de Châlons-sur-Marne, a été découvert mort dans sa cellule au matin

du mercredi 9 avril. Les premières constatations font penser à un suicide. Cependant, une information a été ouverte et une autopsie ordonnée. Dominique Regnaud avait été condamné à onze ans de réclusion criminelle le 26 mars dernier par la cour d'assises de la Marne, qui l'avait déclaré coupable de plusieurs vols à main armée.

« Un motard de l'escorte du roi du Maroc, M. Yvon Toullemon, appartenant à la compagnie républicaine de sécurité de Villers-Villacoublay (Yvelines), a été gravement blessé au cours d'une collision, mercredi 9 avril, à 12 h 30, près de Dammarie-en-Goële (Seine-et-Marne). Le cortège, en provenance de Belfort-le-Château (Indre-et-Loire), se rendait à l'aéroport de Boissy-en-France.

Dans la même région, le 31 mars, une voiture escortant les membres de la famille royale du Maroc avait percuté un véhicule venant en sens inverse. L'accident avait fait un mort et six blessés (le Monde du 5 avril).

« Incendies de forêts en Provence. — Plusieurs incendies de forêts ont été déclarés en Provence dans la journée du mardi 9 avril. Le plus important, attisé par le mistral, a ravagé une douzaine d'hectares de résineux entre Ales et Bagnols (Gard) avant de pouvoir être circonscrit. Le feu a encore détruit une dizaine d'hectares près de Vaison-la-Romaine (Vaucluse).

SCIENCES

A Grenoble

LE PROFESSEUR SPRINGER NOUVEAU DIRECTEUR DE L'INSTITUT LAUE-LANGEVIN

L'Institut Max von Laue-Paul Langevin (ILL) de Grenoble vient de nommer son nouveau directeur : le professeur Tasso Springer, du Centre d'études nucléaires de Juelich (R.F.A.). Il succède, à compter du 1^{er} avril, à un Britannique, M. John White, qui réintègre son poste à l'université d'Oxford. Le professeur Springer assurera les fonctions de directeur de l'ILL jusqu'en octobre 1982 et sera assisté dans sa tâche par deux directeurs adjoints dont l'un, M. Brian Fender, est britannique, et l'autre, M. Jacques Joffrin, est français.

L'Institut Max von Laue-Paul Langevin, que M. Springer a appelé à gérer, exploite à Grenoble un réacteur à haut flux de neutrons qui permet de mener des expériences de physique, de chimie et de biologie. Réalisé en coopération par les Français, les Allemands et l'origine, l'ILL est devenu un institut « trinational » depuis que la Grande-Bretagne a demandé, en juillet 1974, à participer à ses activités.

Pour promouvoir le solaire l'AFEDS se fixe de nouveaux objectifs

L'association française pour l'étude du COMES et des services qui lui sont attachés lui a fait perdre à la fois son rôle de centre d'information du public — pris dans son sens le plus large — et ses activités sur la normalisation des mesures et des équipements solaires. L'AFEDS se propose de reprendre la publication des cahiers spécialisés qui portent son nom. Ses responsables espèrent en faire une sorte « d'encyclopédie pratique du solaire à l'usage d'un public techniquement cultivé ».

Outre ses activités d'édition, l'AFEDS souhaite se donner un rôle plus international en rapport avec la position de la France dans le solaire. A terme, cette volonté

pourrait se traduire par son adhésion à l'International Solar Energy Society et par un rapprochement avec les membres de la Coopération méditerranéenne pour l'énergie solaire (COMPLES). Toutes actions que l'organisation de journées d'études (cinq ou six par an), de symposiums à caractère scientifique et technique, la mise en place de relations avec les différentes associations régionales françaises et le lancement d'études spécifiques pour le compte du COMES, devraient renforcer.

(1) Directeur adjoint du Programme interdisciplinaire de recherche pour le développement de l'énergie solaire (Pirdes) au C.N.R.S.

AUX SOLDEURS TERRIBLES

Pour hommes : 1 costume + 2 pantalons + 2 chemises ou au choix 1 chemise + 1 cravate pour 599 F. 1 t-shirt femme + 1 chemisier pour 299 F. Veste fantaisie à partir de 199 F. Jeans en velours 99 F. Gilets à partir de 59 F. 7 et 9, Boulevard du Temple - 75003 Paris Téléphone : 887.86.58 ouvert tous les jours sans interruption de 10 à 19 h, sauf dimanche et lundi.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Venez y trouver ce que vous recherchez LES BUREAUX

de Broglie

L'Etat-théâtre

« Le Canard enchaîné » demande une contre-expertise de ses machines à écrire

Toujours inculpés de recel de documents administratifs volés, MM. Roger Fresco, et Claude Angele, respectivement directeur et rédacteur en chef adjoint du Canard Enchaîné, ont demandé par leur avocat, Me Roland Dumas, une contre-expertise des vingt et une machines à écrire dont dispose leur journal.

Cette demande fait suite à l'information ouverte après la publication par l'hébdomadaire des feuillets d'impression de MM. Valéry Giscard d'Estaing et Marcel Dassault.

Après l'arrestation, le 10 octobre 1979, d'un ancien vacataire du ministère des Finances, M. Dominique Marie, trouvé en possession d'une liste dactylographiée portant des noms de personnalités, une première expertise ordonnée par le magistrat instructeur, M. Emile Cabat, et confiée au professeur Pierre-Fernand Cossu, chef du service de l'identité judiciaire, avait conclu à une similitude entre cette liste et les particularités de frappe d'une machine à écrire de marque Olympia appartenant au Canard enchaîné.

Mais comme M. Marie, aujourd'hui remis en liberté, a toujours affirmé n'avoir jamais rencontré les dirigeants du journal et que ces derniers soutiennent de la même façon n'avoir jamais été en relation avec lui, MM. Fresco et Angele estiment que les résultats de l'expertise des machines à écrire

Selon un jugement rendu à Lille

UN ARCHITECTE QUI NE PAIE PAS SA COTISATION EST TOUJOURS INSCRIT A L'ORDRE

Il ne faut pas confondre liste et tableau. Pour avoir diffusé auprès d'éventuels clients (des villes et des administrations notamment) une liste d'architectes qui ressemblait trop au tableau officiel de l'ordre, le conseil régional du Nord vient de faire rappeler... à l'ordre par le tribunal de grande instance de Lille.

Assigné en référé par un architecte volontairement « oublié » sur cette liste parce qu'il n'était pas à jour de toutes ses cotisations, le conseil régional devra diffuser une liste rectificative sous quinzaine, avec une astreinte de 500 F par jour de retard.

L'architecte récalcitrant, M. Claude Guislain, est membre du Syndicat de l'architecture, qui recommande à ses membres de payer une cotisation minimale à l'ordre, dont il conteste l'utilité.

Pour construire, les architectes sont tenus d'être inscrits au tableau, et il est évident que l'absence de leur nom sur une telle liste est un préjudice à leur activité. Le jugement de Lille semble indiquer que le non-paiement de la cotisation ne peut entraîner ce qui apparaît comme une radiation.

La punition imaginée par le conseil du Nord est considérée par le tribunal comme une « note de fait insusceptible de se rattacher à la mission de service public dévolue au conseil régional pour la tenue du tableau et comme un trouble manifestement illégitime dans l'exercice de leur activité à l'égard des professionnels volontairement omis ».

Un journaliste de l'Agence de presse Libération (A.P.L.) — un hebdomadaire de Nantes — et une jeune femme domiciliée à Paris ont été gardés à vue dans les locaux de la brigade criminelle du quai des Orfèvres, le premier pendant quatre jours, et la seconde pendant cinq jours, à la suite de l'information ouverte après l'arrestation d'un groupe soupçonné d'appartenir à l'organisation Action directe. Tous deux ont été remis en liberté mercredi soir, 10 avril. Il leur était reproché d'avoir servi d'intermédiaire pour la location d'appartements ayant abrité des terroristes présumés. L'A.P.L. précise d'autre part que la police a procédé à une perquisition dans ses locaux et dénonce « la procédure d'exception employée sur une simple présumption, sans que puisse intervenir un avocat ». L'A.P.L. ajoute que « ces interventions policières servent à créer un climat d'intimidation » et pourraient « entraver une assimilation possible entre le terrorisme et leur journal qui veut être une presse différente ».

USAGERS CONTRE S.N.C.F. : JUGEMENT LE 14 AVRIL

Le juge des référés devait examiner, le vendredi matin 7 mars, la plainte déposée par deux mille cinq cent quatre-vingt-neuf usagers des transports en commun qui réclament à la S.N.C.F. le remboursement de la fraction du coupon de carte orange correspondant aux journées de grève de janvier. La présidence du tribunal de grande instance de Paris a décidé que la cause sera plaidée devant une juridiction collégiale et non pas devant un juge unique, le 14 avril.

C'est reconnaître l'importance de l'affaire qui pourrait faire jurisprudence pour plusieurs centaines de milliers d'usagers, remarque, dans un communiqué, le Comité d'usagers des transports d'Ile-de-France. C'est bien la première fois qu'un aussi grand nombre d'usagers des transports réclament collectivement devant les tribunaux le remboursement d'un service payé et non rendu.

Claude Alexandre

Le boucher à oreille louchée qui perdure les adresses où l'on trouve mieux et moins cher. C'est ce passe-passe dans un endroit bien difficile d'accès, dans un local peu avenant, et il faut bien souvent appartenir à tel ou tel groupement. Ce nouveau mode de distribution était jusqu'à présent pratiquement inconnu dans le Fret à Port et encore plus dans les vêtements de vêtements et de loisirs. Les problèmes de prix ont fort souvent été au centre de l'attention. C'est pourquoi CLAUDE ALEXANDRE a décidé de vendre directement sa fabrication à la clientèle particulière, lui permettant de payer un prix qui n'est pas grevé par les différents intermédiaires. Avantage considérable, c'est en plein centre de Paris - 67, rue de la Vierge, entre HOTEL DE VILLE et le B.B.V. et le FORUM des HALLES. Le local est sans vitrine. En dehors de sa fabrication, CLAUDE ALEXANDRE vend les meilleures marques mais bien pour hommes que pour femmes, la distinction du lieu ne portant pas préjudice aux détaillants classiques. Pour accéder à la fabrication de qualité, ou bien profiter de l'expertise d'une profession libérale, une carte d'accès permanente et personnelle vous sera alors délivrée. Volez un circuit court pour rebelle au garde robe en économisant 35% et plus.

Le Monde DE L'EDUCATION

L'ORIENTATION APRES LA CINQUIÈME ET LA TROISIÈME

NUMÉRO D'AVRIL

Deux étapes-clés à ne pas manquer. Comment se déterminer ? La grande tromperie de l'enseignement technique « court ». A quinze ans, comment choisir son avenir ?

Les options, les procédures, les voies de recours, les erreurs à ne pas faire.

EN VENTE PARTOUT : 7 F — MENSUEL

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Quinze des inculpés du 2 avril sont maintenus au secret

Une quinzaine de personnes, parmi les dix-neuf terroristes présumés inculpés le 2 avril par M. Michel Lacroix, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat (Le Monde du 4 avril), ont été mises au secret par ce magistrat lors de leur inculpation, en application de l'article 116 du code de procédure pénale qui prévoit, en son second alinéa (ordonnance du 23 décembre 1958) : « Le juge d'instruction a le droit de prescrire l'interdiction de communiquer pour une période de dix jours. Il peut la renouveler, mais pour une nouvelle période de dix jours seulement. En aucun cas l'interdiction de communiquer ne s'applique au conseil de l'inculpé. »

M. Lacroix estime que cette mesure est tout à fait indispensable, imposée par les nécessités de l'instruction, notamment pour les ressortissants italiens impliqués dans cette affaire. La première période de dix jours se termine samedi 12 avril.

L'avocat de Mlle Olga Girotto, l'une des inculpées, M. Jean-Pierre Mignard, réclame de l'emploi de cette procédure exceptionnelle : « Même à la Cour de sûreté de l'Etat elle est rarement appliquée. Indiquée-t-elle ? La difficulté que nous avons habituellement est d'obtenir que les détenus soient ensemble, alors qu'on préfère les isoler. Mais cela n'a rien à voir avec la mise au secret qui s'applique aux conditions carcérales dures. Je sais que dans cette affaire trois personnes au moins sont détenues au quartier de sécurité renforcée de Fresnes, d'autres à celui de Fleury. »

Certains avocats, bien qu'étant en relation avec les familles de quelques inculpés — qui n'ont pas encore pu communiquer avec eux — n'avaient toujours pas reçu, mercredi 9 avril, la lettre les désignant comme défendeurs.

Après leur arrestation, les 27 mars et 28 mars, les terroristes présumés sont restés six jours en garde à vue, comme le prévoit la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat. Ils ont ensuite été inculpés, le 2 avril, depuis on ne sait rien de quinze d'entre eux, si ce n'est que la plupart ont désigné des avocats avec lesquels ils ne sont toujours pas en relation.

Certains ne savent toujours pas qu'ils ont été choisis, d'autres ont reçu la lettre les désignant, le 8 ou le 9 avril seulement — Jo. S.

APRES L'ÉVACUATION DU CAMPUS DE GRENOBLE

Une procédure judiciaire est engagée à l'encontre de 138 personnes

De notre correspondant

Grenoble. — L'évacuation par la police, dans la nuit du 8 au 9 avril, des cent trente-huit étudiants qui occupaient depuis trois semaines le bâtiment administratif de l'université scientifique et médicale (Le Monde du 10 avril), et les menaces qui pèsent désormais sur les étudiants étrangers interpellés, puis conduits pour vérification d'identité à l'hôtel de police, risquent d'être, à l'issue des vacances universitaires de Pâques, un nouvel élément mobilisateur pour les trente mille étudiants grenoblois.

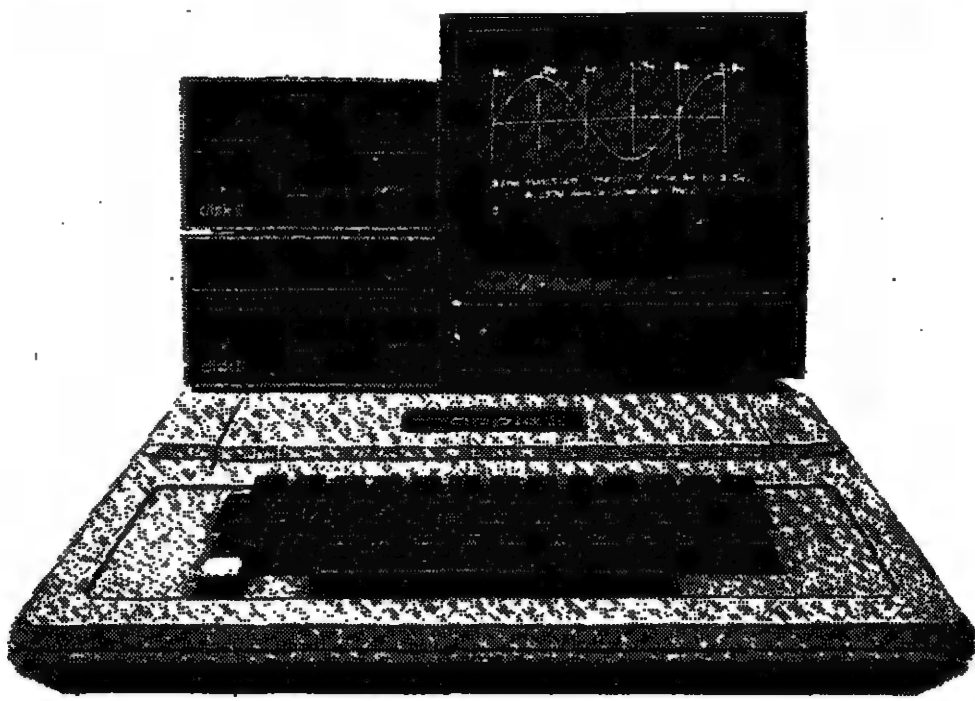
Dans un communiqué commun, le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) et l'Union départementale C.F.D.T. estiment que « les autorités universitaires, loin de prendre sérieusement en considération la nature des revendications étudiantes, hésitent à prendre la responsabilité d'un fichage, voire d'expulsion d'étudiants étrangers ». Le parti communiste, pour sa part, demande que des garanties soient données afin qu'aucune sanction ne soit prise à l'encontre des étudiants interpellés.

Le commissaire Southerien, directeur départemental des polices urbaines, a indiqué, mercredi soir, que même « s'étudiants étrangers qui ne portaient sur eux

aucun papier ont été relâchés. Toutefois, les cent trente-huit personnes interpellées ont fait l'objet d'une procédure pour occupation de bâtiment administratif qui sera transmise au parquet. Le président de l'université scientifique et médicale, M. Gabriel Cau, a déclaré qu'il ne déposerait pas de plainte contre les étudiants qui occupent le bâtiment administratif de son université. C'est la première fois que la police intervient sur le campus universitaire de Saint-Martin-d'Hères pour faire évacuer des bâtiments occupés. Au cours d'une conférence de presse, M. Cau a expliqué que cette occupation empêchait, depuis trois semaines, toute surveillance du « patrimoine administratif », toute « sauvegarde des dossiers à entreposer », qui se trouvaient ainsi menacés. Le président de l'université scientifique et médicale a fait observer, en outre, que la police a pénétré sur le campus « dans des conditions tout à fait exceptionnelles, puisque celui-ci est actuellement dans une période non universitaire ». Enfin, M. Cau a précisé : « Si l'on n'accepte pas les règles universitaires, alors il n'y a plus de franchise universitaire. »

CLAUDE FRANÇON.

Patrons, maîtrisez vos informations



apple II est le tableau de bord de votre entreprise.

Analyse des ventes, prévisions budgétaires, plans d'investissement, d'amortissement, simulations de marketing, optimisation de la gestion... ce ne sont que quelques-unes des possibilités d'un ordinateur portable pesant moins de cinq kilos, APPLE II, auxquelles s'ajoutent l'ensemble des fonctions comptables, de facturation et de tenue de stocks.

Né des extraordinaires progrès de la miniaturisation en électronique, APPLE II permet la mise en application de tout un système de programmes éconémétriques («Econosys»), capables de rendre d'immenses services aux responsables d'une entreprise et à leurs collaborateurs. Ceux-ci l'utiliseront aisément car le maniement d'APPLE II est accessible à tous et ne nécessite aucune formation

spécialisée. Sa simplicité d'utilisation, l'étendue de ses champs d'application, sa robustesse et son prix ont déjà conquis plus de 100.000 utilisateurs dans le monde.

Pour mieux contrôler l'avenir de votre entreprise, sachez, vous aussi, utiliser toutes les ressources de la micro-informatique.

Conçu et fabriqué en Californie, APPLE II est distribué dans toute la France par un réseau de distribution qui vous apporte une assistance après-vente rapide et efficace.



marque déposée

Importateur : SONOTEC 5, rue François Ponsard - 75016 PARIS

Liste des Dépositaires dans toute la France : Région Parisienne : CART EXPERT - 2A DES BETHUNES 6, rue de l'Équerre B.P. 446 95005 CERGY PONTOISE CX - ANGLADE 7, rue de la République 75008 PARIS - E.A.F. 35, rue des Vents de l'Est 92700 COLOMBES - F.A.L. 136, rue de Rome 75004 PARIS - I.L. 143, rue de la République 75015 PARIS - HANCOX 9, rue Labrousse 75015 PARIS - INTERSOFT 58, rue Pierre Charron 75008 PARIS - K.A. 6, rue Darcet 75017 PARIS - M.I.D. 47, rue de la République 75011 PARIS - MICRODATA INTERNATIONAL 25, rue de Condé 75006 PARIS - PERTASOIC 5, rue Maurice Bourdieu 75016 PARIS - COMEXOR 81, rue de l'Amiral Roussin 75015 PARIS - S.A.A.R. 2, place Malvestin 93400 COURENVOIE - SIVEA 20, rue de l'Éclairage 75008 PARIS - TRIANGLE INFORMATIQUE 64, bd Beaumarchais 75001 PARIS - Région Nord : LEANDRO 236, rue Saint-Cornet 59320 HAUBOURDIN - MICROMEGA 38, rue de l'Amazone 59300 VALENCIENNES - Région Est : A.V.M. 2, rue du Boudou B.P. 544 68002 EPINAL - METZ 15, rue du Ban aux Pâtes 67000 STRASBOURG - MICRO OR 85, bd Symphonie 57050 LONGVILLERS METZ - D.M.B. PHARMATON 9, rue du Foulon 67000 STRASBOURG - S.A.E. CEMA Tour de l'Europe 68000 MULHOUSE - INFORMATIQUE ASSISTANCE 65, rue Hange 33000 LYON - Région Rhône-Alpes : A.P.H.A.S.T.E.M.S. 11, rue Thiers 38000 GRENOBLE - EUROPROCESS SECORD 7420 INVERGES - NUMERMAT 2, quai St Antoine 69002 LYON - SOGE MO 12, rue Saint-Alexandre 71000 CHALON-SUR-SAÔNE - TEMPO 6, bd Marechal Foch 38000 GRENOBLE - Région Sud : CASINOR Résidence de Gorbion bd Henri Sappo 05000 NICE - ELP INFORMATIQUE 47-49, rue Brocher 13005 MARSEILLE - I.F.I. 12, rue Castillon 34000 MONTPELLIER - IGES 3, place J. Jaurès 33000 BORDEAUX - SOPROGA 14, rue Le Corbusier 13950 AIX-EN-PROVENCE - SOUBRON 9, rue J.J. Kœnig 31000 TOULOUSE - ONDE MARITIME 28, bd de Mgr 06150 CANNES LA BOCCA - F.A.L.C. MARSEILLE Centre Bourze 13201 MARSEILLE C.E.D.E.I. - PROVINCE SYSTEME 7A, rue Sabat 13007 MARSEILLE - Région Ouest : E.O.B. 208, rue Primavera 72000 LE MANS - MICRO 16 Résidence Angélique 50160 ANGOULEME - SCRIPTA 27, rue J.D'Arc 76000 ROUEN - S.E.M. 55-61, rue F. Roosevelt 27008 EVREUX CX - Région Centre : IMPACT 4, rue des Saules 63000 CLERMONT-FERRAND - REYNAL 3, bd Desaix 63000 CLERMONT-FERRAND - Outre-Mer : MICRO-SYSTEMS SERVICE B.P. 253 97430 LE TAMPON LA REUNION.

SOCIÉTÉ

LES SABOTAGES CHEZ PHILIPS ET C.I.I.-HONEYWELL-BULL A TOULOUSE

La revendication des attentats par Action directe paraît « fantaisiste » aux enquêteurs

Toulouse. — « Ça commence à bien faire avec Action directe ! ». Ce policier toulousain vient de s'exprimer. C'est le premier. D'autres s'étaient contentés de reprendre d'un ton les leurs explications pour la dixième fois.

De notre envoyé spécial

sûreté urbaine du Service régional de la police judiciaire (S.R.P.J.) concernés à un titre ou à un autre par la recherche des auteurs du double sabotage d'installations informatiques commis ce week-

end à la société Philips Data System, puis dans la nuit du 8 au 9 avril au siège toulousain de la C.I.I.-Honeywell-Bull (le Monde - du 10 avril exprime un point de vue identique : la revendication de ces actions par des membres d'Action directe paraît fantaisiste.

« N'importe qui a pu par téléphone joindre l'A.P.P. quarante-huit heures après les faits et se faire passer pour un membre de cette organisation », note un policier du S.R.P.J. Le premier communiqué signé « Action directe des 37-38 mars », par référence à l'arrestation d'une vingtaine de personnes suspectées d'appartenir à ce groupe, ne coïncide, selon les policiers, aucune précision. Même l'indication concernant l'éventuel travail informatique que la société Philips Data System pouvait effectuer pour le compte de la défense nationale n'était pas une information inconnue : dans son édition du lundi 7 avril, la Dépêche du Midi laissait déjà entendre que l'entreprise pouvait compter le ministère de la défense nationale parmi ses clients.

Les policiers toulousains estiment aussi que le second communiqué signé Action directe (A.D.) est tout aussi suspect. Les enquêteurs n'ont pas retrouvé dans les locaux visités les indices que les inconnus affirmèrent avoir laissés :

un sigle Action directe tracé sur le sol et les restes d'un cocktail Molotov placé dans une bouteille de bière de marque Kronenbourg, l'autre groupe ayant revendiqué le sabotage des installations de programmes de Philips Data System, le CLODO (Comité liquidant ou détournant les ordinateurs), a davantage de chances de se voir reconnaître la paternité de cet attentat. La direction de la société a, en effet, admis mercredi 9 avril que toutes les précisions apportées par le CLODO et la place de certains objets dans le bureau du directeur ou l'intimité de certains dossiers — étaient justes.

Les policiers toulousains ne cachent pas leur surprise de voir la Cour de sûreté de l'Etat se saisir de l'information sur les déclarations de matériel. « Il semble y avoir eu une légère imprécision à Paris », note-t-on. Sans doute, croit-on dans la capitale à l'existence d'une branche toulousaine d'Action directe ou à la possibilité qu'un groupe de militants oubliés par la rafle

des 37 et 38 mars se soient réfugiés dans le Sud-Ouest. « C'est bien une thèse parisienne », expliquent encore les policiers avec ironie. Toulouse, c'est vrai, ne croit pas détenir dans ses murs quelques « terroristes échappés ». Même l'attention à l'explosion commise le 30 mars contre un commissariat du sud de la ville, signée par Action directe et dont la revendication n'a semblé-t-il pas être contestée par la police parisienne, a été jugée fort suspecte. « C'est dans la tradition toulousaine de s'attaquer des commissariats des qu'on arrive des militants à Paris », note M. Anne Daugé, du barreau de la ville. On relève une demi-douzaine de cas semblables depuis quatre ans. Toulouse a toujours eu le sens du « plastic de la solidarité ». Cette fois encore on a pu usurper l'identité d'un groupe malmené par la justice de l'Etat.

La confusion, il est vrai, peut naître très aisément. Ville de forte tradition libertaire, très engagée dans le passé aux côtés des « anars » espagnols, ville aussi de repos et de repli pour les militants recherchés à Madrid ou à Rome, Toulouse n'est jamais très éloignée par l'esprit des actes commis au nom de l'anarchie. La ville rose constitue aussi une étape importante dans l'épopée d'Action directe. Certains membres de cette organisation, comme Jean-Marie Roulland, actuellement en fuite, suspecté d'être l'un des auteurs de l'attentat récent au ministère de la coopération, y ont vécu plusieurs années. C'est à Toulouse qu'ont été des deux composantes indirectes d'Action directe. C'est ici qu'ont été commis les attentats et quelques coups de force retentissants des G.A.R. et, pour finir, quinze dizaine de militants clandestins ont été arrêtés en 1974 (le Monde du 1^{er} avril).

Depuis deux ou trois ans, on assiste à Toulouse à la percée d'un courant inspiré de méthodes d'Action directe, comme l'explique un observateur de ce micro-milieu. Certains groupes de la ville s'intéressent de près à la recherche de fichiers : le 16 novembre 1979, un commando « police » a dérobé le dossier de « l'attentat » dans un commissariat et rend public son contenu. Trois mois plus tard,

d'autres inconnus déroberont « le fichier des voleurs » d'un grand magasin, du centre de la ville — Printemps — et communique les fiches à la presse (le Monde du 30 février). « Les sabotages chez Philips Data System et chez C.I.I.-Honeywell-Bull procèdent apparemment des mêmes intentions », notent les policiers et les militaires proches des anarchistes toulousains. Sensible par tradition au « recul des libertés individuelles », le militantisme clandestin semble avoir ici corré son cible : le fichier des citoyens et, au-delà, le cerveau manipulateur, l'âme du progrès moderne : l'ordinateur. Comme par le passé, l'anarchisme toulousain s'épanouit toujours à travers des courants et des groupements divers. Il agit toujours de manière décentralisée. Mais il pourrait cette fois avoir trouvé son inspiration. Les policiers, conscients de cette orientation nouvelle, étudient quelques dossiers oubliés concernant des attaques commises contre des sociétés d'informaticiens ou des organismes privés et publics disposant de fichiers, comme cet attentat, le 24 novembre 1977, à l'ancien siège de Philips Data System.

Persone ne croit plus à Toulouse à l'existence d'une branche régionale d'Action directe. Mais le CLODO et ses frères existent bel et bien et ils sont prêts à guerre contre les ordinateurs. Les policiers en sont à ce point persuadés qu'ils surveillent depuis le 8 mars le siège d'I.B.M., seule société informatique jusqu'ici épargnée.

PHILIPPE BOGGIO.

La peur de l'ordinateur

L'ordinateur fait peur. Une peur diffuse, irraisonnée, à la mesure de l'ignorance de ses destructeurs, qui sont aussi — ce n'est pas le moindre paradoxe — ses bénéficiaires. Cette crainte n'est pas sans rappeler celle de l'an mille qui tenait, raconte-t-on à tort, les populations du diable sibyllique, à cet âge que les risques que fait courir aux habitants de la planète le grand ordinateur n'ont rien d'imaginaires.

Depuis que les pays développés ont recouru à l'informaticien, dirigeants et spécialistes ne manquent pas de rappeler les espoirs qu'elle suscite et les dangers qu'elle recèle. Au cours de la semaine « Informatique et société », M. Giscard d'Estaing s'est félicité de l'existence de ces « techniques puissamment novatrices », mais reconnaissant que le stockage illimité d'informations pouvait « soumettre les hommes à des volontés occultes de savoir et de contrôle ».

C'était le 28 septembre. Quatre mois plus tard, on apprend que le gouvernement venait de mettre la dernière main à un projet d'identification des cartes d'identité des Français et des titres de résidents étrangers. Les rumeurs suscitées par cette entreprise de fichage, mais droites dans sa présentation et dangereuses dans ses conséquences, n'ont pas fini de s'apaiser, malgré les succès successifs du gouvernement, qui a dû renoncer à engranger dans les ordinateurs du ministère de l'Intérieur la plupart des données concernant les émigrés et qui découvre aujourd'hui la nécessité de faire approuver ce projet par le Parlement.

Le fichage et la redoutable efficacité que lui donne l'informaticien n'ont ébranlé que les seuls socialistes. En l'espace d'un mois, la C.F.D.T. a organisé un colloque sur ce thème, le C.G.T. multiplie les mises en garde et les protestations, et l'on a vu resurgir l'hypothèse, jamais infirmée malgré les dénégations officielles, de la conservation par le gendarmisme du fichier des juifs établi sous l'occupation.

Il y a quatre mois était créé, à l'initiative des militants de gauche et d'extrême gauche, un Centre d'information et d'initiation sur l'informaticien, dont le sigle (C.I.I.) rappelle, à double, celui de l'una des sociétés visées à Toulouse. S'il va de soi que rien ne permet d'attribuer à ces militants les sabotages en question, il n'est pas interdit de craindre leurs auteurs du soul de réagir contre les excès du fichage.

Ces excès mobilisent aujourd'hui les enseignants contre les dangers — que certains ne jugent pas écartés — du dossier scolaire ; les travailleurs sociaux contre le repérage des enfants et des familles à risques (projets GAMIN et AUDASS), et — on l'a vu il y a quelques jours — des appels du contingent

Paradoxe

Paradoxalement, la France possède, avec la loi du 6 janvier 1978, une des législations les plus protectrices du monde. La création par la puissance publique d'un fichier automatisé est soumise à l'approbation de la commission de l'informaticien et des libertés qui vérifie, comme pour les fichiers d'entreprises non publiques, qu'il ne porte atteinte ni à la vie privée ni aux libertés individuelles ou publiques.

« Un droit d'accès », c'est-à-dire de communication, est reconnu à tout citoyen, ainsi qu'un droit de rectification en cas d'erreur. Mais qui connaît cette loi ? Pas le simple citoyen auquel le grand ordinateur inspire une crainte légitime. Ni les auteurs de ces attentats. Ou, s'ils la connaissent, c'est qu'ils ne croient pas à son efficacité, pas davantage qu'aux déclarations officielles dans ce sens. On mesure, en lisant cela, la responsabilité de la commission de l'informaticien et des libertés qui doit bientôt se prononcer sur le projet d'automatisation des cartes d'identité des Français.

Il existe des similitudes entre l'informaticien et l'énergie nucléaire : mêmes craintes irrationnelles, même risque de développement incontrôlé, même souci de l'inconnu. Mais les manifestations du cap Sizun comme le Plogoff informaticien de Toulouse ne doivent pas tromper. Comme pour le nucléaire, la contestation porte moins sur la nécessité de ce que le rapport Nora-Minc appelle « l'informaticien de la société » — que sur la manière dont cette politique est conduite et expliquée : on ne fera croire à personne que la sécurité des données de cartes d'identité passe par leur fichage.

Résultat : l'enjeu du débat se déplace. C'est moins le risque, que rappelle Jacques Thibaut dans la France colonisée, d'une domination industrielle et culturelle américaine qui est perçue, que les dangers que ferait courir aux Français une société soumise, comme l'a été pendant longtemps le chel de l'Etat, aux « volontés occultes de savoir et de contrôle ». Sur cela, il serait bon de réfléchir afin de prévenir d'autres gestes irrationnels et symboliques, comme ceux de Toulouse.

BERTRAND LE SENDRE.

ANCIENS COMBATTANTS

« Les anciens internés du camp de Gurs sont invités à participer au congrès constitutif de l'Amicale qui se tiendra le 21 juin, à Gurs, dans la salle municipale. Les anciens de Gurs et les familles des disparus combattants républicains espagnols, volontaires des brigades internationales, immigrés antifascistes, patriotes et résistants français, juifs allemands de la région de Bade, juifs français et de diverses nationalités peuvent s'adresser au bureau provisoire de l'Amicale des anciens de Gurs, 14, rue du Maréchal-Joffre, 64000 Pau.



Burberrys

Blazer velours 930 F
Kilt pour l'été 525 F
Chemise toile 390 F

8, bd Malesherbes
Paris 8^e - 266.13.01



HOMMES

CHAUSSURES POUR PIEDS GRANDS OU LARGES

Un choix unique de chaussures du 38 au 50 par demi-ponture, de la 6^e à la 11^e largeur.

PALAIS DE LA CHAUSSURE
38, av. de la République
75011 PARIS - Tél. : 357.45.82
Catalogue gratuit - Parking

Maitres LOUMER et POULAIN
BOULEVARD DES VENTES
75, rue du Faubourg-Saint-Honoré
VERMOREL 11 AVRIL, à 18 heures
Bibette, collection d'événement et d'ombrage.

Expo. : Vendredi 11 avril, de 11 à 18 heures
dans les Salons du Club Méditerranée
38, boulevard Victor-Hugo,
75009 PARIS
Tél. 364-40-01 - 364-4153 F.

CARNET

Naissances

— Marylène et Philippe DESAUPTE SAINT PAUL sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, Adrien, le 7 avril 1980, à Lille, 144, rue Sente, 59130 Lamberville.

— Daniel et Julie-Isabelle HYMAN et Charles, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Georges, le 31 mars, 233, avenue Louise, 1050 Bruxelles.

Mariages

— Mlle SLUBICKI et André EXTERMANN sont heureux de faire part de leur mariage en toute intimité le 11 avril 1980, Genève (Suisse).

Décès

RAYMOND LANTIER
Monsieur Raymond Lantier, son épouse, a la douleur de faire part du décès, survenu le 3 avril 1980, dans sa quatre-vingt-quatrième année, de son fils, Raymond LANTIER, membre de l'Académie des sciences et belles-lettres de Dijon, ancien professeur à l'École du Louvre, ancien directeur de l'École de la Tunisie (1921-1926) et participant à la fabrication des monnaies de la Tunisie (1921-1926). Il avait été élu en 1946 membre de l'Institut des sciences et belles-lettres de Dijon.

décédé de la grippe de la guerre 1939-1945, du Mérite agricole et du Mérite sportif, survenu le 19 mars 1980, dans sa soixante-dix-septième année à Saint-Raphaël (Var). L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 22 mars 1980, à Massignac (Charente), 75, avenue de Villeneuve, 87000 Saint-Raphaël.

— Mlle Françoise Francon, le docteur et Mme Jean Francon et leurs enfants, Mlle Antoinette Francon, le professeur André Francon, Mlle Marcelle Francon, ont la tristesse de faire part du décès du docteur François FRANCON, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, membre correspondant de l'Académie nationale de médecine, survenu le 5 avril 1980, dans sa quatre-vingt-neufième année. La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 13 avril 1980, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame d'Alsace-Saint-Sauveur, 35, rue des Mathurins, 75008 Paris.

— Mlle et M. Jean-Louis FRYSMAN, leurs enfants et toute la famille, font part du décès du docteur Edouard FRYSMAN, survenu le 30 mars 1980. Les obsèques ont eu lieu à Vichy dans l'intimité familiale.

— M. et Mme Georges Hahn, Mlle André Fougère, M. et Mme René Fougère et leurs enfants, Mlle Suzanne Mammery, M. et Mme Gabriel Cayrol, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Christophe HAHN, survenu le 4 avril 1980. Ses obsèques ont été célébrées le lundi 7 avril 1980, en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, Paris (17^e), à 14 heures.

— Philippe et Sergine Lobut, son fils et sa sœur, font part du décès de

Christiane LOBUT, survenu le 7 avril 1980. Ses obsèques auront lieu le lundi 14 avril 1980, en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, Paris (17^e), à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mlle Laurent Michel-Dansec, M. et Mme F. Michel-Dansec et leurs enfants, Monique Michel-Dansec, M. et Mme F. Michel-Dansec et leur fils, ont la douleur de faire part du décès de

M. Laurent MICHEL-DANSEC, survenu le 5 avril 1980. Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Clément de Nantes, le mercredi 5 avril, à 14 heures, 38, rue Victor-Hugo, 44000 Nantes.

— M. et Mme Georges Boutin et leurs enfants, M. et Mme Yves Boutin et leurs enfants, M. Georges Boutin, son frère, ses cinquante-quatre arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques RAYOT, leur père et grand-père, le 26 mars 1980, 105, avenue Ruffin-Zola, Paris (19^e).

Remerciements

— Les enfants et toute la famille de

Mme Godefroy WAPLER, née Madeleine Imbert, profondément touchés par les témoignages de sympathie qu'ils ont reçus depuis sa disparition, remercient toutes les personnes qui se sont ainsi associées à leur deuil.

Anniversaires

— Ce 11 avril 1980 est le septième anniversaire du décès de

Arion LANGBERT, L.R.C.T. que ceux qui l'ont connu aient une pensée pour lui.

SCHWEPPES : doublement unique, SCHWEPPES Lemon, « Indian Tonic ».

L'UNION FAMILIALE
créée en 1925
Maison de confiance patronnée ne s'occupe exclusivement que de

MARIAGES LÉGAUX
La clientèle la plus sûre de France
11, rue Dupont - 75008 PARIS
4^e étage - Téléphone 260.51.57
Maison de confiance patronnée ne s'occupe exclusivement que de

Le Monde
DES
Elie Wiesel

Le Monde
DES
Elie Wiesel



Le Monde DES LIVRES

Élie Wiesel et la douleur juive

● Du communisme messianique à la persécution soviétique, l'histoire d'une grande désillusion.

Le judaïsme, le communisme. De l'un à l'autre, une attente. Les Juifs furent nombreux dans les rangs communistes aux premiers jours. Tout se passe comme si deux messianismes se recouvraient. L'un religieux aurait en sa loi sainte conduit à l'autre, d'inspiration terrestre. Alors comment expliquer les purges dont furent victimes des avant la guerre et plus systématiquement après, dans les sombres années 50, les Juifs d'Union soviétique ?

Le nouveau roman d'Élie Wiesel pose cette question sans vraiment la résoudre. Un roman n'a pas à donner de réponse, mais à faire surgir des interrogations, des conflits tragiques par leur incohérence. Les raisons profondes sont laissées en suspens. Le lecteur peut conclure au dévoilement d'une vocation ou être frappé par un destin bien plus fondamental : l'antisémitisme ne céderait devant rien, pas même devant la communion idéologique. Vous restez juif aux yeux des communistes, avant d'être communiste. Mais n'est-ce pas au fond cette permanence qu'Élie Wiesel revendique ?

Un tournant romanesque

Le roman conserve toutefois assez d'ambiguïté pour être un roman, et il l'est de bien d'autres manières encore, opérant à ce titre un tournant dans l'œuvre de son auteur qui oscillait entre le témoignage autobiographique (*La Nuit*, *L'Aube*, *Le Jour*) et le lyrisme méditatif (*Le Mémoire de Jérusalem*, *Le Mémoire de la nuit*, *Le Mémoire de la terre*, etc.).

Il est vrai que le destin personnel d'Élie Wiesel avait de quoi nourrir une création. Arra-

ché avec tous les siens, en 1944, d'un bourg de Transylvanie, Siget, il connut la quinzaine de l'enfer d'Auschwitz où périront sa mère et sa plus jeune sœur, puis celui de Buchenwald où son père, qu'il n'avait pas quitté, mourut sous ses yeux. Libéré de ce dernier camp un mois avant la capitulation allemande, il fut dirigé sur la France avec un groupe d'orphelins juifs, resca-

d'adoption s'est faite à partir des traductions de ses livres, publiés chez nous en édition originale. Le fait est assez rare pour être rappelé.

Le Testament d'un poète juif assassiné, c'est l'irruption d'Élie Wiesel en plein romanesque. Le héros cette fois ne doit plus rien à l'auteur et ce n'est une enfance pleurée dans les traditions hassidiques. Mais il a quelque



Dessein de Jean-Pierre GAGNAT.

pés comme lui. C'est à cette circonstance fortuite que la langue française doit d'avoir gagné un écrivain de plus, qui s'est fait le héraut de la souffrance juive au vingtième siècle.

Parlant le yiddish de naissance, ayant acquis l'hébreu, finit aux États-Unis dont il est devenu citoyen en 1963, Élie Wiesel a choisi d'écrire en français son premier livre, *La Nuit*, préfacé par François Mauriac, et il a continué depuis. La notoriété qu'il a acquise dans sa poésie

vingt ans de plus que lui, différences d'âge qui peut expliquer les différences de destin. Le poète Patrick Konder deviendra, communiste, tentation qui n'a jamais effleuré Élie Wiesel. Certes, comme son ami Ephraïm, Patrick croit ainsi à la venue du Messie. « Si Ephraïm avait employé des thèses proprement marxistes, je lui aurais tourné le dos, dit-il. Mais plutôt que de citer Engels, Plekhanov ou Lénine, il invoquait notre espérance messianique commune. Et je ne pouvais qu'approuver : il plaçait pour la justice des victimes, la dignité des esclaves. »

Dès lors l'abîme se creuse entre lui et les siens. Parti pour l'Occident, Patrick parcourt notre histoire à grandes enjambées au service d'une révolution dont l'Union soviétique lui paraît être la patrie. Cette révolution qui doit libérer l'homme, donc le juif, de l'horreur des fanatismes et des pogroms, il la servira à Berlin où, impuissant devant la trahison des masses, il assiste au triomphe du nazisme ; en France sous le front populaire, tandis que, dessillant les yeux de certains mais pas les siens, commencent les grands procès de Moscou ; volontaire international, il la servira encore, sans en démordre, en Espagne.

Que restait-il de la Terre promise ?

Les camps de concentration allemands ne se referment pas sur lui : avant la déclaration de guerre il a pu gagner l'U.R.S.S. Mais que reste-t-il de l'ancienne Terre promise dans ce pays, devenu par le pacte germano-soviétique l'allié de Hitler ? Dans la stupeur, les Juifs ont retrouvé leur peur ancestrale, à laquelle l'attitude allemande apporte comme un soulagement. Patrick Konder, en tant que brancardier, fossoyeur, participe à la guerre. Il en réchappe mais pour se retrouver sept ans plus tard dans les gères soviétiques, accusé de méprisier l'homme par trop grand amour de l'humanité juive. Et dans sa prison il rédige ce « testament » qui est l'histoire d'une poignante et incompréhensible désillusion.

Ce testament, un sténographe sans éclat, Zupanov l'a recueilli, et le transmet au fils de Patrick, Grisha, né trois ans à peine avant l'internement et la soustrauction de son père. Ce Grisha est muet, non pas de naissance mais parce qu'on a voulu le vider de sa mémoire. Zupanov et lui, intervenant à tour de rôle dans le roman, en occupent le déroulement linéaire et sont chargés de transposer l'histoire en litté-

ture, par superposition des récits, va-et-vient entre les époques. Vingt ans plus tard, en effet, Grisha a rejoint Israël où il transcrit de mémoire le rapport de Zupanov sur son père, mort martyr d'une cause qu'Élie Wiesel nous donne pour erronée : Patrick se serait trompé de Messie.

Ainsi ce livre qui paraissait d'abord sans réponse trouve une solution religieuse. On ne peut nier que sa force tragique en soit affaiblie. De même qu'en atténue la dimension humaine un symbolisme qui mélange le terrestre et le divin et fait surgir aux côtés de Patrick Konder, personnage bien inséré dans l'histoire, la mythique figure d'un prophète, celui de Messie, qui apparaît, disparaît, chaque fois que Patrick cherche le sens de son douloureux destin.

Mêler l'histoire et le mythe, comme réussit à le faire un Michel Tournier, suppose un très fin doigté. Faute de quoi l'assomption de la réalité en mythe ne s'opère pas. Dans le cas d'Élie Wiesel, il reste un roman qui traverse notre histoire, témoin de ses tragiques malentendus, mais qui ne possède ni la force d'impact ni la qualité littéraire de cette autre grande histoire d'une désillusion, sans prolongement métaphysique, qu'est le récent livre de Jorge Semprun *Quel beau dimanche*. Le Testament d'un poète juif assassiné peut en être rapproché. Mais chez Jorge Semprun nous voyons un communiste s'arracher au communisme, hors de toute malédiction et sans que pèse sur lui la faute d'avoir abandonné une religion pour une autre. Le message y gagne en valeur universelle.

JACQUELINE MATIER.

★ LE TESTAMENT D'UN POÈTE JUIF ASSASSINÉ, ÉLIE WIESEL. Le Seuil, 228 p., environ 50 F.

(Lire page 15 l'article de Jacques Cellard sur le roman de René Sibirot : il faut toujours quitter la Pologne, qui évoque le calvaire des Juifs dans ce pays, pendant la deuxième guerre mondiale.)

Le « prince » et son double

● Un portrait féroce sous la plume de Casamayor.

CASAMAYOR a imaginé que le chef de l'État ferait au chef de la police. C'est une sorte de confession dédaigneuse. D'entrée, le « prince » marque ses distances avec son serviteur. S'il a donné suite au bizarre projet de lui écrire sans passer par « les voies officielles », c'est qu'il a « cédé », naturellement, à l'affectueuse sollicitation de [ses] amis. Mais que le chef de la police n'y voie pas l'aveu de quelque faiblesse ni la promesse de quelque familiarité. « Ne vous y trompez pas, j'en prends pas l'engagement, visible, de vous croire de ma relation. » Les deux hommes n'appartiennent pas à la même espèce.

L'un restera toujours prisonnier de sa condition : roturier. L'autre est le bénéficiaire d'une préméditation de l'histoire. Sa naissance le destinait à gouverner les hommes, ainsi qu'à gérer les affaires. L'élite est son milieu naturel, comme le prouve cette manière de parler, que ses collaborateurs s'efforcent d'imiter. « L'élite, dit-il, c'est la catégorie des favoris, favoris de la fortune, ou de l'instruction, ou du tyran, et, bien souvent, des deux on des trois à la fois. Vous n'en êtes pas. »

Le chef de l'État n'évoque pas sans réticence les besognes dont est chargé le chef de la police. Il aimerait mieux faire semblant de les ignorer. Mais, en écrivant ce texte insolite, il tient au moins pour quelqu'un sa « promesse d'écouter ». Et puis, le « prince » y trouve l'occasion de méditer sur l'art de conduire une nation.

Casamayor dévoile, cruellement, la stratégie du libéralisme avancé, à travers cette lettre

« Black bird » de Tony Cartano

Gare à la folie d'écrire...

UN octogénaire finit ses jours au Bellevue Hospital de New-York. Il y est entré en août 1945, pour cause de folie, sous le nom de Blackbird, professeur de piano dans le Bronx. Mais les carnets qu'il ramplit et qu'il laisse traîner à l'intention de son médecin, le docteur Clockwork, suggèrent qu'il aurait changé plusieurs fois d'identité et d'état.

Il serait né peu avant le siècle, à Vienne, sous le nom de Huka. Son père, juif et boucher, aurait désiré qu'il observe sa religion et devienne commerçant. Lui aurait préféré les lettres. Il serait tombé tuberculeux, et amoureux d'une petite Française venue écouter Freud à Vienne. Au vu de son premier manuscrit, un éditeur berlinois l'aurait attiré dans la capitale allemande, où il aurait fréquenté les cabarets des années folles, et leurs danseuses.

Il aurait séjourné à Paris dans un petit hôtel tenu par une nymphomane. Il aurait aimé une certaine Milena, maîtresse d'un banquier et journaliste, qui mourrait déportée à Ravensbrück.

La mort de son père, assassiné par des nazis, lui aurait fait plutôt plaisir. Le docteur Clockwork en déduira qu'après avoir été Huka, auteur célèbre de l'Homme creux, Mort d'un désir, et avant de devenir Blackbird, petit musicien du Bronx, son client a pu ne faire qu'un avec le pianiste Antoine Choccas, engagé inconsciemment dans les Brigades internationales après un parricide fameux...

par Bertrand Poirot-Delpech

CONTINUONS au conditionnel, pendant que nous y sommes. Ce destin mangé aux mites et aux mythes aurait pu nous captiver. Lieux, époques et reminiscences sont chargés de romanesque. On repère avec émotion et amusement les allusions à la jeunesse de Kafka, la Vienne du temps de Freud, le Berlin des cabarets, le Paris érotomane d'Henry Miller, les brigades de Malraux. Entre deux guerres, deux Européens, deux continents, deux identités : quel beau roman s'annonçait, sur l'ambiguïté et l'impossible cohérence d'un homme, à l'image de son temps !

Au lieu d'exploiter ces ressources réalistes qu'il s'était lui-même ménagées en bon professionnel — il est l'auteur de deux romans, dont le *Conquistador* (1973) et *Le Singe hurlant* (1978) — Tony Cartano a préféré approfondir la folie du personnage principal, dans ce qu'elle a d'intemporel.

Je crois qu'il a eu tort, parce que le cas clinique a bien moins d'intérêt que l'époque qui l'a causé en partie, et qu'il est traité sans vraisemblance.

Depuis plus de trente ans qu'il est interné, le malade est censé jouer à cache-cache avec le médecin, lequel tiendrait un journal passionné de ses investigations, et n'hésiterait pas à aller vérifier en Europe les dires de son patient. Cartano n'est pas seul à imaginer un médecin aussi zélé. Plusieurs romans sont bâtis, chaque année, sur l'hypothèse d'un bon docteur attaché aux moindres souvenirs du narrateur. Je ne sais ce qu'en pensent les hommes de l'art, mais il est tentant de voir dans cette situation une transposition des rapports psychanalytiques, et non une vision plausible de ce qui se passe entre un psychiatre et un dément profond, parmi des dizaines.

Blackbird ne se comporte d'ailleurs, ni ne s'exprime, comme un malade justifiant trente ans d'asile. A part quelques textes où il se prend pour diverses espèces d'oiseaux, il manifeste seulement le nonbrillisme banal de tout intellectuel sur un divan. Les préoccupations et le style du médecin ne se distinguent bien sûr de ceux du héros, pour qui l'histoire et les autres, femmes comprises — et il réside peut-être son vrai mal — comptent moins que son obsession d'écrire, fortement liée à sa manie de se masturber.

(Lire la suite page 15.)

LA PASSION SELON SINGER

● Des nouvelles où il est question de fantômes et d'amour...

ON s'en serait douté, surtout après *Shocho* (1), roman des amours enfantes en Pologne : la grande affaire pour Isaac Bashevis Singer, reste celle du cœur. En témoignent ces nouvelles magnifiques. Nous voilà donc partis pour un long voyage, depuis Paris d'après guerre, jusqu'à la lugubre banlieue argentine jusqu'aux grattes-ciel new-yorkais, aux fragrances du printemps lisboète. Voyage dans le temps aussi car, derrière cet itinéraire, se dessine une géographie différente, la carte du Tendre du passé aux océans de cet étrange vaporeux et du village juif rayé de l'atlas polonais.

Les compagnons du voyage nous sont familiers. Nous avons déjà rencontré, dans les écrits antérieurs du lauréat de l'Académie suédoise, ces intellectuels juifs en mal d'assimilation, ces rabbins un peu fous, ces étudiants, ces artisans et ces financiers, survivants d'un monde englouti. Qu'il s'agisse de Banba, pâle fantôme amoureux qui surgit dans la pampa (*Hanka*) ou d'une femme de New-York possédée par un diabolique (*Admiratrice*), qu'il soit question d'un homme qui partage le lit de deux superbes sœurs, rescapées de l'enfer hitlérien (*Histoire de deux sœurs*) ou de la famille marrane (2) qui bégaye à Lisbonne le conteur (*Shabbat au Portugal*), tous ces personnages sont les détenteurs d'un héritage lourd mais précieux, celui d'un Dieu, d'un Livre d'une Loi. Les

Romains, l'Inquisition, les charniers à gaz, ne sont jamais parvenus à le liquider.

Depuis les Grecs et les troubadours jusqu'à Stendhal et Proust, l'amour du beau ou l'amour courtois, l'amour passion ou l'amour « cristallisé » a toujours été une invention des Occidentaux. Bien sûr, il y a eu le roi Salomon et sa reine lointaine, exotique. Beaucoup plus tard, prisonniers des interdictions, obligés par la Loi aux rigueurs de l'endogamie, victimes d'une extermination sans précédent, comment réagiraient les Juifs de Singer, les survivants, à l'emprise insidieuse de l'Éros ?

Dans la Sorcière, Mark Meitels, Polonais « israélien », ne croit qu'en des faits « scientifiques ». Marié (mal), il est professeur dans un cours privé pour demoiselles de la bonne société. Elles l'aiment, il ne les aime pas. Pourtant la passion de Bella, monstrueuse créature d'un bestiaire tellurien, dans sa violence, dans son animalité, permet à Mark d'éprouver la perception du sacré. Dans *Sam Palka* et *David Vishkover*, Sam Palka, petit émigré polonais, devient propriétaire cosmé à New-York. Il est tout aussi mal marié que le héros précédent. L'inconfort se traduit par un dédoublement de sa personnalité : sous le nom de David Vishkover, il se fait passer pour un courtier miséreux et trouve la femme de sa vie dans un quartier de travailleurs immigrés, une juive de Pologne, belle et pieuse comme un ange du passé. Il fera son bonheur sans jamais lui dévoiler sa véritable identité, même quand sa mère légitime disparaît. « Car, dit le héros, que deviendrait-elle si elle apprenait la vérité ? Au lieu d'être l'épouse de Palka, le riche, elle deviendrait la sœur d'un pauvre courtier. »

EDGAR REICHMANN.

(Lire la suite page 15.)

imaginé. Quand on est forcé de « contraindre les citoyens », dit le chef de l'État, il faut ériger de « provoquer leurs actes », et « provoquer [seulement] leurs protestations », car elles sont inoffensives. On peut même considérer qu'elles servent les intérêts du pouvoir, car elles soulagent les gens de leur colère, sans modifier leur sort. De plus, elles raffermissent la réputation libérale du régime qui les autorise. « C'est la tyrannie modérée, ou timide, qui peut entraîner une réaction violente. » Les maîtres qui vont trop loin, mais sans aller assez loin, courent à leur perte. Le pouvoir, s'il entend se maintenir, doit se montrer excessif, ou revêtir le masque de la tolérance. Le « prince » a pris le second parti.

Cependant, il laisse entrevoir un regret. « Vous pouvez demeurer conservateur sans voir entamer votre crédit. Je vous envoie, écrit-il au chef de la police. Casamayor compose un portrait féroce du chef de l'État, dans cette confession fictive. Mais la peinture donne souvent une impression de vérité, notamment lorsque l'auteur fait dire à son personnage : « Je m'applique à estomper les contours de ce qui pourrait passer pour mon opinion. » Le « prince » de Casamayor apparaît assez désabusé pour tenir ce propos déconcertant sur les mœurs politiques : « Comment espérer être crédible quand on ment visiblement, sinon parce que le climat de la société tout entière est un climat de mensonge qui est accepté par tous ? »

Nous entrons dans le vif du sujet quand le chef de l'État révèle, avec des mots prudents, les raisons qui lui ont fait écrire sa lettre. Il se défend d'être « un homme sous influence ». « Vous n'observerez pas chez moi, dit-il, ces réactions... qu'une sensibilité mal contrôlée provoque chez mes contemporains affaiblis et surmenés. » Cependant, il a ressenti les doutes de ses proches à l'égard du chef de la police. Les craintes d'un d'abord surprenant, lorsqu'il s'agit de l'interroger, il commence à le partager. Ce personnage inquiet, à cause de ses privilèges, et du caractère souvent secret de ses activités. Doit-on le considérer comme un rival possible ? Juste avant de se séparer, le « prince » se dit : « Je ne pense pas, note le « prince », que l'homme petit puisse nourrir un grand dessein. Mais, quand j'ai vu tant de grands hommes nourrir de tout petits dessein... je me demande si l'inverse n'est pas vrai. »

Le chef de l'État essaie vainement de se rassurer : « Je sais bien que vous ne faites pas de politique. Mais je pourrais vous confier que, moi non plus, je n'en fais pas. Je gère. » L'inquiétude qu'il éprouve augmente peu à peu, malgré toutes les raisons qu'il se donne pour la dissiper. Menant sa dépendance à l'égard du chef de la police, il tente même de le séduire : « Supposons qu'un régime autoritaire vous fascine... Laissez passer du temps et vous verrez les citoyens plus soumis encore que vous ne l'espérez. Chacun sa manière, informez-vous de la mienne. »

Le « prince » finit par ressentir la peur vulgaire de n'importe quel citoyen devant un policier. Il se retrouve dans la situation d'un coupable qui avoue, et se libère, sous le regard de l'interrogateur. Blotté, fasciné, le chef de l'État découvre que c'est son ombre qu'il craint : il comprendra que c'est à son double, maléfique et nocturne, qu'il a fait ces étranges confidences.

FRANÇOIS BOTT.

★ LE MAÎTRE ET SON DOUBLE. LETTRE AU CHEF DE LA POLICE, par Casamayor. Ed. Borel, 174 pages. Environ 42 francs.

roman

« Pleure, mon peuple bien aimé »

● Le calvaire des juifs de Pologne 1935-1945.

RADOM, à une centaine de kilomètres de Varsovie, est aujourd'hui une ville polonaise moyenne et banale d'une centaine de milliers d'habitants. Il n'y a plus guère de juifs à Radom. Trente mille d'entre eux, à l'époque près de la moitié de la population de la ville, y furent massacrés en 1941-1942 par les nazis. A la libération, la communauté juive de Radom était réduite à trois cents personnes. Dans la volovodie même, près de quatre cent mille d'entre eux avaient été assassinés.

C'est à Radom, en 1918, que naît Hannah Rubin. Sa mère meurt en couches, presque aussitôt remplacée au foyer par tante Léa, et ses années d'enfance se passent dans un bonheur raisonnable, entre Menachem, son frère aîné, et Bolek Rawson, le garçon de feu et de charme qu'elle aime dès le premier jour d'une passion exclusive.

En dépit de la bonne volonté de quelques-uns, on ne fraternise pas entre juifs et Polonais : heureux encore si l'on peut s'ignorer et vivre entre soi. Le vieux maréchal Pilsudski s'est promis de ne faire des Polonais qu'un seul peuple, juifs compris, et sa mort (1935) marque le début des ennuis. Oh, pas bien gros : du petit pogrom tapageur, de la « razzia » d'étudiants. Mais les plus avisés savent déjà qu'il faut quitter la Pologne. Aux portes du pays, l'Alle-

mande aussi, il est encore temps. Yankel n'est pour elle qu'une façon d'oublier, de faire une fin, un ami et un mari attentif, rien de plus. Elle refusera cependant de partir pour les Etats-Unis et d'y devenir Mme Rawson. Elle a donné sa promesse à Yankel ; et puis quoi ! Il faut bien que le roman se fasse !

Hannah Jacobovitch terroriste

Une rencontre aussi : celle de Manfred von Ansbach, un jeune diplomate allemand, modérément nazi, qui rejoint son poste à Paris. Là-bas, tout se passe plutôt bien d'abord. C'est la misère, mais la misère chère et sûre des foyers juifs de Paris. Les Français, ceux du moins que côtoie Hannah, ne sont pas positivement racistes. Pour eux, un pauvre ouvrier juif est ouvrier et pauvre, d'abord. Et Hannah est si touchante dans son apprentissage du français et de la France !

Yankel, lui, a signé son engagement au 2^e régiment de marche des volontaires étrangers. Mais basta ! Il n'y aura pas la guerre ! Et les premiers mois de la « drôle de guerre » égratignent à peine l'inlassable optimisme de ces déracinés, qui sont à cent lieues d'imaginer jusqu'où va déjà, et comme encore jusqu'où ira, la « solution finale » des nazis.

Passage Sainte-Avoye, Hannah ne vit plus guère que pour Célia, « leur » fille, celle de deux ou trois nuits de Berlin près de Bolek-Rawson. Mais Yankel tombe au combat. Veuve, Hannah se laisse bientôt enlever dans un groupe de « terroristes » apatrides ; autrement dit, de résistants juifs. Désormais, elle ne vit plus que pour cette guerre, leur guerre : la guerre des juifs, a dit Bolek.

Repérée, elle se fera sauver de justesse, et en payant de sa personne, par Manfred von Ansbach, que fascine sa beauté. Grâce à lui, elle passe au Portugal, et de là à Londres pour rejoindre les Polonais, libérés. Célia, elle, a été sauvée, de justesse aussi, par le bon sens et le courage d'une vendresse de boulangerie de la rue Rambuteau, Sylvestre, amie et compagne des mauvais jours d'Hannah. De France, où l'immense Sylvestre, Bolek-Rawson pourra la faire passer aux Etats-Unis.

Comment ne pas deviner qu'à Londres, Hannah retrouvera, enfin et pour toujours, son beau, son héroïque Bolek ? Et que, devenue Mme Rawson, elle coulera, la guerre finie, des jours presque heureux avec l'homme de sa vie et leur fille ?

Presque. Il n'y a pas de jour tout à fait heureux pour les quelques survivants d'un peuple assassiné. Oui, il fallait quitter la Pologne.

Tel est, dans son mouvement essentiel, le très beau livre de Reine Silbert. Historiquement, c'est un document un peu complaisant peut-être pour les Français. Non, hélas, les juifs de France persécutés n'ont pas toujours et par tous été entourés de cette sympathie active que décrit Reine Silbert.

Mais quelle chaleur, quelle douceur, quelle forte émotion baignent tout le livre ! Il est écrit sans adresse ni maladresse : simplement, intelligemment, sans effets, tant le sujet, visiblement, a porté l'auteur. Qu'il présente de surcroît le profil caractéristique du best-seller, qu'il mérite de devenir un « Pleure, mon peuple bien-aimé » des juifs de Pologne, qui s'en plaindra ?

JACQUES CELLARD.

★ IL FAUT TOUJOURS QUITTER LA POLOGNE, roman de Reine Silbert. 371 p. Olivier Orban éditeur. Environ 50 F.

Gare à la folie d'écrire...

(Suite de la page 13.)

LA folie, et la folie d'écrire, reviennent dans quantité de romans, depuis presque une génération. Le thème mériterait d'être retenu comme un signe des temps. Mais non comme un heureux ressort littéraire. La remarque ne vise pas seulement Carcano, et c'est pourquoi elle vaut qu'on s'y attarde.

La démenace est le type du faux bon sujet. Il faut être Dostoïevski pour triompher de ses écueils. Faute de réalité véritable, le lecteur devient exigeant sur la qualité du délire au cœur duquel on l'installe. A fortiori, si le malade se dit écrivain de qualité. Ce sont des choses qu'il ne suffit pas d'affirmer. Cela se prouve. Un paragraphe d'Artaud, et nous voilà dans la douleur, insupportablement. S'il s'agit d'ajouter aux innombrables essais ou fictions tournant autour du besoin irrésistible d'écrire pour déifier la mort, etc., ce n'est pas la peine.

LOGIQUEMENT, il appartenait aux directeurs littéraires des maisons d'édition de mettre les auteurs en garde contre ces dangers et d'améliorer leur travail. Car tout ne relève pas du jugement subjectif, en littérature. Sauf pour quelques génies par siècle, qui peuvent se permettre de tout réinventer, il existe des règles de métier, comme dans tout artisanat. Les auteurs de théâtre le savent, eux qui le contact tangible avec le public — si son éventuel ennui — rend plus modestes. Giraudoux ne pensait pas déchoir en suivant les leçons de Jouvet.

Mais tout se passe comme si les écrivains d'aujourd'hui croyaient pouvoir se passer de conseil, et comme si les éditeurs avaient renoncé à leur en donner, publiant sans trop regarder, à la façon dont on prend un ticket de loterie. Mieux éprouvé, Carcano aurait pu réussir un livre passionnant. En tout cas, il n'aurait pas écrit (page 249) : « L'hétéroclite de mon âme s'est trouvée lancée aux trousses d'investives multicolores », ni, à deux reprises « ale » au subjonctif à la place de « al » indicatif (pages 206 et 258).

Avant de se donner à lire, qu'on prenne la peine de se relire ! Le public, au moins lui, a droit à cet égard. Et l'avenir de la « chose écrite » est à ce prix.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ BLACKBIRD, de Tony Carcano, Buchet-Chastel, 134 pages, environ 50 F.

poésie

Entre la paix et l'absence

● La paix éblouie et tremblante de Jean Mambrino.

Le dernier recueil de Jean Mambrino, l'Oiseau-Cœur, paraît précédé, dans le même volume, des rééditions de *Clairière* et de *Sainte Landière*, deux livres devenus introuvables. Cette initiative permet au lecteur d'accompagner le poète sur un parcours de plusieurs années, et de sentir l'élan de son inspiration, cette montée de joie qui porte toute son œuvre et l'exhauisse vers une paix éblouie et tremblante.

Les pelouses recueillent braves et perreries de la pluie si petite à nos lèvres qui fondent

Ades et feuilles palpites dans l'aube aussi ronde qu'une goutte de pluie.

C'est dans l'humble merveille et le fugace instant que Jean Mambrino reconnaît toute la beauté du monde et le goût de l'éternité. Il faut des mots très simples à cette intuition suffocante où l'homme cesse d'être la mesure de toute chose et, par ce renoncement même, s'intègre à l'harmonie de l'être. Aussi peut-on dire qu'il n'y a pas d'« états d'âme », chez Jean Mambrino : on chercherait en vain, dans son œuvre, ces interminables du cœur, ces battements d'espoir et de mélancolie qui font la vie de la poésie romantique. Il regarde, il écoute, il respire, et la rose, l'oiseau, la neige, suffisent à l'irruption d'une émotion cosmique, où se révèle la plénitude de l'instant.

Dira-t-on qu'une influence joue sur une partie de son œuvre récente — l'influence du Haï Ku, dont il est si proche parfois ? L'attention au présent est en effet chez lui contrainte, comme chez les poètes d'Extrême-Orient. Mais un tout autre souffle l'anime en de nombreux poèmes. Au-delà du ravissement de l'instant parfait, le jeu de l'infini et de l'inconnaissable s'y laisse apercevoir : nuit des mots, peur de la pensée, abîmes ouverts, peut-être, loin du secret naif de la goutte de pluie et de l'aube, toutes deux également rondes. Ces abîmes, c'est sur eux que le poète prend appui :

Rien ne te protège de la nuit sous la grille des étoiles toi dont le front s'appuie contre l'inanité du vent. Inutile l'ombre de ce chêne au feuillage transparent comme un ciel sans lumière. C'en est fait rien ne te protège ton péril est ta paix.

JEAN HOUGRON

LE NAGUEN

ROMAN

L'histoire d'un homme, Dreik, qui changea la face du monde. Est-ce un héros, une victime ou tout simplement un traître comme pense le plus grand nombre ? Et d'abord, quel est ce secret dont il manquera mourir et l'espèce tout entière à sa suite ?

Quant au Naguen, nous vous laissons le plaisir et la surprise de faire sa découverte.

Plon

JEAN RASPAIL

Bleu caraïbe et citrons verts

Mes derniers voyages aux Antilles

Romancier - du *Camp des Saints* à *Septentrion* -, Jean Raspail est aussi voyageur. Le regard qu'il porte sur les pays qu'il relient est aussi libre et aussi peu conformiste que l'esprit qui anime ses romans. Et l'écrivain - un écrivain de grande race - se manifeste avec autant d'éclat dans ses récits de voyage que dans ses œuvres d'imagination. Les lecteurs de *Secouons le cocotier*, véritable best-seller de la Caraïbe, le savent bien. *Bleu caraïbe et citrons verts* est de la même veine. Ici l'intelligence et le plaisir de lire vous attendent à chaque page.



SEUIL

MICHÈLE MANCEAUX

Grand reportage

« Avec ce grand reportage au plus profond de soi, Michèle Manceaux devient à la fois l'auteur d'elle-même et d'un très beau livre » Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

« Écrit comme il faudrait écrire, en acceptant de froier sans cesse sa vérité, de l'approcher plus près, encore plus près » Françoise Giroud / Marie Claire

« C'est très fort... » Marguerite Duras

« C'est admirable... Ce qui fait que son livre se dégage de tous les autres c'est la magnificence de l'authenticité et de l'écriture » Françoise Xenakis / Le Matin

« Un livre charnière, un livre clé qui détermine dans l'aveu brutal et sincère une vocation d'écrivain » J. Garcin / Les Nouvelles littéraires

252 PAGES



JOSEPH GIBERT

PRIX PROMOTIONNELS

- LA PLEIADE
- GUIDES BLEUS
- ASSIMIL
- BANDES DESSINÉES
- DICTIONNAIRES LAROUSSE

26, BOULEVARD ST-MICHEL (6)

MÉTRO ODEON-LUXEMBOURG (R.E.R.)

AUTOBUS : 21-27-38-58-63 - 81-82-84-85-86-87-89

Arrêts : Cluny, Ecoles, Luxembourg

Sur les traces de Stevens

R

correspondance

Saint-Denis la Reine



L'aide-lecture.

Avec Tito. Contre Tito.

"Une guerre dans la guerre"
La révolution de Tito (1941-1945)
par Milovan Djilas.

Le 4 juillet 1941, les envahisseurs se sont partagé la Yougoslavie. Le Bacha va à la Hongrie, la Macédoine à la Bulgarie, la Slovénie à l'Allemagne, le Monténégro à l'Italie. La Serbie est rayée de la carte; son ethnicité martyrisée est massacrée.

De l'Etat yougoslave né au lendemain de la Première Guerre mondiale, il ne reste rien sauf des ruines.

Alors, naît la volonté libératrice du parti communiste yougoslave. Il est convaincu d'être le seul à pouvoir regrouper toutes les résistances en une force commune qui devra lutter contre l'occupant et son collaborateur, l'ancien ordre établi.

Le premier intérêt de ce livre, c'est qu'il apporte une contribution historique de tout premier ordre sur un épisode de la guerre beaucoup trop méconnu. Le deuxième est dans son auteur même, Milovan Djilas. Il a été le compagnon des premiers jours de Tito, frère dans la révolte. Avec lui, il s'est emparé du pouvoir à Belgrade au terme d'une effroyable guerre fratricide. En 1954, il abandonne ses privilèges, dénonce ce qu'il appelle "la vraie nature du communisme, nécessairement totalitaire, exclusif et isolé". Il choisit la prison.

Collection "Notre époque".

Vécu.

"La leçon d'imagination"
Une femme au pays des managers
par Florence Vidal.

Un destin bourgeois tout tracé : Sciences-Po, un beau mariage, un foyer à tenir. Un réveil douloureux vers les trente ans, un divorce et l'entrée dans le monde du travail. Florence Vidal commence par la "pub", côté "créatif", puis après des stages aux sacro-saints USA, elle devient "psychologue en créativité". Elle plonge alors dans le monde des managers pour leur donner chaque jour et en direct une "leçon d'imagination". Aujourd'hui, elle raconte vingt ans dans les usines, les ateliers, chez les PDG, dans les affaires ou le business, dans l'enseignement à l'ENSA. C'est drôle, parfois méchant, souvent tendre. C'est comme un portrait de "l'intérieur" de la société de consommation à la française. Avec, en plus, inattendu : le regard de la femme.

Collection "Vécu".

Cri d'amour.

"Moi j'irai à Dreux"
par Françoise Renaudot.

Un jour votre enfant naît. Il est prématuré. En danger. On le sauve, cet enfant, votre enfant, pas celui des autres. Alors viennent des années d'angoisses, d'hôpitaux, d'opérations et d'espoirs ponctués par cette phrase : s'il vit...

Rien de larmoyant dans ce récit, rien de ces sentiments convenus ou artificiellement racontés dont on se détourne comme du malheur des autres. Non, le talent de Françoise Renaudot (le mot est trivial devant un tel sujet), c'est qu'elle n'a peur ni des mots, ni des émo-



1. Marguerite Yourcenar 2. Tito pendant la guerre 3. Françoise Renaudot 4. Ivry Gitlis. 5. Jean Ferniot

tions ni des sentiments : elle écrit ce qu'elle vit et ce qu'elle éprouve, sans fard et sans fausse pudeur. Et cette autobiographie déchirante devient un grand livre d'amour et d'espoir.

Yourcenar.

"Marguerite Yourcenar"
par Jean Blot.

Marguerite Yourcenar parle de tout, sauf d'elle-même, écrit Jean Blot. Même dans le "questionnaire de Proust" reproduit ici, la première "dame en vert" reste une énigme. Jean Blot va alors passer son œuvre au crible d'une analyse qui, à travers le texte, tente de retrouver l'écrivain et non "la femme qui porte maintenant son nom". Il semble pourtant que cette femme lui inspire un respect tendre et dans son érudite lecture, il y a autre chose qu'un simple travail de bibliothécaire savant. Non, il y a une admira-

tion presque amoureuse qui rend l'érudition simple et nous fait partager, s'il en est besoin, la passion.

Signalons la remise en vente par Robert Laffont de "Ce que savait Maisie" de Henry James, traduit par Marguerite Yourcenar. Événement important quand on sait que pour Marguerite Yourcenar la traduction compte autant que l'écriture. Editions Seghers.

Fiction.

"Les soldats de la mer"
par Yves et Ada Rémy.

La Fédération ? De quel pays s'agit-il ? Où sommes-nous ? Quand sommes-nous ? Quelle époque ? Quel monde ? Quels combats obligent les soldats à jouer aux héros ? Celui-là à courir après son double ? Cet autre à vivre un passé de mort et de sang ? Guerre éternelle, monde,

époque où tous les mythes sont possibles, où chaque homme vit pleinement son destin.

Ce livre est comme l'épopée d'un monde ignoré et qui existe pourtant, quelque part entre le peuple de l'océan et les terres inconnues. Ou en nous, peut-être ? La qualité du premier livre de cette nouvelle collection fait attendre les suivants avec impatience.

Collection "Les fenêtres de la nuit". Editions Seghers.

Cesbron.

"Leur pesant d'écume"
par Gilbert Cesbron.

"Oh, mes contes, disait Gilbert Cesbron, c'est pour les paresseux et les flâneurs !".

Si la paresse est la capacité de se mêler au cours des choses, et si flâner est l'art de s'abandonner aux choses du cœur, alors les trente-neuf histoires qui composent ce recueil sont

pour les paresseux et les flâneurs. Et pour ceux qui veulent retrouver la chaleur de cette grande voix.

Lyrique.

"L'âme et la corde"
par Ivry Gitlis.

Il y a eu les parents exilés, l'Ukraine, la Roumanie, la naissance à Haïfa, la musique, le premier violon à cinq ans, l'Europe, Paris, le Conservatoire, la rencontre avec Enesco, la "volonté de capter l'étincelle", la guerre, les concours, la musique toujours, mai 68... : monde et violon liés. Attachés ensemble en un chant unique qu'Ivry Gitlis nous raconte ici. Un destin où tout se mêle comme dans la vie. La force de cette biographie, c'est qu'elle est tendue, unique, émouvante et simple comme la musique d'Ivry Gitlis. Collection "A jeu découvert".

Découverte.

"L'archéologie industrielle en France"
par Maurice Daumas.

Le goût de l'archéologie industrielle arrive à peine dans l'opinion publique. On a vu pourtant l'intérêt grandissant avec lequel on commence à s'interroger sur ce qui est précisément notre passé industriel, de Viollet-le-Duc à Baltard. On ressent autant de curiosité devant une usine de 1860 abandonnée que devant les vestiges d'un atelier du Moyen Âge.

L'intérêt de ce livre, c'est qu'il est déjà une "somme". Il fait le tour complet d'un savoir encore jeune. Mais la découverte de la richesse de notre patrimoine industriel reste le plus grand sujet d'étonnement. Et on se surprend à éprouver autant de plaisir devant cette "histoire d'usines" que devant les histoires de l'art.

Relié, illustré de 294 documents in-texte.

Collection "Les hommes et l'histoire".

Originel.

"Et Dieu ressuscita à Dendérah"
par Albert Slosman.

L'Atlantide, civilisation aboultie, est emportée par un grand cataclysme. Au terme d'un long exode, les survivants s'installent dans une boucle fertile de l'Égypte, guidés par leurs grands prêtres. A Dendérah. Et là, renaît, presque dans l'ombre, une nouvelle civilisation.

Au-delà d'une nouvelle lecture des hiéroglyphes - elle s'oppose à celle de Champollion -, Slosman analyse les traces de résurgence dans la culture égyptienne de cette civilisation de l'Atlantide. A la lumière de cette théorie, beaucoup d'interrogations disparaissent, en particulier celle sur la naissance d'une idée qui fera son chemin : le monothéisme. C'est l'élément central du livre. Il surprend, comme Slosman surprend par son érudition, étonne par sa précision. C'est passionnant.

* Du même auteur "Le Grand Cataclysme" et "Les survivants de l'Atlantide".

Collection "Les portes de l'étrange".

Gourmand.

"Carnet de croûte"

Le Tour de France d'un gastronomiste

par Jean Ferniot.

Jean Ferniot se proclame une "excellente mémoire gustative". Sûrement, mais nous proclamons, nous, son excellente capacité à transmettre les plaisirs du palais. De la saveur avant toute chose : ce pourrait être sa devise. Sur le bout de la langue, comme il connaît aussi la saveur des mots, il nous emporte de table lorraine en table gasconne, de pays picard en Roussillon, de Périgord en Angoumois. On se balade de turbot en bugne, de poularde en poisson. La France se livre à table, c'est là que Jean Ferniot l'a croquée, dans ses diversités, ses richesses, ses douceurs. On voudrait être son hôte, alors on se laisse entraîner.

ces livres sont en vente chez votre libraire.

Ces informations vous sont présentées par Robert Laffont.

LMH CONSEIL



L'Union soviétique analysée par Alain Besançon

هَذَا مِنْ الْأَهْلِ

RELIGION

SPORTS

Le voyage en France de Jean-Paul II du 30 mai au 2 juin

Pour le sixième voyage depuis le début de son pontificat, Jean-Paul II a choisi de visiter la France du 30 mai au 2 juin prochains. Pour le pape, il s'agit d'une courte visite pastorale, au cours de laquelle l'aura dans le cœur et dans l'esprit les aspirations de tous les habitants de la chère et noble nation française, ainsi que les fins poursuivies par l'UNESCO, au siège de laquelle le me rendrai le lundi 2 juin, pour y prendre la parole (nos dernières éditions).

M. Amadou Mahtar Mbow, directeur général de l'UNESCO, aurait invité plu-

sieurs chefs d'Etat — notamment les rois Baudouin de Belgique et Juan Carlos d'Espagne — à venir à l'UNESCO à l'occasion de la visite du pape.

C'est avec une grande joie que l'Eglise de France accueille la nouvelle de cette visite », a déclaré le cardinal François Marty. Le programme du voyage n'est pas encore établi définitivement. L'archevêque de Paris a cependant déclaré à l'A.F.P. que deux choses sont sûres : il y aura une messe solennelle à Notre-Dame — et peut-être une veillée de jeunes — et une rencontre avec l'épiscopat fran-

çais, avec tous les évêques, du moins ceux qui seront en mesure de se rendre à Paris. Cette rencontre pourrait être organisée au grand séminaire d'Issy-les-Moulineaux, dans la banlieue parisienne.

Il est également question d'une messe célébrée en plein air à Paris. Mais on ne sait encore où. Rien non plus n'est définitivement mis au point en ce qui concerne la visite du pape en province. On parle d'Als, dans l'Ain, où saint Jean-Baptiste Marie Vianney exerça son ministère, et de Lisieux, ville où est morte sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus.

Victoire de Nantes sur Valence (2-1) en Coupe d'Europe

Un minimum d'avance pour un maximum d'occasions

Les footballeurs de Nottingham Forest, détenteurs du trophée, et du Real Madrid ont pris une sérieuse participation à la qualification pour la finale de la Coupe des clubs champions européens, prévue le 28 mai à Madrid, en battant leurs adversaires respectifs de l'Ajax Amsterdam et de Hambourg par 2 buts à 0, mercredi 9 avril, à l'occasion des matches « aller ».

En Coupe des clubs vainqueurs de coupe, ce sont au contraire les visiteurs qui ont - a priori - réussi les meilleures opérations : la Juventus de Turin, qui a su résister à dix pendant une heure sur le terrain d'Arsenal (1 à 1) à Londres, et Valence, qui a su exploiter sa seule occasion de but pour repartir de Nantes avec un handicap minimum (2 à 1). Enfin, dans la Coupe de l'UEFA, qui s'est transformée en demi-finale en une coupe de la R.F.A., le Bayern de Munich a battu Francfort par 2 à 0, et Mönchengladbach, détenteur du trophée, a - limité les dégâts - à Stuttgart (2 à 1).

De notre envoyé spécial

Nantes. — Le match aller des demi-finales de la Coupe des vainqueurs de coupe, disputé mercredi 9 avril à Nantes et remporté par le Football Club de Nantes, aura été pour les Nantais une véritable épreuve de courage. Les deux buts marqués par l'Espagnol Arias contre son camp sur un tir d'Henri Michel et par Bruno Baronechelli, un par mi-temps, ne donnent guère l'idée de la domination nantaise et des franchises possédées de prendre un plus net avantage sur le club espagnol, bousculé plus d'une heure durant.

Paul de disposer d'une grande sécurité pour le match retour, qui aura lieu à Valence le 23 avril, les Nantais auront en tout cas fait la preuve qu'ils savent désormais monter sans complexe et sans se décourager à l'assaut des buts adverses.

Tout à l'heure, Amis, Baronechelli, Ramplion, Pécot et Enzo Traverso et Tour ont eu d'autres buts au bout du pied ou de la tête, et quelquefois il s'en est vraiment fallu d'un rien pour que le score ne soit aggravé. Ainsi lorsque Ramplion a tiré sur le poteau, ainsi lorsque Baronechelli, complètement démuni et à 5 mètres des buts, n'a pas eu le temps de tirer instantanément, ainsi dans les dernières secondes de jeu, lorsque Tour n'a pas eu davantage saisi sa chance. En fait, l'impression générale, partagée par les Espagnols, était que Valence, compte tenu de la physionomie générale de la partie, avec deux buts à un, s'en sortait fort bien.

Enceinte que l'on doit se garder de porter trop vite un jugement sur Valence en fonction de ce que le club espagnol a montré le 23 avril, il semble que les Nantais pourvu qu'ils jouent bien le coup au match retour, ont de bons atouts dans leur camp.

Force est de reconnaître que, aidés par le sort ou non, ils ont su y parvenir et qu'ils ont raison eux aussi de penser qu'ils sont désormais bien placés pour prendre part à la finale de la Coupe des clubs contre Juventus ou Arsenal.

Avec en plus un avant de pointe aussi efficace que l'Argentin Mario Kempes, meilleur buteur de la coupe du monde, tout est effectivement possible pour Valence. Kempes en a fait la démonstration mercredi soir à Nantes en concédant en but la seule réelle occasion qui s'est présentée. Même si dans cette circonstance précise la chance s'est montrée bonne complice, son tir déviant la cage par le gardien nantais Bertrand De-

La fille aînée de l'Eglise ?

Lorsqu'il arrivera à Paris, à la fin du mois prochain, Jean-Paul II sera le premier pape régnant à visiter la France depuis cent soixante-seize ans ; c'est-à-dire, depuis le sacre de Napoléon I^{er} par Pie VII, le 2 décembre 1804. L'événement, qui se voulait un geste de réconciliation, marqua de fait, un des points les plus bas dans l'histoire des relations entre la France et le Saint-Siège.

Pie VI, prédécesseur immédiat de Pie VII, était mort en exil à Valence, dans la vallée du Rhône, en 1799, à la suite de l'occupation de Rome, l'année précédente, par les troupes du Directoire. Malgré le concordat, conclu en 1801, qui rendait une existence légale au catholicisme français, ainsi que la présence de Pie VII à Notre-Dame — pour assister, impuissant, au couronnement de Napoléon Bonaparte par lui-même — les relations entre l'empereur et le pape se dégradèrent rapidement, à cause de la ruse en politique du premier et de l'intransigeance, en matière religieuse, du second.

Devant le refus de Pie VII d'annuler le premier mariage de Jérôme Bonaparte, frère de Napoléon, irrité par sa contrainte, en tant que chef spirituel, face au « blocus continental » dirigé contre l'Angleterre, l'empereur occupa Rome, puis annexa les Etats pontificaux. Le pape excommunia les forces françaises, responsables de ce dernier acte, en 1809. Napoléon riposta aussitôt en faisant enlever, dans la nuit du 4 au 5 juillet 1809, l'empereur à Savone jusqu'en juin 1812, puis transféré au château de Fontainebleau. Pie VII ne put quitter la France pour regagner Rome qu'en 1814, à la chute de l'Empire.

Après la chute de l'Empire, les relations entre l'empereur et le pape se dégradèrent rapidement, à cause de la ruse en politique du premier et de l'intransigeance, en matière religieuse, du second.

Devant le refus de Pie VII d'annuler le premier mariage de Jérôme Bonaparte, frère de Napoléon, irrité par sa contrainte, en tant que chef spirituel, face au « blocus continental » dirigé contre l'Angleterre, l'empereur occupa Rome, puis annexa les Etats pontificaux. Le pape excommunia les forces françaises, responsables de ce dernier acte, en 1809. Napoléon riposta aussitôt en faisant enlever, dans la nuit du 4 au 5 juillet 1809, l'empereur à Savone jusqu'en juin 1812, puis transféré au château de Fontainebleau. Pie VII ne put quitter la France pour regagner Rome qu'en 1814, à la chute de l'Empire.

« se cult le pain intellectuel de la chrétienté » (126 août-30 septembre 1978) n'avait pas de liens particuliers avec la France, alors que le cardinal Karol Wojtyla, qui est venu Jean-Paul II le 16 octobre 1978, avait déjà visité la France trois fois. Simple prêtre, l'abbé Wojtyla a passé, en 1947, un mois au séminaire polonais de Paris, et a eu à cette occasion des contacts avec la Mission de France. En 1955, alors qu'il était archevêque de Cracovie, il a célébré à Paray-le-Monial une cérémonie pour le bicentenaire du culte du Sacre-Cœur, avant de se rendre à la communauté ecclésiastique de Talsé. Enfin, en juillet 1977, le cardinal Wojtyla a passé quelques jours à Paris, où il était l'hôte du cardinal Marty.

Interrogé sur la signification du voyage de Jean-Paul II, l'archevêque de Paris a insisté sur le caractère pastoral de la visite : « Pierre vient nous voir comme un pasteur, dit-il, qui vient nous confirmer dans la foi et la communion, et aussi nous encourager à la réalité concrète d'aujourd'hui. » Les réactions sont-elles tendues entre Paris et Rome ? Le cardinal a répondu : « Il n'y a pas tant de difficultés que cela. L'Eglise de France a des problèmes, mais toutes les Eglises en ont. »

Des relations particulièrement étroites

Si aucun pape, depuis lors, n'a foulé le sol français — malgré le désir qu'en exprimèrent Pie XII, Jean XXIII, Paul VI et même Jean-Paul I^{er} — on peut dire que les relations entre l'Eglise de France et le Saint-Siège, bonnes ou mauvaises, ont toujours été particulièrement étroites. Pendant longtemps, l'Eglise française a mérité son titre de « fille aînée de l'Eglise », même si elle s'est montrée parfois turbulente ou ingrate et si Rome n'est comprise plus en maître qu'en mère.

Avec le successeur de Pie VII, Léon XII (1823-1829), pape de la Sainte Alliance, une période de tensions s'ouvre et dure les pontificats de Pie VIII (1829-1830) et Grégoire XVI (1831-1846), qui ont condamné le catholicisme libéral défendu par Lamennais, et de Pie IX (1846-1878), pape de l'encyclopédie *Quarta cura*, qui condamne le libéralisme, le rationalisme, le naturalisme et le socialisme, et du *Syllabus erro-*

rum, qui condamne quatre-vingts erreurs politiques, philosophiques et religieuses. Le même pape fut l'homme du concile Vatican I et de l'Infaillibilité pontificale, qui faisaient partie de l'offensive des ultramontains contre les gallicans.

S'ensuit une période d'ouverture sociale et de conservatismes doctrinal avec Léon XIII (1878-1903), auteur de l'encyclopédie *Rerum novarum*, charte chrétienne du travail ; Pie X (1903-1914) qui, lors de la séparation de l'Eglise et de l'Etat en France, condamne le Sillon de Marc Sangnier, puis le modernisme ; Benoît XV (1914-1922) qui œuvre pour rétablir la paix ; et Pie XI (1922-1939), qui protesta contre le nazisme et condamna le mariage et l'Action française avant de condamner le marxisme, le quinquisme, le socialisme, le catholicisme, le socialisme, le naturalisme et le socialisme, et du *Syllabus erro-*

Un nouveau journal

« Les évêques de France », a ajouté le cardinal Marty, se réuniront en assemblée plénière à l'occasion de la visite de Jean-Paul II. « Les évêques de France », a-t-il dit, « ont une tâche particulière à accomplir, celle de servir la France, la France de Jean-Paul II, la France de l'Union, Jean-Paul II s'est adressé à différents évêques nationaux pour évaluer leur action et tracer les orientations futures. En sera-t-il de même à Paris ? »

Le remplacement du cardinal Marty à la tête de l'archidiocèse doit intervenir prochainement, et les rapports que le pape a demandé sur la situation du catholicisme français — celui, qui l'on dit sévère, du cardinal Bertoli, qui, dans l'année dernière, a été nommé à la tête de l'archidiocèse de Paris, et celui du nouveau nonce, Mgr Angelo Felici — donnent à penser que Jean-Paul II est intéressé par une Eglise qui connaît mal.

Annouera-t-il lui-même le nom du nouvel archevêque de Paris ? Le cardinal Marty ne le pense pas car, a-t-il dit, « les résultats de l'enquête diocésaine ouverte sur les problèmes reli-

Les papes « français »

Les liens entre l'Eglise de France et le Saint-Siège se resserrent avec l'avènement de Pie XII (1939-1958). Le cardinal Eugenio Pacelli était venu en France à plusieurs reprises en tant que légat du pape, dont il était considéré comme le « fils spirituel ». Il est venu à Lourdes en avril 1935 à l'occasion de la clôture de l'Année sainte. En juillet 1937 il a assisté à Lisieux à la dédicace de la basilique Sainte-Thérèse, et, sur le chemin du retour, à prononcer un sermon à Notre-Dame de Paris sur la vo-

cation chrétienne de la France, qui était un hommage officiel au rôle joué par ce pays dans la catholicité.

La fin du pontificat de Pie XII marque un nouveau refroidissement, cependant, à partir de la publication, en 1950, de l'encyclopédie *Humani generis*, qui vise à limiter la liberté de l'homme, le climat s'alourdit avec la condamnation successive, par Rome, de plusieurs mouvements d'Eglise, de théologiens connus comme les Pères Congar, Chenu et de Lubac, et enfin de l'expérience des pré-

« Saint François d'Assise a été proclamé patron de l'écologie par Jean-Paul II », a annoncé, le dimanche 6 avril à Assise (Italie), le cardinal Silvio Oddi, légat pontifical pour la basilique de saint François. La bulle pontificale, écrite en latin, porte la date du 31 novembre 1979. Le document affirme que saint François a été proclamé patron de l'écologie en raison de son attachement à la nature, « qu'il considérait comme un trésor de la création, Dieu et l'humanité ». — (A.F.P.)

TENNIS. — Six Français étaient engagés au tournoi de Johannesburg, doté de 75 000 dollars de prix. Trois d'entre eux ont réussi à passer le premier tour aux dépens de Sud-Africains : Patrice Dominguez, vainqueur de Byron Bertram, 7-6, 6-0 ; Patrick Frieser, qui a battu Schalk Van Der Merwe, 2-6, 6-1, 6-4, et Dominique Bedel, qui a dominé André Ziesman, 6-3, 6-2. En revanche, Christophe Freys a été battu par l'Argentin José Luis Clerc, 7-5, 6-4, Eric Debiecker s'est incliné devant l'Israélien Shlomo Glickstein, 6-3, 6-2, et Gilles Moretton a été éliminé par l'Américain Victor Amaya, 6-3, 6-3.

CROISIÈRES PAQUET
PRESTIGE

Du pays des vikings à celui du Fandango.

Un fabuleux voyage à bord de Mermoz.

De la Mer du Nord à la Méditerranée, une croisière pour découvrir : les Shetland, les Féroé, l'Islande, l'Irlande, l'Espagne, le Portugal, Gibraltar et les Baléares : soleil de minuit, geyser, icebergs, oiseaux, volcans puis corridors, moulins à vent, fariniers et soleil à volonté !

du 16 au 31 août
«Islande, Irlande et Fandango»
16 jours à bord de Mermoz
au départ de Calais
tout compris à partir de
6500 F

Dans toutes les agences de voyage.

CROISIÈRES PAQUET
PRESTIGE

Les premières réactions

« Les cardinaux Roger Etcheberry, archevêque de Marseille et président de la conférence épiscopale, et François Marty, archevêque de Paris : « L'évêque de Rome, successeur de Pierre, vient comme pasteur à l'Eglise du Christ. Il est pour nous le garant de l'Evangile destiné à tous les peuples. Il vient aussi en serviteur de la dignité de l'homme. Ce sera, pour tous les catholiques français, une immense joie de le recevoir à Paris. Cette visite est avant tout pastorale. »

« Le secrétaire administratif de la Libre Pensée, M. Maurice Azoulay, enfin, s'est élevé contre l'invitation adressée au pape par le président Valéry Giscard d'Estaing. Le président de la République, a-t-il dit, « oublie ceux qui ne croient pas et qui croient à autre chose ». La France, a-t-il ajouté, est un Etat laïque. »

La Libre Pensée envisage d'organiser une manifestation, soit devant l'UNESCO, soit devant le monument à Smile Combes (qui proposa en 1905 la loi de séparation des Eglises et de l'Etat).

Toutes les étapes du voyage de Jean-Paul II seront transmises en direct par Antenne 2, annonce le service de presse de la chaîne.

Au cours des différentes éditions des journaux précédant la visite de Jean-Paul II, la rédaction d'Antenne 2 présentera une chronique de l'Eglise de France. Le 29 mai, le témoin de l'actualité de Jean-Paul II sera le cardinal François Marty, archevêque de Paris.

À TFI, la direction de l'information fait savoir qu'elle ouvrira le voyage du pape à Paris comme elle l'a fait pour tous les déplacements du souverain pontife, en lui accordant une attention toute particulière.

VOTRE RÉSIDENCE A TERRA-BELLA : 220.000 F

A Porticcio, dans la baie d'Ajaccio, un village traditionnel avec piscine, tennis, restaurant, bar, boutiques, etc.

Des appartements-maisons avec vue sur la mer, terrasses et jardins.

Achat : deux pièces 4/5 personnes à partir de 220.000 F. (avec 11.000 F seulement à la réservation. Crédit important).

Location : une semaine à partir de 300 F (studio 2 personnes).

CORSE

Bon pour une documentation gratuite à retourner à Pierre et Vacances
100, bd Haussmann, 75008 Paris. Tél. : 265.19.84

Nom Profession Adresse

Tél. bur.

PIERRE ET VACANCES

THÉÂTRE

Tout sur le couple

(Suite de la première page.)

Après quoi, les spectateurs et les spectatrices sont séparés, posés dans des couloirs jonchés de portes fermées, de bureaux vides d'interviews. Toujours séparés par sexe, on se retrouve face à face, de chaque côté d'une rue dont le bitume mouillé s'écaille. Là, se rejoignent et s'éloignent comme des boules de mercure des personnages venus de chez Peter Handke (« la Femme gauchère »), Prévert (« Quel des braves »), Gorki (« les Estivants »), Büchner (« Woyzeck »)... Cette partie se termine sur Brecht, « la Nœce chez les petits-bourgeois », qui reprend ailleurs, commençant la troisième partie du spectacle.

Spectateurs et spectatrices réunis, assis sur des gradins, suivent en vœux ce qui se passe dans les différentes pièces d'un immeuble. Dans la rue, se jouent des vies qui se croisent. Cette fois, elles sont ancrées. Les textes vont de Michel Deutch (« l'Entraînement du champion »), de Malakovsky (« les Bains ») et la Correspondance, en passant par la Salamandre (« l'Attention au travail ») et pour finir, les deux retraités de « Loin d'Hogondange », de Wenzel, et leur existence entravée.

C'est un travail gigantesque qu'a accompli la Comédie de Caen tout entière : Michel Dubois, Daniel Besnehard, Michel Chaigneau et aussi Louis Taulelle et William Underdown, les scénographes et les comédiens : Valia Boutou, Michel Chaigneau, Gérard Chaillet, Pierre Dios, Jean-Claude Frisuro, Sylvie Herbert, Martine Lalané, Claudine Mayras, Claude Yersin. Ils sont neuf à interpréter des centaines de personnages, passant rapidement de l'un à l'autre, y entrant de plein-pied sans avoir le temps de nuancer une approche. De plus, à de rares exceptions près, les caractères sont décalés de leurs éléments d'origine. Les distorsions im-

posées à Molière ne sont qu'un exemple parmi d'autres.

Ce travail gigantesque, très bien réalisé avec soin et sensibilité, frôle cependant l'anthologie scolaire. En définitive, les implications d'un collage ne sont pas plus vastes que lorsqu'il s'agit d'une histoire classique. Ce sont toujours les mêmes clichés qui reviennent dès que l'on parle de couple et de solitude, quel que soit le talent de celui qui parle. Le talent, il s'exprime dans ce qui entoure les clichés, dans la manière de les faire décoller. Et ici, est donnée la matière brute des clichés, ils sont supposés se faire valoir, mais il arrive qu'ils se ternissent les uns les autres. De plus, le procédé entraîne un déploiement de mise en scène, Michel Dubois expérimente à son tour le « triple » dans un décor hyper-réaliste, pourquoi pas ? Le sentiment de déjà-vu n'atténue pas les privilèges pourtant de se déplacer d'un théâtre à l'autre. Cependant, le fait même qu'il soit ressorti marque la limite d'une recherche, dont le but est de provoquer un rapport autre entre le texte et le public. Effectivement, le jeu de rapprochement et d'éloignement est plus aigu quand on voyage dans un décor. Mais l'éducation de l'œil tue la surprise, les codes s'apprennent vite, les habitudes s'installent et les conventions. Le collage, le projet, répondent sans doute à un besoin, représentant certainement une étape positive. Mais seulement une étape. La question est à présent : où mène-t-elle ?

COLETTE GODARD.

* Critéri. Maison de la culture, 20 à 23, du 10 au 20 avril. Le 10 et le 20 est organisé dans la ville de Caen par la revue Autrement, les journaux de la revue Autrement, qui sont un numéro et un spectacle. * Critéri. Maison de la culture, 20 à 23, du 10 au 20 avril. Le 10 et le 20 est organisé dans la ville de Caen par la revue Autrement, les journaux de la revue Autrement, qui sont un numéro et un spectacle. * Critéri. Maison de la culture, 20 à 23, du 10 au 20 avril. Le 10 et le 20 est organisé dans la ville de Caen par la revue Autrement, les journaux de la revue Autrement, qui sont un numéro et un spectacle.

Les projets du ministère

Nouveaux statuts, nouveaux lieux

Les quatre commissions (secteur privé, subventionné, audiovisuel, auteurs) réunies depuis décembre 1979 à l'initiative de M. Jean-Pierre Angremy, directeur du Théâtre et des spectacles, ont terminé leurs travaux. Les résultats ne sont pas encore publiés, mais, d'ores et déjà, le ministère sait que, s'il voulait en tenir compte, il devrait faire plusieurs bonds en avant.

Pour l'instant, il étudie les modalités d'une collaboration avec la télévision qui permettrait d'élargir le but de diffusion de constituer une sorte de vidéothèque dont il assumerait les frais techniques. Il étudie également l'aménagement et le renouvellement des structures dans le secteur subventionné pour mieux les adapter aux besoins du travail de production. Il s'agit d'abord de trouver une formule moins contraignante que celle des centres dramatiques, mais qui ne soit pas étrangère à des compagnies implantées (le T.P.L. de Jacques Kraemer, à Thionville, le Théâtre Action de Renata Scott, à Grenoble, les Drapeaux de Gaston Burg, à Strasbourg) des moyens et une stabilité sur plusieurs années. D'autre part, la pré-

gation d'un centre dramatique d'Alsace, dont la base sociale, Clermont-Ferrand, serait confiée à Régis Paul Wenzel, Olivier Périot. L'établissement de ces nouveaux statuts est prioritaire, puisque M. Jean-Pierre Angremy espère pouvoir présenter, dans une commission, avec une somme de 400 000 F, vingt-cinq compagnies — la commission d'aide a demandé le classement de cinquante-neuf compagnies. Les auteurs dramatiques, les éditeurs de textes — Rachette et les Éditions Latécoère — sont intéressés — dont certains seraient accompagnés d'un « chèque-protection » somme versée à l'auteur à partir du moment où sa pièce serait montée.

L'idée-force de M. Jean-Pierre Angremy est de financer des programmes plutôt que des hommes et des établissements. Mais ce sont les hommes qui déterminent les programmes, et ils ont besoin d'établissements pour les réaliser. La part de l'État dans le budget du Fonds de soutien doit être réduite en ce sens. Aide au « premier établissement », aide aux « nouveaux directeurs », qui peuvent être des hommes de spectacle comme Daniel Mesguich et Jean-Claude Fall, ou se tenir davantage dans les normes commerciales comme Jacques Scler et Régis Paul Wenzel. Mais c'est à eux de trouver leurs lieux d'action. Les anciens cinémas, les ateliers, les explorés minusculement, si ce n'est le Vieux-Colombier, ne sont pas adaptés à la tâche. La Ville de Paris est appelée à collaborer avec le ministère pour financer les aménagements nécessaires ou l'achat des lieux. Les négociations les plus engagées sont celles qui concernent l'Abbaye pour Jean-Pierre Miel (« Le Monde du 7 mars ») et M. Jean-Pierre Angremy pense toujours installer André-Louis Perinetti en septembre 1981 au Théâtre de Paris, bien que les Spectacles culturels de France, qui, avec Patrick Bourgeois et Gérard Chabail, ont pris une location-gérance d'un an, souhaitent acquiescer les fonds. Quel qu'il en soit, l'événement de la saison 1981-1982 sera Antoine Vitez à Chailot.

Le budget de la culture devrait être considérablement augmenté pour que, en 1981, priorité soit donnée à la création dans des conditions qui ne soient pas misérables. Il est probable que ce que M. Jean-Pierre Angremy appelle les « associations-paravents » telle l'ATAO (Association technique d'action culturelle) et laisseront une partie de leurs subventions ou tout au moins seront réorganisées. — C. G.

Les choix du conseil municipal de Lyon

Le trentième Festival de Lyon aura lieu du 10 au 30 juin. À cette occasion seront inaugurés le Théâtre de l'Ouest lyonnais et la Maison de la danse. L'auditorium Maurice-Ravel et l'Opéra lyonnais ont terminé leurs travaux. Les résultats ne sont pas encore publiés, mais, d'ores et déjà, le ministère sait que, s'il voulait en tenir compte, il devrait faire plusieurs bonds en avant.

Pour l'instant, il étudie les modalités d'une collaboration avec la télévision qui permettrait d'élargir le but de diffusion de constituer une sorte de vidéothèque dont il assumerait les frais techniques. Il étudie également l'aménagement et le renouvellement des structures dans le secteur subventionné pour mieux les adapter aux besoins du travail de production. Il s'agit d'abord de trouver une formule moins contraignante que celle des centres dramatiques, mais qui ne soit pas étrangère à des compagnies implantées (le T.P.L. de Jacques Kraemer, à Thionville, le Théâtre Action de Renata Scott, à Grenoble, les Drapeaux de Gaston Burg, à Strasbourg) des moyens et une stabilité sur plusieurs années. D'autre part, la pré-

L'histoire d'une commission

Les onze membres ont pris leur travail très au sérieux, ont soigneusement étudié les activités des troupes, leurs réussites et leurs échecs. Ils ont pris leurs responsabilités en refusant le monopole des subventions, en réclamant une aide prioritaire efficace, donc suffisante, pour celles qui font preuve de « qualité », c'est-à-dire de « qualité » d'initiative, mais les onze membres de la commission ont été acceptés pour leurs compétences. Ils ont déjà démissionné, par la Ville n'a tenu à aucun compte de leurs votes et de leurs félicitations.

À particulièrement provoqué leur irritation, le sort fait au Novothéâtre et à Ligeon-Ligeon, qui, malgré son talent, n'est pas reconnu hors de Lyon, s'est vu attribuer 60 000 F « sous condition ». La commission pro-

« Home », de David Storey

Deux hommes parlent de choses et d'autres : les titres du journal, le froid qu'il fait, des histoires de gens. L'un est assez tranchant, cherche l'obstacle. L'autre resterait plutôt dans les brumes. Ils ne paraissent pas tout à fait. Chacun parle pour soi. Cependant, il faut qu'ils parlent, c'est un besoin. Bientôt deux femmes, sur ces chaises de jardin, prendront leurs places. Elles aussi vont se dire des choses qu'elles ont et n'ont pas à se dire.

Il s'agit des pensionnaires d'une maison de santé psychiatrique. L'auteur de *Home*, David Storey, a, de ce sujet, une pratique prolongée ou une intuition sûre. Le dialogue qu'il écrit est juste. Il ne comprend aucune ténue. Moi pour moi, malade ou pas, tout un chacun parle ainsi. C'est à des fins transversales imperceptibles qu'il apparaît que ces femmes et ces hommes sont là sans doute pour longtemps. Car David Storey ne tombe pas dans les théories chics à la mode dans le donquichottesme facile. Ces gens-là vont rester enfermés tout simplement parce que personne, dehors, dans la vie, ne voudra d'eux. Ils compliqueraient trop la marche des événements dans une entreprise, un magasin, dans la rue. Ils provoqueraient trop de gêne. On ne les rassemble pas entre des murs dans le but de leur faire du bien, ni d'ailleurs du mal. On les rassemble d'abord pour simplifier la vie d'autrui. Ce faisant, on leur fait effectivement un mal supplémentaire, auquel ils sont sensibles. Et qu'ils essaient d'oublier, d'oublier un peu, se voyant entre eux les conversations que ré-invente avec tact David Storey.

Confrontation, écoute de ces dialogues, une sorte de privilège des dialogues des personnes libres, c'est-à-dire : qui restent en liberté. On dirait qu'il y a, chez ces personnages de Storey, une application, un scrupule, et aussi une petite fièvre, à se saisir des choses, par les mots. Mais il est difficile de faire, chez eux, la part de ce qui est une intuition plus ou moins accablée.

ou une autodéfense latente contre le fait d'être enfermé, observé, écouté, ou un défi à l'égard des citoyens du dehors qui s'expriment sans cesse sur le dos.

Quoi qu'il en soit, les personnages de cette pièce sont privés de tant de libertés essentielles, de tant d'actions vitales, que cet acte de parler, de parler entre eux se pratique un petit peu comme un mystère, sous des apparences de banalité. On est prudent. Les mots tâtent, comme des cannes d'aveugle. On a des moments de farnamisme. On a l'air de prospecter un paysage inconnu. On a l'air aussi de vérifier le terrain, de voir si des choses sont restées à leur place, et de se réclamer, parmi ces choses, une place à soi, que peut-être l'on n'occupe plus, mais à laquelle, justement, on manque.

Quand deux personnes parlent ensemble, elles s'écoulent l'une l'autre très rarement. C'est vrai « dans la vie », hors des hôpitaux, malgré qu'on ait. Et c'est la même chose à l'intérieur des hôpitaux, mais là, cette loi de non-écoute crée une inquiétude plus aiguë.

La traduction de Marguerite Duras est exemplaire. Aucun effet d'écriture. Une fabuleuse richesse d'ondes, de sensation vive, de respect ouvert, sous une ligne entièrement stérile. Ah ! si Marguerite Duras avait le temps de traduire Eschyle, Shakespeare, Goethe, nous scèderions à ces théâtres-là de plain-pied.

Home est sobrement mis en scène par Max Naldini et joué avec une maîtrise par Dominique Desrobert, Elisabeth Lévy, Jean-Pierre Franchon, Francis Lecomte, Bruno Milton.

MICHEL CURNOT.

* Coupe-chou, 26 h. 30.

CINÉMA

« Yanks », de John Schlesinger

L'Histoire sentimentale

On pouvait penser que cinéastes et scénaristes avaient achevé d'explorer les possibilités romanesques de la deuxième guerre mondiale, mais voilà que John Schlesinger (*Un dimanche comme les autres*, *Masochisme*) revient filmer dans son pays d'origine, l'Angleterre, le séjour des soldats américains, en 1945, avant le débarquement. On pouvait surtout se dire qu'il n'y avait peut-être plus ni plaisir ni surprise à attendre de ce genre de sujet.

Or, *Yanks* apporte l'un et l'autre, à condition, bien sûr, que l'on accepte de s'installer, pendant deux heures vingt, à l'intérieur d'un univers purement cinématographique, c'est-à-dire rêvé, dont la grandeur est de mettre en relief, en couleurs, en images, un pan d'événements sur lequel on ne se posait pas a priori beaucoup de questions.

Dans les Européens, de James Ivory, l'Europe débarquait avec sa frivolité aussi brillante qu'ancestrale dans le Nouveau Monde puritain. C'est la même confrontation ici, mais en sens inverse : les Américains viennent bousculer le rigorisme anglais, et tenter d'imposer leur morale du bonheur individuel.

Le scénario est simple, habituel : Schlesinger propose trois hommes et trois femmes, construits trois histoires d'amour qu'il montre en alternance avec une habileté bien hollywoodienne. Les hommes sont américains, il y a un officier et deux soldats, dont un jeune gars de l'Arizona, Matt (Richard Gere, un peu lent, très

beau), qui est le héros principal. Les femmes sont : anglaises et ne se déclassent pas : Vanessa Redgrave, bouleversante, fait partie de la haute société, joue du violoncelle et réconforte les blessés, fréquente l'officier, William Danvers, Matt, lui, aime Jean, la fille de l'opérateur, dont le fiancé, Ken, est au front.

L'accueil des Américains par les Anglais est digne, peu chaleureux, parce que justement les maris, les fils, les frères, sont absents, et sont peut-être en train de mourir tandis que ceux-là dansent, boivent et mangent. Schlesinger met en scène la confrontation collective avec autant de bonheur que les relations individuelles. Les accents et les mentalités, différentes, le racisme à l'intérieur de l'armée des « yanks », qui indignent les Anglais, les vieilles dames britanniques (leurs cigarettes, leur thé, et leur franc-parler), les gosses, les grands vélos noirs, tout un monde surgit, gai ou douloureux, riche en détails astucieusement révélateurs, avec une foule de personnages secondaires très bien vus et joués.

Pour le spectateur d'outre-Manche ou d'outre-Atlantique, il y a peut-être beaucoup d'images que nous dirions d'Épinal. Pour le public français, *Yanks* devrait être, ni plus ni moins, un spectacle plein d'attraits et d'informations.

CLAIRE DEVARRIEUX.

* Voir les films nouveaux.

EXPOSITION

AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

Hartung, les taches et la forme

Pendant l'année 1922, un jeune homme de Leipzig, qui veut être peintre, fait des taches sur des feuilles de papier. Il se cherche et cherche. Quel ? Il ignore. Mais aujourd'hui nous le savons. L'art abstrait était en train de naître. Il réclamait la liberté d'inventer une manière nouvelle de représenter, non pas seulement la nature-nature, mais aussi d'autres natures. Tandis que les peintres abstraits géométriques, tantôt d'intégrer le modernisme industriel dans la sensibilité artistique, inventent une nature mécanicenne, Hartung, homme seul, peint sans médiation des images la nature humaine.

Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris montre les œuvres de ces années de formation, de 1920 à 1928, dans une exposition très soignée et accrochée avec une certaine inventivité de M. Barne-Joffroy, qui voit en ce peintre le fondateur de l'art abstrait lyrique. Depuis que Cézanne a démontré la possibilité d'une organisation plastique dégagée de la figuration, l'abstraction est devenue la tentation de l'art moderne. Ainsi le célèbre série d'aquarelles abstraites de 1910-1911 de Kandinsky intitulées « Impressions », mais, comme le précise M. Johannes Lange dans le numéro spécial de la Revue de l'art sur la peinture allemande, au tournant du siècle, ces « impressions », loin d'être tout à fait abstraites, interprètent les rythmes internes d'un paysage en lignes et en surfaces colorées.

L'originalité de Hartung est qu'il fait des taches apparemment sans rapport avec la réalité, et cependant destinées à rendre visibles la pensée, l'émotion, l'énergie... Mais elles s'établissent que balbutiement en 1922, l'année de la disparition de Rorschach, l'inventeur du « test des taches », qui permet l'interprétation des pensées enfouies dans l'inconscient. Les taches de Hartung ressemblent ou levement à celles du psychologue, mais ce que Hartung tente sans le savoir, c'est de tirer de ces formes informes qui viennent fortuitement, puis volontairement, un langage plastique, reconnaissable et lisible par chacun. Tout cela ne devait se clarifier que plus tard dans son esprit.

Dans sa jeunesse, Hartung, influencé par Corbin, ne se sentait proche des expressionnistes allemands que pour s'en éloigner. Les expressionnistes, dit-il, peignaient leurs sentiments avec force, mais dans le chaos des formes.

Le film cubain « Portrait de Teresa », de Pastor Vega, a remporté le prix de la meilleure production latino-américaine de l'année au vingtième Festival international de Carthagène (Colombie).

« Il avait commencé par une tentative de sainteté », disait Paulhan de Hartung, qui traversait alors une crise mystique. C'est donc sur ce sentiment religieux et dans une certaine confusion de l'esprit qu'il découvre l'abstraction, son dessin rapide et allusif, où l'expression déborde la stricte signification de l'image. A l'instar de Kandinsky, il pense que l'expression pourrait se suffire à elle-même, sans images, par une composition abstraite.

À Paris — Hartung s'en souvient non sans amertume — l'art peut aussi être affaire de croyance. La chapelle des peintres géométriques abstraits procédait à une certaine hygiène de l'art : pour eux, Hartung introduit dans cette abstraction une déviation romantique antimécanicenne, pour ainsi dire antimoderniste. Eux, peignant avec l'appui d'une position théorique, lui, allait à l'instinct, n'écoulant que son sentiment. Dans la présentation de peinture abstraite de la galerie Charpentier, on ne consentait qu'à contre-cœur à le laisser exposer, et encore... à part, dans un couloir sans éclairage. Les enseignements de Léger et de Lhote dans l'atelier desquels il va, dès son arrivée en France en 1920, ne lui permettent pas de se révolter. Et, désignant maître de l'ordre dans l'ordre des taches, il regarde du côté de la section d'or pour composer sur des principes.

Mais il se perd dans un labyrinthe d'incertitudes. Il a raconté comment il se « perdit » un jour tout abandonné pour reprendre ses dessins de 1922, pour remonter à la source, aux taches informelles, et cette fois avec toute son expérience, sa volonté de clarté et de pureté plastique, sans références à la réalité, sinon à la

semaine même. Il fait, en 1927, des dessins, puis, en 1933, des peintures, qui sont les premiers œuvres d'art expressionnistes abstraites, avant la lettre. Ce sont les signes d'une émotion intérieure mue par l'énergie de la main et du corps.

Durant les dernières années de la guerre, il dessine sur de simples feuilles volantes. Il est trop pauvre pour avoir un atelier et acheter des toiles pour peindre : celles qu'il fait en ces années, il les réalise à partir de ses dessins « pour ne pas prendre le risque de gâcher des toiles, en copiant même les accidents », selon le principe de la peinture gestuelle d'improvisation, et « pour rester frêle », comme il lui avait conseillé son ami Jean Hélion.

La peinture d'action, l'action painting, vient plus tard après 1945. Les Américains sont les premiers à le nommer, à proposer de Pollock et de Kline. Mais Hartung est celui qui l'invente. Et c'est l'objet de cette exposition — dossier qui démontre, prenant appui sur des dessins, des peintures, des dates et aussi sur la genèse d'une œuvre inquiète et nocturne, la lente montée des taches de Hartung.

JACQUES MICHEL.

* « Hartung, œuvres de 1920 à 1938 » au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Exposition organisée par M. Barne-Joffroy, jusqu'au 31 septembre.

* « La Revue de l'art » n° 45, consacré à l'art allemand au tournant du siècle. Études sur Caspar David Friedrich et Carl Friedrich Schinkel ; sur les fresques des Nazarens à la Casa Bartholdy ; sur Courbet et Manet ; Le « style » Boccioni ; Kandinsky ; les poètes du village de Wilhelm Leibl.

THÉÂTRE DU GYMNASSE MARIE BELL
38, Boulevard Bonne Nouvelle (10^e) ☎ 246.79.79

Prolongation exceptionnelle 100^{ème}

L'atelier

de Jean-Claude GRUMBERG

Prix de la Meilleure Création Française 1979
du Syndicat de la Critique Dramatique
mise en scène
M.BÉNICHOU, J.C. GRUMBERG et J. ROSNER

Une production du
THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON

Les Mar., Mer., Jeu., Ven. et Sam. à 20 h 30 et Dim. mat. à 15 h.
Relâche le Dimanche soir et le Lundi.

LOCATION, 14 jours à l'avance au Théâtre du Gymnase et agences

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.S.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	87,00
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,56
AGENDA	39,00	45,56
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,46

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENREGISTREES	Le m/m cat.	T.S.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

L'immobilier

viagers
STE spécialiste VIAGERS
F. CRUZ & rue La Boétie
92-11-00
Prix, location et garanties
Etude gratuite discrète

locations non meublées
Demande
Paris
PRAIRES, LOUEZ SOUS 30 h.
VOS APPTS SANS FRAIS
261-53-88

locations non meublées
Offre
Paris
70, BD FLANDRIN, immeuble
1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

fonds de commerce
Chamonix plein centre
La Résidence
LOUIS LACHENAL
Location de commerces
toutes surfaces
emplacement exceptionnel
dans galerie commerciale
rez-de-chaussée de l'immeuble
Renseignements et vente sur place
267, rue J. Vallot, Chamonix
Tél. (50) 53.24.19
Chamonix - Documentation gratuite à P.I. Services
19, rue Lafayette, 75009 Paris - Tél. 280.40.14

locations non meublées
Demande
Paris
PRAIRES, LOUEZ SOUS 30 h.
VOS APPTS SANS FRAIS
261-53-88

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

maisons de campagne
20 KM PAU
Av. maison de campagne, style
normand, construite 1959
(200 m2 environ en tout : étage
surélevé, garage sous-sol, etc.)
sur terrain, boisé, vue dégagée,
précipitation au sud, état moyen.
Cuisine : 150 m2, P. 500.000 F
Tél. (50) 54-10-59

locations non meublées
Demande
Paris
PRAIRES, LOUEZ SOUS 30 h.
VOS APPTS SANS FRAIS
261-53-88

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

propriétés
A vendre très belle affaire
— un bois charbonné (7 pie-
ces) 11 ct.
— une maison charbonnée (pi-
èce à l'équerre), gr. séjour
45 m2, 5 ch. + 3 s. + 100 m2
commerciaux comprenant :
magasin d'antiquités (100 m2),
niv. de 60 m2, magasin com-
p. 25 m2, 2 av. logia.
rustique avec mezzanine : 50
m2, cuis., s. de b. + 2 ch. +
100 m2, 5 ch. + 3 s. + 100 m2
piscine, jardins d'ornement, 10
m2 et fruitier.
Ecr. : 6200 e. h. M. M. M. Pub.
S. m. Italiens, 75427 Paris ced. 09

locations non meublées
Demande
Paris
PRAIRES, LOUEZ SOUS 30 h.
VOS APPTS SANS FRAIS
261-53-88

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

locations non meublées
Offre
Paris
Immeuble 1500 env., gd 3 Pcs, 11 cont.
5.000 F + charges. — 65-17-47

ENVIRONNEMENT

— POUR NETTOYER LES PLAGES BRETONNES

Le préfet des Côtes-du-Nord a demandé l'envoi de deux nouvelles compagnies de militaires

Un nouvel effort de nettoyage sera nécessaire pour débarrasser la côte de Granit rose du pétrole du « Tania », avant le 1^{er} juin. C'est ce qu'a constaté, mercredi 9 avril, le préfet des Côtes-du-Nord, M. Jean-Pierre Foulquier, au P.C. Polmar de Saint-Brieux. Les multiples chantiers, comme la diversité de leurs activités, posent en effet un problème de coordination des moyens et de plein emploi des matériels. Deux nouvelles compagnies de militaires ont été demandées.

La colère des Trégorrois s'est manifestée mardi soir 8 avril au cours des réunions extraordinaires de conseils municipaux des communes affectées par la marée noire. A Perros-Guirec, le conseil municipal a décidé d'inviter les habitants à renvoyer leur carte d'électeur à l'élysée.

Au cours d'une visite des chantiers, mercredi matin le sous-préfet de Lannion, M. Le Coz, a été pris à partie par plusieurs jeunes gens et sa voiture aspergée de pétrole.

Vendredi 11 avril, le conseil général des Côtes-du-Nord se réunit en session extraordinaire sous la présidence de M. Charles Josselin (P.S.). Il entendra M^{me} Hugon, son avocat dans le procès de l'« Amoco-Cadiz », et plusieurs experts européens. D'autre part, M. Aymeri Achille-Fould, président de la mission interministérielle de la mer et, à ce titre, responsable, par délégation du premier ministre, du dossier du « Tania », exposera le même jour aux élus bretons les mesures envisagées pour colmater les brèches de l'épave, et indiquera quelles sociétés ont été choisies — et selon quel calendrier — pour effectuer les travaux, vraisemblablement à partir du 20 avril.

Une délégation d'élus des Côtes-du-Nord et du Finistère sera reçue par le président de la République le 23 avril, a annoncé, jeudi, le porte-parole de l'Elysée, M. Jean-Marie Polier. Cette délégation devra ensuite se rendre à l'hôtel Matignon pour une séance de travail à laquelle participeront les ministres concernés. A l'Assemblée nationale et au Sénat, le mercredi 16 avril, le gouvernement s'est longuement expliqué sur le naufrage du pétrolier malgache le 7 mars et sur ses conséquences. Notons que M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, maire de Carnac, a déclaré en tant qu'élus breton : « Une certaine discrétion s'impose si l'on veut garantir à la Bretagne les conditions d'une saison d'été convenable pour elle-même et ses hôtes ».

Le Sénat a largement débattu, mercredi 9 avril, au cours de l'après-midi et en séance de nuit, de la pollution maritime et des conséquences du naufrage du pétrolier Tania. Premier orateur, M. LE TIR (P.C. Haute-de-Seine), a notamment reproché au gouvernement de n'avoir pas suivi les conclusions de la commission d'enquête sénatoriale sur l'« Amoco-Cadiz ». Son attitude à l'égard des assurances lui paraît, d'autre part, « démissionnaire ». Le rôle de la Mission de la mer lui semble, enfin, « nul ». « L'ordre affirme-t-il, est la responsabilité de ceux qui ont refusé la nationalisation des compagnies pétrolières ».

M. MARCELLIN (R.I. Morbihan) demande où en sont les travaux de colmatage de l'épave, et si l'on répondra aussitôt que le choix des entreprises sera fait le lendemain (10 avril) et que les travaux dureront de quatre à six semaines. Il déplore que les préfets n'aient pas encore reçu des instructions pour consentir aux sinistres les avances forfaitaires qui ont été annoncées. L'ancien ministre de l'Intérieur poursuit : « Après le naufrage de l'« Amoco-Cadiz », des dispositions urgentes ont été prises pour le contrôle des pétroliers remontant vers Rotterdam. Ces contrôles sont-ils appliqués également aux pétroliers descendant vers le golfe de Gascogne ? Je n'en suis pas sûr ! Ne faudrait-il pas engager de nouvelles négociations à ce sujet avec l'Organisation mondiale ? ».

M. CHANTY (R.P.R. Loire-Atlantique) qualifie de « bricolage » les mesures de sécurité et de police qui ont été prises après le naufrage de l'« Amoco-Cadiz ». « Le comble de cet échec », déclare-t-il, « est le système des remorqueurs, loués à prix d'or pour deux d'entre eux avec des combinaisons financières magiques d'un Etat comme la France, à des armateurs étrangers qui font la loi. Je dégage tout de suite, conclut-il, la responsabilité du ministère des transports et du ministre des armées, qui ont été mis hors de cette affaire, et je condamne avec la dernière des énergies l'incapacité de la Mission de la mer, qui porte toute la responsabilité. Je demande la suppression de cet organisme totalement inutile et parasitaire ».

M. EDOUARD BONNEFOUS (Gauche dém. Yvelines) souligne que le naufrage de l'« Amoco-Cadiz » a coûté 80 millions au seul département du Finistère. « C'est le contribuable français qui paye », déclare le président de la commission des finances, et rien n'a pu encore être obtenu des sociétés étrangères responsables ni des assureurs de l'Etat, puis les ministres de la Défense et de l'Intérieur.

M. LOMBARD (U.n. centr. Finistère) estime que le problème de la prévention, comme celui de la lutte contre la pollution reste « vierge ». Les moyens humains et financiers pour les résoudre font défaut. « Le plan Polmar, conclut-il, signe des catastrophes répétées, n'est pas précédé d'un plan « pré-voir » ». De nouveaux matériels, simples et efficaces, sont conçus, mais, faute d'argent, on en reste à un stade artisanal. Cependant, l'étranger suit de près ces travaux et la France même semble se désemparer.

Pour M. NOE (P.S. Essonne) les gouvernements européens sont paralysés par les intérêts privés et il est difficile de se réunir. M. LE THEULE, ministre des transports, commence par faire le récit chronologique des événements qui ont précédé le naufrage du Tania. Il indique l'ampleur des moyens de lutte mis en œuvre et aborde la question du sort de l'épave. L'Etat français a normalement assuré. Les personnes privées seront indemnisées « par des avances de l'Etat dans le cadre de leurs délais et dans les conditions équivalentes à celles qui ont été retenues pour l'« Amoco-Cadiz », c'est-à-dire, notamment sur la base des déclarations fiscales. Des groupes de travail ad hoc sont d'ores et déjà constitués dans chaque département pour examiner les dossiers en liaison avec les professionnels : celui des Côtes-du-Nord travaille déjà ».

Le ministre décrit ensuite la situation juridique (complexes) du Tania et de sa cargaison. Il souligne : « Le pavillon malgache n'est pas un pavillon de complaisance ».

Du ciment pour colmater les fissures
M. Le Theule ajoute : « La France est le seul pays du monde occidental possédant des intérêts maritimes importants à prendre en compte et à défendre. Nous sommes engagés, en dépit des réticences de plusieurs de nos partenaires européens. Nous pourrions la lutte contre les navires intérieurs aux normes de l'accord de La Haye intervenu, en mars 1978 sur l'initiative de la France, entre huit pays riverains de la mer du Nord et en note d'extension à l'Irlande et à l'Italie. (...) Nous achèverons en 1981 la mise sur pied de notre réseau de centres de surveillance. (...) Nous achèverons en 1980 l'installation des quinze centres de sécurité chargés dans les ports principaux d'appliquer la réglementation relative à la sécurité des navires tant français qu'étrangers : vingt emplois ont été créés à cet effet en 1980. (...) Nous poursuivons nos efforts, conclut-il, pour renforcer ce contrôle et parvenir à un système de déclaration obligatoire des navires préalablement à leur entrée au port, avec description de l'état technique et des plans de sécurité. Le rassemblement de toutes ces informations sur les navires dans un fichier unique, par exemple au niveau européen, n'est pas un objectif à l'esprit. Nous n'y sommes pas opposés et nous ferons bientôt des propositions à ce sujet à nos partenaires, à la suite de celles, récentes, du commissaire européen aux transports. Au terme de la séance de nuit et répondant à de nouveaux ora-

teurs (MM. PALMIERO, U.n. centr. Alpes-Maritimes ; LEMARIE, U.n. centr. Côtes-du-Nord ; PRIOT, U.n. centr. Finistère ; YVON, U.n. centr. Morbihan), le ministre des transports a apporté la précision suivante : « Il n'est pas normal qu'un bateau de 25 000 tonnes se casse brusquement et décharge sa cargaison dans la mer. Et, de fait, la cassure n'a pas été aussi brusque qu'on le dit : elle a demandé, semble-t-il, plus d'une heure. Aussi faut-il se demander quel était l'état du fond du Tania ? Quand on a mis l'épave en cale sèche, on a eu la surprise de découvrir du ciment colmatant des fissures dans certaines cloisons. Quant aux conditions de chargement, elles sont discutées, le commandant ayant péri dans le naufrage. Nous n'aurons de certitude à cet égard que demain, à l'ouverture des dossiers techniques ».

Le 17 mars 1981 ouvrira à la Défense le centre commercial. Les quatre Temps : 200 000 mètres carrés couverts, 6 000 places de parking, 150 000 mètres carrés de surfaces commerciales (près de 65 % sont déjà retenues). Un objectif : drainer la clientèle de tout le Parisien, de Saint-Denis à Versailles. Ses promesses ne manquent ni d'ambition ni de moyens. L'établissement public d'aménagement de la Défense (E.P.A.D.) aura consacré travaux près de 800 millions de francs. La société civile immobilière du centre, dont les actionnaires sont le Crédit lyonnais, la Caisse des dépôts et consignations, diverses sociétés d'assurance et l'E.P.A.D. lui-même, a pensé en tout 750 millions ; les commerçants qui s'installeront grâces à l'Etat devront investir quelque 500 millions.

Le succès du forum des Halles peut servir de modèle à tous les autres. D'autant que Serge Aimbard, qui est responsable de la Défense, a dit : « On ne peut pas attendre que tout soit parfait avant de commencer à travailler, mais aussi un lieu de vie. — Th. B. »

Le ministère de la justice est condamné par le Conseil d'Etat
Il avait fait construire illégalement 84 logements à Fleury-Mérogis (Essonne)

Personne n'est au-dessus des lois, et surtout pas le ministère de la Justice. C'est en quelque sorte la leçon d'un arrêt que vient de prononcer le Conseil d'Etat et qui ne fait rien de moins que condamner le ministère de la Justice.

Tout commence il y a plus de dix ans à Fleury-Mérogis (Essonne), lorsque l'administration pénitentiaire décide d'installer quatre-vingt-quatre logements de fonction pour le personnel de l'immeuble prison qu'elle est en train d'édifier à proximité. Or, pour ce faire, elle a eu le malheur de demander un permis de construire. La réaction du maire, M. Clavier (P.C.), ne se fait pas attendre. Ayant fait dresser constat de l'illégalité de la construction, il oblige le préfet à délivrer le 17 janvier 1973 un

TRANSPORTS

Vives réactions au Sénat contre la prorogation de l'obligation des codes en ville

M. Le Theule, ministre des transports, interrogé au Sénat, mercredi 9 avril, par MM. Edouard Bonnefous (Gauche dém. Yvelines), président de la commission des finances,

et Jean Cluzel (U.n. centr. Allier) sur l'expérience des codes en ville, a nettement indiqué qu'il n'était pas question pour le gouvernement de revenir sur cette mesure.

Cinq mois d'application ne lui ont pas permis, a-t-il précisé, de faire des constatations concordantes. Les réactions des usagers sont très diverses selon les régions et les organismes consultés. Le ministre cite à ce sujet l'Académie de médecine, où « l'obligation de code n'a pas eu de répercussion sur les accidents de la route ». Quant au reproche majeur qui est fait à la décision gouvernementale d'octobre 1979 : l'obligation par temps de pluie provoquerait une réduction de la visibilité, M. Le Theule lui oppose le fait que cette obligation est rétroactive depuis 1975. M. Chirac et Lecoq, qui en tant que maires de Paris et de Rouen, demandent l'abrogation de la mesure, ont été, souligne-t-il, les signataires du décret de 1975. « Les dispositions arrêtées en octobre n'avaient donc pas, en outre, cette mesure s'inscrivent dans l'action que conduisent les pouvoirs publics depuis une dizaine d'années afin de réduire le nombre et la gravité des accidents de la route ».

« J'espère, conclut le ministre, que la totalité des automobilistes finira par se résoudre à l'usage des codes qui constituent l'une des composantes de la sécurité. Le gouvernement n'est pas disposé à revenir sur les mesures prises. Satisfaire ? Non : évidemment, nous continuerons à lutter contre le fléau des accidents de la route (...). Les feux de croisement sont l'une des composantes de la sécurité. Nous allons nous efforcer de les rendre plus efficaces et de les rendre plus sûrs. Quant aux propositions de loi relatives à la sécurité routière, je vous rappelle les chiffres : plus de douze mille morts, plusieurs centaines de milliers de blessés. Nous ne pouvons nous satisfaire de ce bilan. Quelles seraient les réactions si, dans notre pays, vingt-cinq avions pour porteurs d'écroulement chaque année ? »

M. EDOUARD BONNEFOUS reproche au gouvernement de n'avoir tenu aucun compte de l'avis du Sénat qui, le 5 décembre dernier, par 263 voix contre 2, a rejeté l'abrogation de la mesure. Il estime aussi que l'obligation des codes en ville, même si elle a pour origine la décision de la conférence européenne des ministres des transports recommandant que la mesure soit rendue obligatoire dans chaque pays d'Europe avant le 1^{er} janvier 1982, a été appliquée, en France, peut-être trop, hâtivement et sans information préalable des usagers. Quant au comité interministériel de la sécurité routière, première conséquence de cette hâte : les phrases des automobilistes, mal rédigées (dans une proportion qui dépasserait 90 % des véhicules), sont à l'origine de la mauvaise visibilité constatée par les usagers de la route.

Les municipalités n'ont, d'autre part, pas eu le temps de se préparer à l'application de cette mesure : l'éclairage de certaines villes laisse à désirer. Enfin, dans les grandes villes, où la circulation est importante, l'usage des codes les jours de pluie éblouit et fatigue les conducteurs.

Un certain nombre de municipalités et d'associations d'automobilistes ont vivement réagi à la décision du gouvernement — notamment MM. Lecoq et Chirac. La mesure n'est appliquée qu'avec

responsabilité sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

Une bonne mesure mal préparée

La décision de M. Joël Le Theule, ministre des transports, de prolonger l'expérience des codes en ville, ne manquera pas de provoquer, une fois de plus, des commentaires solides de certaines municipalités et associations d'automobilistes, qui ont réagi, depuis le 15 octobre 1979, à la mesure prise par le gouvernement. Plusieurs raisons ont motivé ces critiques.

La décision de rendre obligatoire l'usage des codes en ville, même si elle a pour origine la décision de la conférence européenne des ministres des transports recommandant que la mesure soit rendue obligatoire dans chaque pays d'Europe avant le 1^{er} janvier 1982, a été appliquée, en France, peut-être trop, hâtivement et sans information préalable des usagers. Quant au comité interministériel de la sécurité routière, première conséquence de cette hâte : les phrases des automobilistes, mal rédigées (dans une proportion qui dépasserait 90 % des véhicules), sont à l'origine de la mauvaise visibilité constatée par les usagers de la route.

Les municipalités n'ont, d'autre part, pas eu le temps de se préparer à l'application de cette mesure : l'éclairage de certaines villes laisse à désirer. Enfin, dans les grandes villes, où la circulation est importante, l'usage des codes les jours de pluie éblouit et fatigue les conducteurs.

Un certain nombre de municipalités et d'associations d'automobilistes ont vivement réagi à la décision du gouvernement — notamment MM. Lecoq et Chirac. La mesure n'est appliquée qu'avec

responsabilité sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

Reprenant la parole, le ministre des transports précise que la mesure contestée conserve bien « un caractère expérimental. Elle ne doit pas être, conclut-il, ressentie comme une brimade ».

M. JEAN CLUZEL n'est pas moins sévère. Il reproche au gouvernement de se décharger de ses

responsabilités sur les technocrates. Puis il souligne l'hostilité des associations et celle surtout des maires des grandes villes, sans distinction de tendance. « Laissez, déclare-t-il, les automobilistes français responsables d'adopter l'habitude de l'éclairage de leurs véhicules aux nécessités de la sécurité et en fonction de l'heure, des conditions atmosphériques, mais aussi de la qualité de l'éclairage urbain lorsqu'il s'agit de conduire en ville. Et, si vous voulez néanmoins imposer l'utilisation des codes en ville, alors, dégagez d'abord les crédits nécessaires à la réalisation d'un éclairage urbain satisfaisant ; après, il n'y aura plus de problèmes. D'ici là, que chaque automobiliste soit responsable d'adopter sa conduite, comme lui en fait l'obligation le code de la route : car la comme ailleurs l'usage de réglementation suit un bon exercice des responsabilités ».

URBANISME

UN LIEU PERMANENT D'ANIMATION SERA CRÉÉ DANS LE CENTRE COMMERCIAL DE LA DÉFENSE

Carolyn Carlson va y ouvrir une école de danse

Le 17 mars 1981 ouvrira à la Défense le centre commercial. Les quatre Temps : 200 000 mètres carrés couverts, 6 000 places de parking, 150 000 mètres carrés de surfaces commerciales (près de 65 % sont déjà retenues). Un objectif : drainer la clientèle de tout le Parisien, de Saint-Denis à Versailles. Ses promesses ne manquent ni d'ambition ni de moyens. L'établissement public d'aménagement de la Défense (E.P.A.D.) aura consacré travaux près de 800 millions de francs. La société civile immobilière du centre, dont les actionnaires sont le Crédit lyonnais, la Caisse des dépôts et consignations, diverses sociétés d'assurance et l'E.P.A.D. lui-même, a pensé en tout

UN PREMIER BILAN DES NÉGOCIATIONS DANS LE SECTEUR PRIVÉ

Les primes compensent parfois l'insuffisance des accords sur les salaires

Le C.N.P.F., depuis plusieurs semaines, multiplie ses professions de foi apaisantes. Le dialogue social reste une nécessité, dit-il, tout en étant incompatible avec la violence. Les entrepreneurs ont besoin d'un syndicalisme responsable et réaliste, qui tienne compte des réalités internationales, vient encore de dire M. Ceyrac. Or si les contacts ne sont pas rompus entre les employeurs et les travailleurs, les négociations demeurent très souvent au point mort.

En déclarant à l'automne qu'une pause sociale était nécessaire, le C.N.P.F. enten-

daient renvoyer au niveau des entreprises les améliorations susceptibles d'être réalisées selon les situations spécifiques. La plupart des employeurs en ont déduit qu'ils pouvaient fermer « le guichet des réclamations ».

Mais le mécontentement des ateliers et des bureaux ne peut être longtemps ignoré sans danger. Et la crispation des salariés s'accroît encore de la tension qui règne entre les syndicats (et parfois dans leurs propres rangs). A tout prendre, un 1^{er} mai « unitaire » conviendrait peut-être mieux au patronat, dans la mesure

où il n'aurait plus devant lui des interlocuteurs que leurs divergences actuelles poussent à la surenchère ou incitent au refus de contracter.

Un tel climat n'est évidemment pas favorable à la négociation sur l'aménagement de la durée du travail.

Le mouvement, dit-on, se prouve en marchant, mais les relations industrielles, dans le secteur privé, sont restées des plus statiques depuis le début de l'année, comme il apparaît dans la récapitulation que voici.

(2 986 F mensuels) et les travailleurs de la chimie (2 774 F).

Dans la métallurgie (U.I.M.M. (Union des industries métallurgiques et minières) fait état de la reconduction des accords sur la rémunération annuelle garantie conclus en 1980, soit près d'une cinquantaine. Ils couvrent, indique-t-on de source patronale, un million quatre cent mille salariés, soit 70 % des effectifs de la métallurgie : ils avaient été signés dans quarante-trois régions par F.O., dans vingt-huit par la C.G.C., dans vingt et une par la C.F.T.C., dans cinq par la C.F.D.T. et dans une seule par la C.G.T.

L'U.I.M.M. mentionne un second accord. Il porte sur trois aspects de la revalorisation du travail manuel : garanties de fin de carrière des ouvriers, création de deux « échelons supplémentaires » pour les techniciens d'atelier et majoration des minima hiérarchiques pour les ouvriers et la maîtrise d'atelier. F.O. a obtenu trois points, la C.F.T.C. et la C.F.D.T. un seul, et la C.G.T. aucun. De plus, le 17 mars, les cinq centrales et le C.N.P.F. ont signé un accord sur le montant de l'indemnité horaire minimale en cas de chômage partiel : 12,70 francs au 1^{er} avril 1980 et 13,80 francs au 1^{er} octobre (y compris l'aide publique).

A la C.G.T., tout en admettant les patrons de bloquer ou de freiner les négociations, les dirigeants mettent l'accent sur les résultats obtenus par l'action revendicative dans les entreprises. Le bilan des premiers mois de 1980 qui en a été dressé montre que les efforts ont porté, en priorité, sur le relèvement des salaires. Les formules sont variées : majoration en pourcentage, augmentation fixée en francs du salaire horaire, opération de « rattrapage » d'un retard constaté, indexation sur l'indice officiel des prix par exemple, ou par exemple d'un versement d'une prime de vie chère mensuelle (par exemple 40 francs) ou trimestrielle (par exemple 126 francs).

L'éventail des primes

La revalorisation des primes ou la création de nouvelles primes prend des aspects divers : qu'il s'agisse des versements de fin d'année, avec par exemple un « plancher », ou de ceux qui précèdent les vacances. Leur montant est augmenté d'une somme fixe : 450 francs, 800 francs ou 1 000 francs, les bases de calcul sont améliorées, la prime d'assiduité est incorporée, etc.

On trouve aussi, au titre de la vie chère, des versements exceptionnels forfaitaires (800 francs ou 700 francs), ou des suppléments de 40 francs à 100 francs, etc.; d'autres pour les transports (90 francs), pour le travail de nuit (80 francs), et toute la palette des primes de panier, de salissures, de bleu de

PHILIPS VA SUPPRIMER 5 000 EMPLOIS EN EUROPE

Le marasme du marché de la télévision couleur, notamment en Europe, est directement responsable — du moins à en croire les dirigeants de la société — des mauvais résultats de l'exercice 1979 du groupe Philips. Le chiffre d'affaires n'a augmenté en volume que de 6 % et de 7 % en valeur pour atteindre 33,2 milliards de florins, soit un montant inférieur aux prévisions. Le bénéfice net a diminué : 619 millions de florins contre 701 millions en 1978.

Évoquant le problème de la concurrence japonaise dans le domaine de l'électronique grand public, M. Dekker, vice-président de Philips, a indiqué, le 9 avril à Paris, que son groupe était « favorable à une politique de libre-échange ». Il est cependant regrettable, a-t-il ajouté, que les Japonais ne respectent pas les règles de réciprocité. C'est pourquoi il est urgent que des conversations soient engagées dans ce sens et qu'elles se solent de gouvernement à gouvernement ou entre la Communauté et le gouvernement japonais, car, autrement, les industriels nippons ne rétrograderont pas.

En 1980, Philips va procéder à une vaste réorganisation, notamment dans le secteur des tubes de T.V. couleur et du grand public. Les mesures de rationalisation de la production — « nécessaires pour améliorer les résultats » — se traduiront par le déplacement de certaines activités vers les pays à bas salaire du Sud-Est asiatique. En Europe, Philips prévoit de supprimer cinq mille emplois (dont mille cinquante aux Pays-Bas).

Assurance-maladie

REPRISE DES NÉGOCIATIONS AVEC UN SEUL DES SYNDICATS DE MÉDECINS

La Fédération des médecins de France (F.M.F.) et les trois caisses d'assurance-maladie (salariés, exploitants agricoles, commerçants et artisans) ont repris, jeudi 10 avril, sans la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), les négociations pour l'élaboration d'une nouvelle convention.

Ces discussions avaient été suspendues, le 19 mars, à l'initiative des caisses, en raison de la décision de la C.S.M.F. d'appeler ses adhérents à dépasser les honoraires, bloqués depuis juillet 1979. Alors que la F.M.F. souhaitait une reprise rapide des pourparlers, les caisses avaient donné un délai de réflexion à la C.S.M.F. en exigeant cependant que la consigne dite du « tarif syndical » soit rapportée.

Cette organisation maintenant à la fois son appel et son opposition au projet de convention qui, selon elle, institue un double secteur médical (ceux qui respectent les tarifs, ceux qui seraient la liberté de fixer leurs honoraires). Les caisses ont décidé, mercredi 9 avril, de reprendre les négociations dès le 10 avec la seule F.M.F., syndicat minoritaire, le lieu des négociations demeurant secret pour éviter toute perturbation.

A MARCILLY-EN-GAULT (LOIR-ET-CHER)

Les employées puisent dans leurs économies pour relancer une entreprise de confection

De notre correspondante

Blois. — M. Claude Reilinger ne se doutait sûrement pas, quand il se maria avec son épouse le petit atelier de confection de luxe de Marcilly-en-Gault, petite commune de sept cents habitants, en plein cœur de la Sologne, que son entreprise serait, le jour, trois ans plus tard, d'une expérience tout à fait étonnante de « participation ».

A la fin de 1976, en effet, tout va bien. La S.A.R.L. Aodso, constituée par M. Reilinger, assure de plusieurs marchés auprès de grands couturiers parisiens et embauche une trentaine d'employées qui découvrent le métier de « couturière » après avoir été qu'employées de maison, qui fermaient, qui tout simplement mère de famille. Mais les difficultés commencent. L'approvisionnement en tissus se fait difficile et les aides attribuées dans le cadre de création d'emplois en milieu rural sont refusées à l'entreprise... parce qu'elle a créé plus de dix postes ! Dans le même temps, les « rescapées » de l'ancienne entreprise et quelques nouvelles se syndiquent et, malheureusement, prêtent quelque crédit à des bruits qui font état d'une fermeture prochaine de l'entreprise. Reilinger sensiblement le rythme de travail avec l'espoir de toucher quelque temps plus tard de substantielles indemnités de licen-

ciement. Plus récemment, des difficultés dans la livraison de la marchandise aux clients entraînent des retards dans le paiement des salaires deux mois de suite. Les ouvrières syndiquées accompagnent leurs actions, le chiffre d'affaires de l'entreprise finit par baisser de moitié.

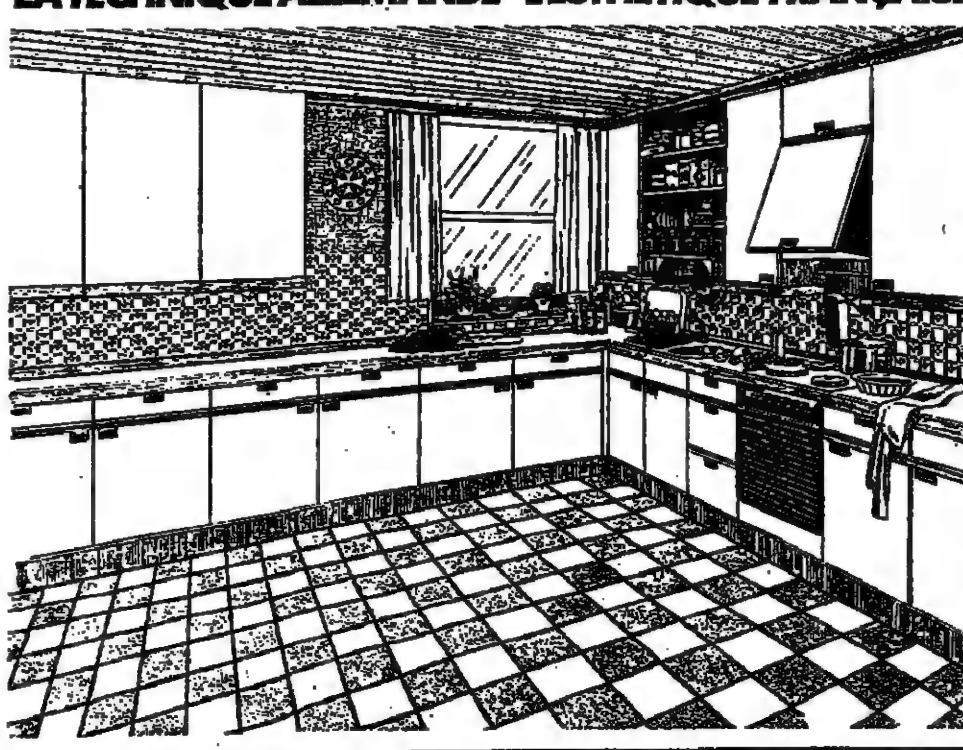
An début du mois de mars dernier, c'est le dépôt de bilan. Mais M. Reilinger et son épouse se résignent pas à rester là, d'autant que, restés fidèles à son entreprise, c'est à dire qu'il propose aux « couturières » qui le souhaitent et qui le peuvent de puiser dans leurs économies pour créer une nouvelle entreprise. Une dizaine de femmes apportent de 2 000 à 10 000 francs, avec quelques capitaux supplémentaires et l'accord du syndic, la S.A.R.L. peut redémarrer sur de nouvelles bases. L'ancienne secrétaire se retrouve à la tête de l'entreprise : M. Reilinger devient chef du personnel et son épouse technicienne.

Aux dernières nouvelles, le petit atelier de Marcilly-en-Gault se porte bien. Les carnets de commandes sont pleins et il est question d'embaucher deux nouvelles ouvrières, une couturière et une surjeteuse, pour lesquelles des offres d'emploi ont été lancées.

BEATRICE HOUCARD.

LE QUOTIDIEN EST UN PLAISIR

LA TECHNIQUE ALLEMANDE - L'ESTHÉTIQUE FRANÇAISE



Vous avez une pièce ronde, carrée, à pans coupés ou vêtuste ? Peu importe, nous avons votre cuisine ! Nos cuisines, créées en fonction de chaque pièce... au millimètre près... sont « sur mesure » ! Chez TIELSA, chacun de vos interlocuteurs est un spécialiste qui vous conseille, de l'établissement du plan d'implantation de votre cuisine... au choix des carrelages ou peintures. TIELSA, à Paris, c'est aussi un magasin d'exposition de 400 m², où vous pourrez tout à loisir regarder, toucher, presque vivre dans 25 modèles de cuisines. De plus, comme tout grand couturier, TIELSA sort dès le 10 mars sa nouvelle collection de cuisines. Venez la voir ; et si jamais, dans nos anciens modèles l'un vous plaisait vraiment, nous pourrions vous le solder, mais sans le dégriffier !

tielsa
BONNE A VIVRE

281, rue du Fg-Saint-Antoine, 75011 Paris
tél. : 372.46.27 - 372.47.27 métro Nation

EXCLUSIF
PARIS
COPENHAGUE
en airbus
PARIS 17 h 55 - COPENHAGUE 19 h 40
COPENHAGUE 15 h 00 - PARIS 16 h 50
TEL. 742.06.14
SAS
SCANDINAVIAN AIRLINES

(PubliMati)
RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Secrétariat d'État des Travaux Publics
Transports et Communications
SERVICE DE CONSTRUCTION ET DE SUPERVISION
AVIS DE PRÉQUALIFICATION DES ENTREPRISES
PROJET DE DRAINAGE DES EAUX FLUVIALES
DE PORT-AU-PRINCE

Les entrepreneurs sont invités à soumettre leurs qualifications pour entreprendre les travaux nécessaires au programme de drainage à réaliser en 1980 à Port-au-Prince (HAÏTI).
Les travaux de drainage de la ville de Port-au-Prince consistent en la réalisation de canaux, deltas et émissaires nécessaires à l'évacuation des eaux fluviales du centre ville en utilisant au maximum la main-d'œuvre nationale.
Il est prévu que ces travaux seront réalisés en 6 lots qui s'échelonnent sur trois ans environ. Chaque lot comportera environ le même type et le même volume de travaux que le lot numéro 1 décrit ci-après.
Le lot numéro 1980 prévoit le lancement de 2 lots.
Le lot numéro 1 concerne le drainage du quartier Saint-Martin et se décompose en 9 sous-lots de la façon suivante :

LOT	LONGUEUR ML	TYPE D'EXÉCUTION	SECTION (LARG. X HAUT.) MÈTRES
1-1	1200	Terrassement et Dragage	50 x 4
1-2	450	Canal maçonné	22 x 2,5
1-3	175	Défilé béton	14 x 2
1-4	460	Canal maçonné	7,5 x 2,5
1-5	850	Canal maçonné	5,5 x 2,5
1-6	700	Canal maçonné	5 x 2
1-7	475	Défilé béton	2,5 x 2
1-8	520	Défilé béton	2,1 x 1,6
1-9	700	Défilé béton	2 x 1,8

Le détail d'exécution de chaque sous-lot du lot numéro 1 et du cumul de plusieurs lots est fixé par antéprojet à 6 mois.
Il est prévu que le lot numéro 1 soit lancé en appel d'offres début juin 1980, que l'ouverture des plis se fasse aux environs du 15 juillet 1980 et que les travaux commencent en septembre 1980.
Le projet étant partiellement financé par la Banque Interaméricaine de développement (prêt B.I.D. 564), seules les entreprises qui remplissent les conditions d'éligibilité de la B.I.D. sont admises à participer à cet appel d'offres.

Pour le programme 1980, les entreprises intéressées sont invitées à adresser leur dossier de préqualification en trois exemplaires (un original et deux copies) dans une enveloppe cachetée et scellée, au plus tard le 9 mai 1980 à midi, à l'adresse suivante :
SECRÉTARIAT D'ÉTAT DES TRAVAUX PUBLICS
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
SERVICE DE CONSTRUCTION ET DE SUPERVISION
PORT-AU-PRINCE (HAÏTI).
Les dossiers de préqualification seront rédigés en langue française et devront apporter toutes informations sur l'entreprise, au particulier il est demandé aux entreprises de préciser et d'appuyer les preuves de :
— Nationalité, antécédents, statuts et membres.
— Capacité en matériel, moyens et personnel.
— Référence et expérience de travaux similaires.
— Solvabilité financière.
Seules les entreprises préqualifiées seront invitées à participer à l'appel d'offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**Direction de l'Infrastructure
et de l'Équipement Universitaire**

SOUS-DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 06/80 « S.D.M.C. »

Un Avis d'Appel d'Offres International est lancé en vue de l'équipement de l'Institut des Sciences de la Terre de l'Université des Sciences « de la Technologie » Houari Boumedienne.

Les dossiers de soumissions peuvent être retirés à compter de la date de parution du présent avis d'Appel d'Offres International au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement Universitaire, 1, rue Bachir-Aïssa - Place du 1^{er} Mai (Algérie).

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront être adressées sous double enveloppe cachetée au M.E.S.S./D.I.E.U., 1, rue Bachir-Aïssa - Place du 1^{er} Mai (Algérie). L'enveloppe extérieure devra porter en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, la mention A.O.I. n° 06/80 « S.D.M.C. », « Equipement de l'Institut des Sciences de la Terre » - Soumission - ne pas ouvrir.

La date limite de dépôt des offres est fixée à 45 jours à partir de la date de publication du présent avis.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de 120 jours à compter de la date de clôture du présent Appel d'Offres.

AFFAIRES

La SANOFI cherche à s'assurer le contrôle de l'Institut Pasteur-Production

Le contrôle de l'Institut Pasteur-Production (I.P.P.), jusqu'ici exercé à 86 % par l'Institut Pasteur-Fondation (I.P.F.), pourrait, dans quelques semaines ou quelques mois, passer aux mains de la SANOFI (100 % Elf-Aquitaine). Des négociations ont, en effet, été entamées entre les dirigeants de l'I.P.F. et ceux de ce dernier groupe, déjà actionnaire à 34 % de l'I.P.P., en vue d'établir les conditions dans lesquelles ce changement de majorité pourrait intervenir. M. René Sautier, P.-D.G. de la SANOFI nous l'a officiellement confirmé.

Les deux parties n'auront donc pas attendu bien longtemps, après le mariage raté entre l'I.P.F. et l'Institut Mérieux du groupe Rhône-Poulenc (le Monde du 2 avril), pour reprendre langue. De fait, ce projet de rapprochement n'est pas nouveau. Il avait été sérieusement envisagé avant la troisième et ultime tentative faite à l'automne dernier pour unir l'I.P.P. à l'Institut Mérieux. L'idée flotta dans l'air depuis octobre 1976, date à laquelle la SANOFI était entrée dans le

capital de la filiale industrielle de la Fondation Pasteur. Mais elle n'avait jamais pu se matérialiser dans les faits, la SANOFI n'ayant pas encore atteint la dimension voulue.

C'est chose faite depuis la fin de l'année écoulée, la SANOFI étant devenue, après l'absorption des firmes Parcor et Labat, le deuxième groupe pharmaceutique français avec un chiffre d'affaires de 120 millions de francs dans cette seule branche industrielle.

Les négociations en cours déboucheront-elles cette fois sur un accord ? L'I.P.P. ne peut se développer seul dans la bio-industrie, secteur plein de promesses que les pouvoirs publics cherchent à promouvoir. Il a besoin pour cela d'un partenaire de poids. Tout le monde est d'accord sur ce point. La renonciation de Mérieux ne pouvait que le pousser à s'entendre avec la SANOFI, seul prétendant en lice, capable, de surcroît, de lui donner la dimension qui lui manque. C'est l'objectif que la SANOFI s'efforcera d'atteindre si elle parvient à ses fins. — A. D.

La Sarthe a pris de l'avance dans l'industrie agro-alimentaire

De notre correspondant

Le Mans. — A l'heure du développement de l'agro-alimentaire, l'agriculture sarthoise s'est « industrialisée » pour une production de « masse » que situent bien quelques chiffres gargantuesques.

En 1978, la Sarthe qui comptait 508 000 têtes de bétail dont 100 000 « laitières », 165 000 porcs et près de 6 millions de « volailles » (poules et lapins), a produit 538 000 hectolitres de lait, plus de 9 millions de douzaines d'œufs, 52 000 tonnes de viande nette bovine et 27 700 tonnes de viande nette porcine. Une « maîtrise première » dont l'abondance justifie la volonté de développer l'industrie « agro-alimentaire », dans ce département pourtant déjà bien pourvu avec ses « usines à rillettes » de la vallée de l'Huisne ; ses usines à lait du Mans, du Lude et de Savigné-l'Évêque ; ses abattoirs industriels de Sablé, Bonnétable et Cherré, dans ce département où il apparaît qu'on peut mieux faire encore.

Au demeurant le fleuron de l'actuelle industrie agro-alimentaire sarthoise est un « géant » du genre : l'usine de Cherré de la SOCOPA, leader européen de la viande et 3145 emplois à la clef pour l'ensemble du groupe qui possède encore d'autres abattoirs à Gacé, dans l'Orne, et à Evron, en Mayenne. Sa usine-pilote, c'est justement Cherré, à quelques kilomètres de La Ferté-Bernard, dans un site pré-défini : la vallée de l'Huisne « aux gras pâturages ».

Dans cette usine, le plus important complexe « viande » par la SOCOPA, 1000 personnes sont au service de la viande, dont 120 à l'abattage et 650 au conditionnement selon les plus récentes exigences de la commercialisation de notre temps.

Le steak haché

S'appuyant sur ce qui existait depuis une dizaine d'années, c'est en 1977 que le complexe de Cherré a été révisé à partir des dernières techniques d'avant-garde en matière de préparation et de conditionnement de la viande avec pour objectif premier une hygiène rigoureuse afin de s'imposer sur le marché européen. C'est ainsi que les lignes de « production » les plus industrialisées sont celles destinées à la préparation et au conditionnement du steak haché, du « pièce » surgelé, et à la mise sous vide : 25 bovins à l'heure maine-anjou et normands, races « locales », et animaux jaunes de croisement retenus pour leur qualité de viande, plus d'un millier de bovins la semaine.

C'est un chiffre qui a conduit, devant son importance, la SOCOPA à élargir le cercle de sa zone d'achat bien au-delà des frontières du département de la Sarthe pourtant riche en bovins de « viande », mais où les abattoirs se livrent à une dure concurrence aux achats. Les approvisionnements découlent de trois modes d'achats : contrats passés avec des groupements de producteurs ; achats à la ferme ; enfin, par des achats sur les toiles et marchés fréquentés jusqu'à 300 kilomètres à la ronde par les prospecteurs-acheteurs de la SOCOPA.

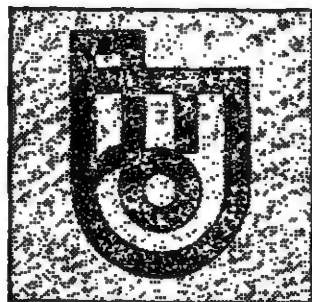
Capable d'une production annuelle de 41 000 tonnes de viande nette, le complexe SOCOPA de Cherré renvoie dans un autre monde la boucherie traditionnelle. C'est véritablement l'« usine » où la spécialisation de chacun à son poste de travail n'est pas sans rappeler la spécialisation qui se rencontre dans l'industrie automobile. 10 000 tonnes par an sont destinées à la vente en « carcasses » aux bouchers de détail ; 15 000 tonnes vont à la préparation de la viande PAD (le prêt à découper) ; 5 000 tonnes à la fabrication de la viande hachée réfrigérée ; 2 500 tonnes à la viande hachée surgelée ; 2 000 tonnes enfin à la viande en portions emballées sous film et sous atmosphère conditionnée (UVC). Depuis peu la SOCOPA s'est placée dans un créneau bien particulier du marché de la viande de détail, un créneau qui offre de larges possibilités de développement dans l'avenir : celui du steak haché, une fabrication qui appelle à la plus grande rigueur dans le domaine de l'hygiène.

Sous la marque Hilburger, la SOCOPA en conditionne actuellement 200 000 pièces par jour, soit 60 tonnes par semaine en haché « frais » et 40 tonnes par semaine en haché surgelé, une production qui suit rigoureusement, pratiquement au jour le jour, les courbes du marché, le steak haché étant, on le sait, un produit « fragile » dont la commercialisation doit être quasi immédiate et ne souffrir pas la « resserie ». Approvisionnant les boucheries de détail aussi bien que les grandes surfaces, dans la région comme dans toute la France, mais davantage les grandes surfaces que les boucheries de détail, la SOCOPA accusait en 1978 un chiffre d'affaires de 70 milliards de centimes.

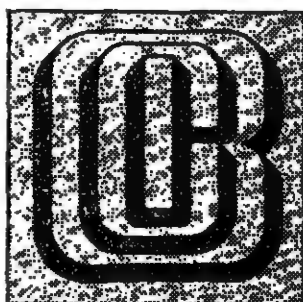
Un chiffre qui pèse de tout son poids sur l'agro-alimentaire certes, mais aussi sur le revenu agricole de la Sarthe et de la Mayenne, pour ne citer que les deux départements de la région des Pays de la Loire principalement concernés par les activités de la SOCOPA.

JULES BREAUX.

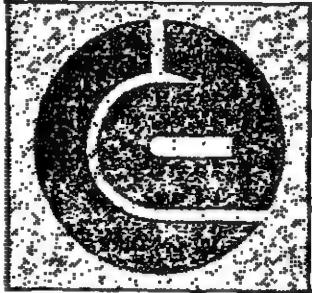
Ebic: L'expérience conjuguée de sept grandes banques internationales Européennes.



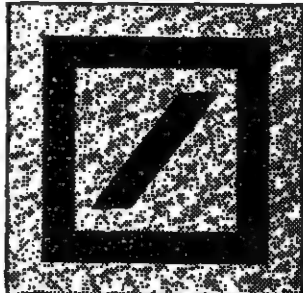
Amsterdam-Rotterdam Bank
Pays-Bas



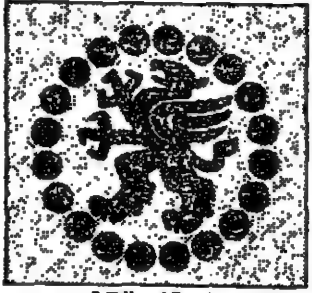
Banca Commerciale Italiana
Italie



Creditanstalt-Bankverein
Autriche



Deutsche Bank
Royaume-Uni, F.R.G., Allemagne



Midland Bank
Grande-Bretagne



Société Générale de Banque
Générale Bankenschaap (Belgique)

Où que vous soyez et quel que soit
votre problème financier, nous pouvons
vous aider.

Nous mettons à votre service les
moyens d'action et l'expérience de sept
grandes banques indépendantes.

Au total: 10.000 agences, plus de
200.000 personnes et des bilans
dépassant \$280 milliards.

Voilà pour l'Europe.

Mais nous avons aussi un réseau
EBIC dans d'autres parties du monde:

Aux Etats-Unis, avec l'European
American Bank.

En Asie, avec l'European Asian Bank
implantée à Hong-Kong, en Indonésie, en
Corée du Sud, en Malaisie, au Pakistan, à
Singapour, en Thaïlande et aux Philippines.

Enfin, des services financiers
spécialisés sont offerts par la Banque
Européenne de Crédit à Bruxelles et par
l'European Banking Company à Londres.

En France, la banque EBIC est la
Société Générale. Interrogez-la.

**Des moyens pour les affaires
partout où il y a des affaires.**

Je désire recevoir une information sur l'EBIC. Nom _____

Société _____

Adresse _____

A retourner à Société Générale, Service EBIC,
29, Boulevard Haussmann, 75009 Paris.

ebic
European Banks International

Société Générale
France

مكتبة من الأصل

(Publicité)

**CÉLIBATAIRES
FAUT-IL VOUS ADRESSER À
UNE AGENCE MATRIMONIALE ?**

Lines d'abord « la Source du bonheur », passionnante brochure illustrée gratuite. Il suffit d'envoyer vos nom, âge et adresse au Centre familial (N.M.), 22, rue Laffitte, 75008 Paris. Distribution.

ÉTRANGER

En Suède

Le patronat reporte de quatre jours le lock-out de 750 000 ouvriers

De notre correspondant

Stockholm. — Les négociations centrales sur les salaires d'un million quatre cent mille travailleurs du secteur privé n'ont pratiquement pas avancé d'un pas depuis cinq mois. La commission de conciliation, désignée par le gouvernement, a seulement réussi, mercredi 9 avril, à éviter de justesse un conflit social d'envergure, le plus important dans l'histoire moderne de la Suède.

La Confédération du patronat (SAF) a accepté de surseoir au lock-out de sept cent cinquante mille ouvriers qui devait entrer en vigueur ce jeudi et durer une semaine. Les employeurs accordent un délai de quatre jours aux médiateurs pour tenter de trouver un terrain d'entente permettant une reprise des négociations.

Les Suédois sont attachés à la paix sociale et continuent de penser que la négociation est le meilleur moyen de résoudre les problèmes. Bien que l'attitude du patronat se soit nettement durcie — du moins en paroles — ces dernières années en raison des difficultés économiques, la décision des employeurs de reporter un lock-out qui aurait des effets sensibles dans les secteurs des transports et des services, montre que l'alle modérée l'a emporté sur la phalange dure. En effet, la Confédération générale du travail (LO) avait rejeté, quelques heures plus tôt, la demande de la commission de médiation de suspendre la grève des heures supplémentaires qui est en vigueur depuis le 27 mars.

La centrale syndicale a incontestablement marqué un point psychologique, et son dirigeant, M. Gunnar Nilsson, était d'ailleurs satisfait de ce pas en arrière de la SAF.

Fin février, le patronat avait hardiment préconisé la « ligne zéro », autrement dit une réduction en 1980 des dernières conventions collectives, ce qui, en pratique, correspondait à un « gel » des salaires. Il avait indiqué qu'il était inutile de discuter si les syndicats continuaient à réclamer un relèvement des rémunérations. Quelques semaines plus tard, le dirigeant de la SAF, M. Curt Nicolin (qui est également directeur général de la compagnie de construction électrique ASEA), déclarait : « Il faut être réaliste. Nous ne voulons pas contribuer à une nouvelle détérioration de l'économie suédoise ».

Ces propos audacieux, dans un pays où la modération est de mise, avaient inquiété plus d'un syndicaliste et surpris même

quelques chefs d'entreprise hostiles à la politique de confrontation. Cependant, LO avait précisé ses revendications salariales, demandant une augmentation totale de 11,3 %.

Pour faciliter les discussions, le gouvernement a présenté, le 27 mars, une série de mesures : blocage temporaire des prix pouvant être prolongé jusqu'à la fin de l'année, et les partenaires sociaux concluent des accords pratiquement identiques aux précédents : baisse de l'impôt pour les revenus annuels compris entre 40 000 et 80 000 couronnes (autour de francs français) ; blocage des loyers ; versement d'une partie des bénéfices des sociétés en 1980 à un fonds d'investissement industriel.

Ces propositions avaient été mal accueillies par les syndicats, qui voyaient une menace ; mais elles constituaient un nouveau cadre des négociations qui pourrait réduire de 5 % à 6 % les revendications des syndicats. Ceux-ci estiment néanmoins qu'elles doivent être complétées par des augmentations brutes de salaires pour préserver le pouvoir d'achat des travailleurs, qui a baissé régulièrement depuis 1977.

Le patronat répond en mettant en avant les augmentations automatiques des charges sociales. Toutefois, le pas en arrière des employeurs, qui renoncent provisoirement au lock-out, semble indiquer qu'ils abandonnent également la « ligne zéro » et qu'ils sont disposés à discuter. La commission de médiation a maintenant quatre jours devant elle pour trouver un terrain d'entente. Sa tâche sera particulièrement difficile.

ALAIN DEBOVE.

En Allemagne fédérale

La politique d'endettement suscite des critiques de l'opposition

Les emprunts contractés à l'étranger par la R.F.A. soulèvent des critiques dans les milieux politiques. Dans une question écrite, le groupe démocrate-chrétien et chrétien-social du Bundestag demande au gouvernement de préciser quel est le montant de ces crédits. Jusqu'à maintenant, un seul pays du Proche-Orient, l'Arabie Saoudite, souscrit des bons émis par l'Etat fédéral pour une somme totale, qu'on ne connaît pas (de même qu'on ignore le taux et la durée de l'opération).

Le prêt du Trésor américain est confirmé

Les chiffres les plus souvent cités sont 5 ou 6 milliards de deutschemarks, ce qui représente un pourcentage important — entre 20 et 25 % — du déficit attendu des finances publiques en 1980 : 24,2 milliards de deutschemarks.

Des négociations s'ouvraient bientôt avec le Koweït dans le même but.

Un porte-parole du ministère des finances a, par ailleurs, confirmé que le Trésor américain allait prêter 1 milliard de deutschemarks à l'Etat fédéral allemand, en souscrivant des titres d'Etat à taux d'intérêt fixes, selon des conditions qui ne sont pas non plus rendues publiques. Au cours des dernières semaines, les autorités américaines ont été amenées à acheter des montants importants de deutschemarks pour freiner la hausse du dollar sur le marché des changes.

Il n'empêche que ce prêt américain symbolise un retournement complet de la situation, puisque pendant plus de vingt ans, la R.F.A. n'a pratiquement jamais cessé d'acquiescer des dollars immédiatement placés en bons d'Etat américains, contribuant ainsi à financer une part du déficit budgétaire des Etats-Unis.

● Le déficit de la balance

courant de la R.F.A. a régressé en février, se situant à 2,1 milliards de marks contre 2,4 milliards en janvier.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
\$ E.-U. ...	4,3250 4,33	-231 -218	-480 -430	-1910 -325
S. can. ...	2,6469 2,6528	-125 -84	-218 -163	-350 -342
Ven (100) ...	1,7273 1,7345	-33 -10	-53 -23	-25 -19
DM 2,3643 2,3134	+ 63 + 84	+ 135 + 166	+ 376 + 437	+ 185 + 240
Florn 2,1887 2,1145	+ 21 + 41	+ 55 + 85	+ 185 + 240	+ 185 + 240
F.R. (100) ... 14,3949 14,3949	-659 -639	-1150 -829	-2459 -1959	-5159 -4159
S. 2,4347 2,4481	+ 85 + 122	+ 261 + 239	+ 723 + 823	+ 1154 + 1254
L. (1 000) ... 4,8280 4,8432	-249 -155	-470 -349	-1154 -850	-1853 -1453
S. 9,5155 9,5118	-326 -345	-526 -476	-1154 -850	-1853 -1453

TAUX DES EURO-MONNAIES

	DM	S.E.-U.	Florn	F.R.	S.	L.	S.
1/4	7 1/4	6 1/2	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
3/4	7 3/4	6 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4
1	8 1/4	7 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
2	8 1/2	7 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
3	8 3/4	7 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
4	8 1/2	7 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
5	8 3/4	7 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
6	8 1/2	7 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
7	8 3/4	7 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
8	8 1/2	7 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
9	8 3/4	7 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
10	8 1/2	7 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Direction des Constructions et de l'Équipement Scolaires
SOUS-DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT SCOLAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le présent Avis d'Appel d'Offres est lancé en vue d'assurer la fourniture de produits chimiques et verrerie destinée à équiper les établissements polytechniques expérimentaux de l'enseignement moyen relevant du Ministère de l'Éducation.

Date limite de réception des Offres : Trente (30) jours fermes après la date de parution du présent Avis d'Appel d'Offres dans le quotidien.

Les offres devront être adressées au Ministère de l'Éducation — Direction des Constructions et de l'Équipement scolaire, — avenue de Pékin, El-Mouradia à Alger, sous pli recommandé cacheté ou remis directement à ce Service.

Toute documentation relative au présent Appel d'Offres pourra être demandée ou retirée au Ministère de l'Éducation — Direction des Constructions et de l'Équipement scolaire, — avenue de Pékin, El-Mouradia à Alger.

L'enveloppe extérieure portera obligatoirement la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL NO. — FOURNITURE DE PRODUITS CHIMIQUES ET VERRERIE » (NE PAS OUVRIR).

Délai de validité des offres : Trois (3) mois fermes après la date de clôture de réception des offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Direction des Constructions et de l'Équipement Scolaires
SOUS-DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT SCOLAIRE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le présent Avis d'Appel d'Offres est lancé en vue d'assurer la fourniture de matériel de physique destiné à équiper les établissements polytechniques expérimentaux de l'enseignement moyen relevant du Ministère de l'Éducation.

Date limite de réception des Offres : Trente (30) jours fermes après la date de parution du présent Avis d'Appel d'Offres dans le quotidien.

Les offres devront être adressées au Ministère de l'Éducation — Direction des Constructions et de l'Équipement scolaire, — avenue de Pékin, El-Mouradia à Alger, sous pli recommandé cacheté ou remis directement à ce Service.

Toute documentation relative au présent Appel d'Offres pourra être demandée ou retirée au Ministère de l'Éducation — Direction des Constructions et de l'Équipement scolaire, — avenue de Pékin, El-Mouradia à Alger.

L'enveloppe extérieure portera obligatoirement la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL NO. — FOURNITURE DE MATÉRIEL DE PHYSIQUE » (NE PAS OUVRIR).

Délai de validité des offres : Trois (3) mois fermes après la date de clôture de réception des offres.

Pour s'imposer, il faut se montrer très rapide.



A la cadence de 20 copies à la minute (en format 21 x 29,7 cm) le nouveau copieur compact CANON est vraiment très rapide.

Aller vite, et dans le même temps être précis, vous font très rapidement acquérir une solide réputation.

C'est ce que CANON attend de son tout dernier copieur, le NP 200.

A la vitesse de 20 copies à la minute, le CANON NP 200 est l'appareil le plus rapide dans sa catégorie.

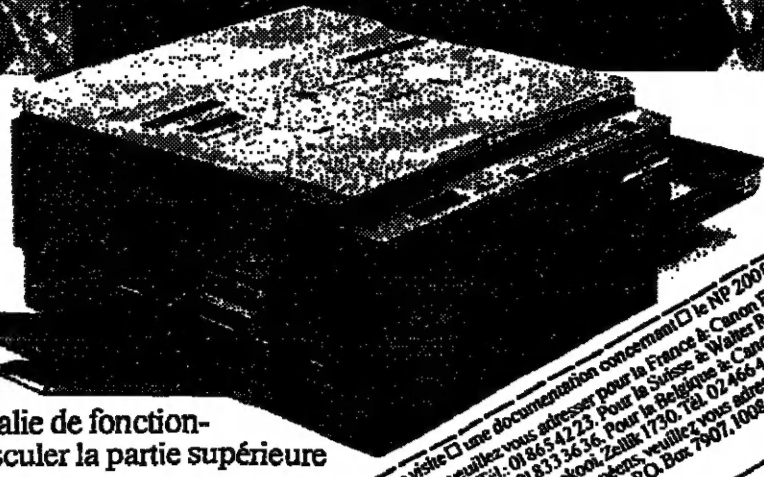
Et la sortie de la première copie ne demande que 8 secondes.

L'association d'un système à fibres optiques et d'un développement à sec par monocomposant

permet d'assurer une qualité exceptionnelle de la copie. Il suffit d'effleurer certaines touches sensibles du panneau de commande pour programmer le nombre de copies désiré.

Et si par hasard une anomalie de fonctionnement intervient, il suffit de basculer la partie supérieure de l'appareil pour un accès immédiat.

Canon



NP200

Je souhaite recevoir D une liste D une documentation concernant D le NP 200 D les autres Copieurs Canon. Pour tout renseignement, veuillez vous adresser pour la France à : Canon France S.A., P.O. Box 93151, Le Plateau de Mouchy, 93151 La Plaine St-Denis. Pour la Suisse à : Canon Suisse S.A., Industriestrasse 12, CH-8305 Dietlikon. Pour les autres pays européens, veuillez vous adresser au siège social : Canon Amsterdam N.V., P.O. Box 1707, 1000 AC Amsterdam, Pays-Bas.

NOM : SOCIÉTÉ : ADRESSE : TEL. : L.M. 2

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. CORSE : « Ce maïs que nous portons tous », par Lucien Sfax ; « Ma raison, mes sentiments », par Marie-Claire Scazzari ; un livre d'Alexandre Senguer, analysé par Maurice Duvigne.

ÉTRANGER

3. Les alliés des États-Unis et les sanctions contre l'Iran.
4. ASIE
5. AFRIQUE
— TCHAD : certains réfugiés rentrent à Ndjamena en dépit de la poursuite des combats.
7. EUROPE
— ESPAGNE : M. Garcia Marquez est élu président du gouvernement autonome basque.

POLITIQUE

9. La loi d'orientation agricole à l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

10. Les prolongements de l'effort de Broglie.
12. Les sabotages des centres d'information.
19. RELIGION : le voyage au France de Jean-Paul II, du 30 mai au 2 juin.
— SPORTS

LE MONDE DES LIVRES

13. Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Black Bird », de Tony Cartano.
— Elie Wiesel et la douleur juive.
— La passion selon Singer.
— Casanovier et le prince.
14. LA LITTÉRAIRE
15. ROMAN : Reine Silbert et le collier des jupes de Polono.
16. LETTRES ÉTRANGÈRES : Ritsos ou la clarté.

INFORMATIONS « SERVICES »

20. TOURISME : animaux en balade.

CULTURE

21. THEATRE : Home, de David Storey ; les projets de la ministre.
— CINÉMA : Yankis, de John Schlesinger.
— EXPOSITIONS : Hartung au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris.

EQUIPEMENT

26. ENVIRONNEMENT : le préfet des Côtes-du-Nord a demandé l'envoi de deux nouvelles compagnies de militaires.
— TRANSPORTS : les codes en ville.

ECONOMIE

27. SOCIAL : le premier bilan des négociations dans le secteur privé.
28. AFFAIRES : la Sarthe a pris de l'avance dans l'industrie agro-alimentaire.
29. ÉTRANGER
30. AGRICULTURE

RADIO - TELEVISION (23)
Annonces classées (24 et 25) : Carnet (12) ; Journal officiel (20) ; Méthodologie (20) ; Mots croisés (20) ; Programmes sportifs (22 et 23) ; Bourse (31).

Church's
American English shoes
collection complète en plusieurs larges
J. CARTIER
chasseur pour homme
à 30 m de la rue Tronchet
23, rue des Mathurins 9 - tél. 265.25.85

(Publié)
Le vendredi 10 avril 1980, de 11 h à 13 h et de 15 h à 17 h, au Centre Culturel de la Communauté française de Belgique à Paris, 127, rue Saint-Martin, Paris (4^e), (tél. 271-26-18), l'Université de Liège (Belgique), organise un colloque au cours duquel seront débattus les divers problèmes que pose la reconstruction de l'Université de Liège dans un site balnéaire de 100 ha à 7 km du centre historique de l'agglomération. Tous ceux qui portent intérêt à l'évolution des villes et de leurs constructions universitaires sont cordialement invités.

A B C D E F G

« POUR DES RAISONS TECHNIQUES »

L'Algérie a cessé de livrer du gaz à la France

L'Algérie a cessé ses livraisons de gaz naturel à la France. Un fort ralentissement avait déjà été enregistré au début de mars, et depuis le 15, aucun méthane n'a été enregistré dans les usines algériennes de liquéfaction n'a été accusé dans les ports français. Cet arrêt des livraisons est confirmé par Gaz de France. A Alger, on l'explique par des difficultés techniques temporaires. Sans autres précisions.

Depuis plusieurs semaines, Gaz de France et la Sonatrach discutent de la révision des prix du gaz. On sait qu'Alger réclame 6 dollars par million de B.T.U. (1) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier. Or le prix pour le premier semestre, prévu par les contrats, est de 4 dollars, et qu'il faut déjà compter des indexations inscrites lors de l'annuaire révisé n'est que de 3 dollars.

L'Algérie avait formulé les mêmes revendications à la société américaine El Paso. Les négociations entre les deux parties ont été suspendues. El Paso refusant le prix de 6 dollars. L'Algérie a alors interrompu, volontairement, ses livraisons à la société américaine le 1^{er} avril (le Monde du 5 avril).

L'Algérie fournit actuellement

(1) British Thermal Unit.

12,5 % des besoins français de gaz avec 4,5 milliards de mètres cubes par an. A terme, elle devrait livrer plus de 10 milliards de mètres cubes, ce qui représente 25 % de la consommation française de gaz.

Pour faire face à cet arrêt des livraisons algériennes, Gaz de France a dû « couper les contrats interruptibles », c'est-à-dire ceux de l'industrie qui ont accepté à l'avance de ne plus recevoir de gaz lorsque l'entreprise nationale le décide, en contrepartie de tarifs plus avantageux.

Les particuliers ne devraient pas être touchés, d'autant que l'hiver est fin, la demande a sensiblement diminué. Toutefois, indique-on au siège de G.D.F., il sera nécessaire de retrouver un rythme normal de livraison à la fin de l'été. Faute de quoi ce serait la pénurie.

NOUVELLES BRÈVES

● M. Jean Charbonnet, député général du P.R.R. et l'action ouvrière et professionnelle (A.O.P.), a déclaré mercredi 9 avril à Toulouse :

« Les gauchistes doivent être très exigeants dans le débat qui va s'engager sur la participation dans quelques jours au Parlement. Ils ne peuvent pas se contenter de voter leur grand dessein repris aujourd'hui par d'autres, c'est le signe de la léonardité de leurs idées. Ils sont prêts à discuter des modalités concrètes et des conditions d'application de leur projet. Mais ils ne pourront admettre que celui-ci soit rabaisé en une caricature dérisoire. »

● M. René Touzet, sénateur de l'Indre, président par intérim du groupe de la Gauche démocratique, nous précise que s'il a accepté l'invitation à déjeuner du premier ministre (le Monde du 9 avril), « il ne peut en aucun cas être considéré comme le président d'un groupe de la majorité, puisque le groupe de la Gauche démocratique, s'il est composé de sénateurs favorables à la majorité, comprend égale-

ment des sénateurs appartenant à la formation des radicaux de gauche, qui reste dans l'opposition. »

● Le bureau confédéral de la G.T.T. apporte son soutien à la grève des enseignants les 24 et 25 avril prochains. Cette grève décidée par la FEN, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (le Monde du 4 avril) et cinq autres syndicats a pour objectif d'imposer aux suppressions de classes et de postes et d'obtenir des moyens supplémentaires pour la rentrée prochaine.

● Trois types d'appareils fabriqués par la réparation des fractures en stimulant la croissance du tissu osseux au moyen d'impulsions électriques viennent d'être homologués par le département américain des produits alimentaires et pharmaceutiques (Food and Drug Administration). Utilisant les propriétés électro-stimulantes connues depuis longtemps (le Monde du 20 février), ces appareils permettent d'obtenir les mêmes pourcentages de réussite que les greffes osseuses.

VENEZ LÉZARDER AU SOLEIL DE ST-TROPEZ
AU BYBLOS
PHONE: (94) 97.00.04 / TELE: 470.235

du 11 au 29 avril
Offre spéciale
NICOLL
la prestigieuse
griffe anglaise
DAKS
1090 F
depuis
Nicoll, la tradition anglaise du vêtement
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

BERTILL
PARIS - DEAUVILLE
Raffinement de l'élégance...
Tweed
Lankwood
Cashmere
Holland
...depuis 1860
Avenue Rod - Aquasolium
3, place Saint-Augustin
75008 Paris - 265.25.52
La Chapelle de Paris

Sur les marchés des changes

LE DOLLAR ENCORE EN RECUL : 4,33 FRANCS

En fin de matinée jeudi, le dollar se trouvait encore en recul par rapport à ses positions, pourtant déjà en forte baisse, de la veille. A Paris, il cotait 4,33 F ; à Francfort, 1,875 DM, le deutschemark se rattrapant légèrement par rapport au franc (97,5 pour 1 DM). A Zurich, la devise américaine valait 1,775 FS. A Londres, la livre est remontée à 2,19 dollars.

A l'ouverture, les cours s'étaient inscrits encore plus bas, s'établissant à Paris à 4,30 F. Le petit mouvement de reprise qui s'est ensuivi était en général attribué au sentiment positif des marchés financiers, mais aussi à la spéculation sur le marché de l'euro-dollar, à quel se sont ajoutés les facteurs politiques relatifs au regain de tension entre l'Amérique et la Grande-Bretagne.

Le dollar a continué de reculer après-midi, à la suite d'un mouvement intervenu sur les taux d'intérêt américains (et donc sur le marché de l'euro-dollar), à quel se sont ajoutés les facteurs politiques relatifs au regain de tension entre l'Amérique et la Grande-Bretagne. Les milieux officiels se montrent « déçus », rapporte l'Agence, de la diminution, même légère, de la tension sur les taux d'intérêt américains.

Sur le marché de l'or, on notait une légère baisse ; les premières transactions se faisaient, à Londres, sur la base d'un prix officiel, entre 540 et 544 dollars l'once (contre un cours coté de 554 dollars mercredi avant-midi).

LE CHIC, LE RÊVE... TISSUS «COUTURE»
LE CARAVANSERAIL
FABRIQUE DES SOIES
LA GRANDE PARADE
DES IMPRIMERIES DE CHAUME
(depuis 18,50 F le mètre)
LE NOUVEAU CLUB
DES LAINAGES ORIGINAUX
LE COIN DES TROUVAILLES
ET DES DÉTACHES AFFAIRES
(depuis 10 F le mètre)
LE DORADO DES COTONS
SUISSES, ÉTOFFES, VOILES,
CRÉPONS, TOILES, ETC.
LA FAMEUSE BOUTIQUE
DES SOIERIES, DENTELLES,
LAMÉS, TISSUS BRODÉS
ET BROCHES
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

PARIS LONDRES BERKELEY
(U.S.A.)
COURS SPÉCIAUX D'ANGLAIS
Demandez notre documentation :
LANGUAGE STUDIES
350, rue de Valenciennes, 75001 Paris
Tél. : 260-53-70

PARIS LONDRES BERKELEY
(U.S.A.)
COURS SPÉCIAUX D'ANGLAIS
Demandez notre documentation :
LANGUAGE STUDIES
350, rue de Valenciennes, 75001 Paris
Tél. : 260-53-70

PARIS LONDRES BERKELEY
(U.S.A.)
COURS SPÉCIAUX D'ANGLAIS
Demandez notre documentation :
LANGUAGE STUDIES
350, rue de Valenciennes, 75001 Paris
Tél. : 260-53-70

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 998 F dans un choix de 3.000 draperies
Fabrication traditionnelle
ROBES ET TAILLEURS SUR MESURE
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme
LEGRAND Tailleur
27, rue de Valenciennes, PARIS (2^e)
Tél. : 742-78-51

L'U.R.S.S. lance le vaisseau spatial habité

Soyouz-35 en direction de Salout-6

L'Union soviétique a lancé, mercredi 9 avril, à 15 h 38 (heure française), un nouveau vaisseau spatial habité, Soyouz-35. L'équipage, composé du vétérinaire Valeri Riumine, quarante ans, et d'un cosmonaute dont c'est le premier vol, Leonid Popov, trente-quatre ans, devrait, comme cela fut en général le cas, au cours des trente mois écoulés, rejoindre la station orbitale Salout-6 dans les heures qui viennent et s'y arrêter.

Le lancement de Soyouz-35 dans l'espace n'est pas une surprise. Désormais, selon un scénario bien réglé, on sait que, avant chaque vol habité, les Soviétiques envoient un vaisseau-cargo Progress en direction de Salout pour le ravitailler en vivres, combustibles, gaz, matériel, et qu'il procède à des modifications de trajectoire de la station propre à faciliter les manœuvres de rendez-vous en orbite. C'est ainsi que Progress-8, lancé le 27 mars, s'est amarré quarante-huit heures plus tard au collier arrière du Salout placé depuis sur une nouvelle trajectoire dont les paramètres sont les suivants : apogée 360 kilomètres ; périapsis 348 kilomètres ; inclinaison 51,5 degrés ; période 91,4 minutes.

Tout cela fait désormais partie de la routine comme les missions qui ont précédé. Il est cependant intéressant de constater que, huit mois seulement après son vol record dans l'espace (1), le cosmonaute Valeri Riumine a été de nouveau mis à contribution.

En fait, nul mieux que lui, ingénieur de formation et occupant de Salout-6 pendant six mois n'est capable de juger de l'état actuel des équipements de cette station qui est dans l'espace depuis le 29 septembre 1977. Le général Vladimir Chatalov, ancien cosmonaute, et responsable de la formation des équipages, s'adressant à l'Agence Tass, a déclaré : « Soyouz-35 est le premier vaisseau de l'Agence Tass à être lancé depuis l'arrêt de la station et de Popov « serait d'évaluer l'état de la station et d'effectuer, si nécessaire, des travaux de surveillance et de réparation ».

Déjà, en février 1979, l'équipage de Soyouz-22, composé de Vladimir Lakhov et de Valeri Riumine, avait eu pour première tâche de changer des équipements défectueux et de réparer les systèmes d'asservissement. « Soyouz-35 », dit-il, « est un vaisseau sérieux » et de remplacer le tableau de commande du système de navigation autonome (Delta) de la station. Cette fois encore, ce n'est sans doute qu'après de minutieuses vérifications de Salout-6 que les Soviétiques décideront de l'avenir de la mission.

Les réfugiés de l'Ogaden constituent une charge écrasante pour Mogadiscio

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Une catastrophe de type cambodgien se joue, les réfugiés de l'Ogaden : tel est le cri d'alarme que lancent les responsables des organisations humanitaires chargées de l'assistance matérielle aux populations fuyant les combats qui dévastent cette province d'Éthiopie. Quotidiennement, deux mille cinq cents réfugiés franchissent la frontière somalienne. Un million trois cent mille personnes ont été contraintes à l'exil. Six cent trente mille soit environ la moitié — ont trouvé asile dans l'un des vingt-quatre camps de réfugiés. Les autres sont hébergés chez des parents ou parmi la population locale. Les réfugiés sont donc des femmes ou des enfants ; les hommes sont morts ou poursuivent les combats sur leur terre natale.

C'est la pénurie alimentaire, aggravée par la sécheresse, qui conduit les responsables des opérations de secours à insister sur la gravité de la situation dans les camps installés au nord-ouest de la Somalie. Le camp d'Agabar, l'un des plus peuplés, fut totalement privé de nourriture pendant trois jours. La malnutrition et son inévitable cortège d'épidémies — rougeole, diarrhée, typhoïde et bilharziose — font des ravages parmi la population infantile. Quatre réfugiés sur cinq sont atteints de tuberculose. Aucun des vingt-quatre camps ne dispose de médicaments en quantité suffisante. Les réfugiés ont un besoin urgent d'eau potable. Dans certains camps, les puits sont à sec ; chacun n'a droit qu'à un demi-litre d'eau. L'accueil et l'aide aux réfugiés d'Ogaden représentent pour le gouvernement de Mogadiscio une charge écrasante. « En Somalie,

(1) 175 jours 6 heures 36 minutes passés en compagnie de Vladimir Lakhov.

JEAN-PIERRE LANGELETT

Le numéro de - Monde - daté 10 avril 1980 a été tiré à 542 578 exemplaires.

TRÉCA
CAD, le sommier à mémoire de forme électrique ne demande aucun effort pour le monter ou le démonter. Deux extrémités du lit, ensemble ou séparément.
DISTRIBUTEUR
CAPELOU
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e - TEL. 357.48.35
M^{re} Parmentier - Parking assuré

Trente terroristes
presumes
arrêtés en Italie

Washington et ses alliés

se plaignent de n'être pas
dans la cible
de l'administration
iranienne

Washington, 10 avril. — L'administration américaine se plaint de n'être pas dans la cible de l'administration iranienne. Les responsables de la politique étrangère de la Maison-Blanche ont déclaré que les attaques contre les intérêts américains en Iran étaient de plus en plus ciblées. Ils ont souligné que les attaques contre les ambassades et les installations militaires américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les navires américains en mer étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les avions américains étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations pétrolières américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations nucléaires américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations militaires américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations civiles américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations religieuses américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations éducatives américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations sportives américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations culturelles américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations artistiques américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations scientifiques américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations technologiques américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations médicales américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations sociales américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations économiques américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations politiques américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations juridiques américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations judiciaires américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations administratives américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de sécurité américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de défense américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de renseignement américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de communication américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de transport américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de vente américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de distribution américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de consommation américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de production américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de service américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de commerce américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de finance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de banque américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations d'assurance américaines étaient de plus en plus fréquentes. Ils ont déclaré que les attaques contre les installations de crédit américaines étaient de plus en plus fréquentes. Les responsables américains ont également souligné que les attaques contre les installations de location américaines étaient de plus en